

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**LA COLOMBIE 1970-2006: VIOLENCE ET MODÈLE DE
DÉVELOPPEMENT**

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

LEILA CELIS

AOÛT 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

Les préoccupations intellectuelles et politiques qui m'ont conduite à la présente recherche tiennent à deux phénomènes sociaux très lourds dans la vie de la Colombie : le développement et la violence. Les deux problématiques relèvent des intérêts personnels qui interpellent avant tout la colombienne que je suis mais aussi la militante dans les mouvements sociaux de ce pays que j'ai été pendant les années les plus gratifiantes de ma vie.

L'explication aux questions de sous-développement et de la violence institutionnelle trouve une réponse, critique certes, dans la théorie du système-monde et de ses différentes variantes, mais cette théorie se fait au détriment de l'analyse sociale qui cède la place au fonctionnalisme économiciste. Les limites d'une telle théorie, je ne les ai aperçues qu'en avançant dans la présente recherche. Les problèmes trouvés tout au long de ce travail n'ont pas été seulement théoriques. Je me suis heurtée aussi à l'accès limité aux données empiriques. Ainsi, par exemple, les liens de l'élite militaire avec le conflit n'ont pas été faciles à retracer, surtout pour les périodes les plus récentes. En mentionnant cet incident, je veux aussi avertir des limites du présent travail. Cette question, parmi d'autres, reste ouverte malgré le concours des amis colombiens qui ont fait de leur mieux pour appuyer ma recherche bibliographique et empirique.

Merci à mon directeur M. André Corten, qui par sa disponibilité et son exigence a fait avancer cette recherche. À Thierry Lapointe et Guillaume Dufour pour leur générosité et pour avoir réussi à me communiquer leur curiosité intellectuelle. À Guillaume pour sa confiance et son appui. Merci à ma famille et aux compagnons du Projet Accompagnement Solidarité Colombie dont l'enrichissante compagnie m'a épargné les maux de l'académisme.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
HISTORICISER LE PRÉSENT : COMPRENDRE CE QUE CONNAISSONS.....	7
1.1 OÙ SITUER L'ÉTAT PAR RAPPORT A LA CRIMINALITE.....	9
1.2 COMPRENDRE LA VIOLENCE : ENTRE LES FAITS ET SON HISTORICISATION	12
1.2.1 Violence diffuse et protéiforme : identification des causes	14
1.2.2 Économie du crime : identification des effets.....	15
1.2.3 Tradition Vs. modernité : version actualisée du dualisme économique.....	17
1.3 COMPRENDRE LE DEVELOPPEMENT: ENTRE LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA LOGIQUE SOCIALE	25
1.3.1 Sous-développement structurel : le questionnement des vertus du libéralisme économique	26
1.3.2 Les théories de la dépendance et du système-monde : le capitalisme comme obstacle au développement.....	29
1.3.3 Les rapports sociaux de production : rationalité sociale des classes.....	32
1.4 MATÉRIALISME HISTORIQUE : CONTRIBUTIONS DU MARXISME POLITIQUE.....	36
1.4.1 Les rapports sociaux de production	37
1.4.2 Le rôle des relations sociales et de la géopolitique dans l'articulation des modes de production	39
1.4.3 L'accumulation politique capitaliste et précapitaliste.....	42
1.4.4. Les régimes politiques sous la dynamique des rapports sociaux	45

CHAPITRE II	
VIOLENCE, NARCO-PARAMILITARISME ET CLASSE DOMINANTE	48
LA COLOMBIE 1970-2006	48
2.1 PARAMILITARISME : SES ORIGINES ET SES OBJECTIFS	49
2.1.1 Endiguement du communisme et législation nationale : l'origine juridique du paramilitarisme.....	53
2.1.2 Les armées privées : logique sociale à la base du paramilitarisme	56
2.2 LE NARCOTRAFIC DANS LA DYNAMIQUE SOCIALE.....	60
2.2.1 Narcotrafic et classe dominante : certaines dimensions de la violence et de la politique.....	62
2.3 NARCO-PARAMILITARISME : ÉVOLUTION DE LA VIOLENCE INSTITUTIONNELLE.....	65
2.3.1 Le narco-paramilitarisme comme acteur politique	70
2.3.2 Légalisation du narco-paramilitarisme : élargissement de la classe dominante.....	74
CHAPITRE III	
FORMATION SOCIALE HÉTÉROGÈNE : NI DUALISME NI TRANSITION ...	82
3.1 ÉCONOMIE CONTEMPORAINE : PORTRAIT D'UNE ARTICULATION ...	85
3.1.1 État de l'économie légale	86
3.1.2. Place de l'économie souterraine.....	89
3.2 L'ACCUMULATION COMME ACTE DE SOUVERAINETÉ : PREDOMINANCE DE L'EXTRA-ECONOMIQUE	95
3.2.1 Économie extravertie et régime répressif : les séquelles coloniales après l'indépendance	95
3.2.2 La Révolution du mi-siècle : persistance des rapports de production serviles.....	99
3.2.3 L'industrialisation : <i>Violencia</i> et politique en tant que mécanismes d'accumulation.....	104

CONCLUSION.....	117
Le paramilitarisme comme mécanisme extra-économique d'accumulation.....	120
Articulation des mécanismes d'accumulation.....	121
 BIBLIOGRAPHIE.....	 125

RÉSUMÉ

Au départ phénomènes indépendants, le narcotrafic et le paramilitarisme ont convergé à partir des années 1980 dans des structures politico-militaires qui ont, depuis lors, marqué profondément la réalité colombienne. Le narco-paramilitarisme a rallié les objectifs antisubversifs de la classe dominante et a brouillé le spectre social du conflit. De plus, il a permis l'apparition d'une classe émergente au service des groupes dominants qui, en s'enrichissant, a obtenu le droit d'entrer dans le cercle exclusif du pouvoir : peu après les élections législatives de 2002, les paramilitaires déclaraient avoir pris le contrôle de 35% du Congrès, alors qu'ils contrôlaient déjà une grande partie du territoire national. Ceci est une illustration de la reconfiguration politique qui s'est encore consolidée par la récente démobilisation de 41 000 paramilitaires (2002 – 2006).

L'objectif de la présente recherche est de comprendre le modèle violent de développement économique de la Colombie, de caractériser son économie actuelle et d'identifier les rapports sociaux de production prédominants. Afin de dépasser la superficialité et la fragmentation des études conjoncturelles et des récits de la violence, nous étudions comment se forment historiquement les conditions favorables à ce phénomène mafieux. Nous nous pencherons sur la logique sociale qui est à son origine, notamment le contexte de la guerre froide et certains aspects de l'héritage colonial. En nous basant sur l'approche du matérialisme historique et de la sociologie historique, particulièrement sur les concepts de rapports sociaux de production (RSP) et d'accumulation extra-économique, nous analysons l'essor du narco-paramilitarisme et la complexité du conflit dans le modèle de développement colombien.

Cette recherche démontre que le mode de production *existant* en Colombie est imprégné des mécanismes d'accumulation extra-économiques par une articulation des modes de production qui n'est pas temporaire mais stable. Ces mécanismes extra-économiques prennent aujourd'hui la forme de l'économie criminelle, étroitement liée à l'économie capitaliste.

Mots clés : Colombie, histoire, économie, violence, relations sociales de production et de domination.

INTRODUCTION

Souvent hâtivement considérée comme l'une des plus anciennes démocraties du continent, la Colombie a vécu pendant plus de 50 ans un conflit qui semble s'enliser. On dit de ce pays que sa particularité historique consiste à avoir évité les dictatures militaires, à ne pas avoir permis l'implantation du populisme et finalement à avoir toujours bien réagi aux crises économiques qui ont affecté la région et qui ont fait s'effondrer les économies des pays voisins. Le système politique colombien et son modèle économique ont toujours été un cas particulier, cela est d'autant plus vrai aujourd'hui alors qu'elle marche à contre-courant de la vague de gouvernements progressistes en Amérique latine.

En Colombie, les contradictions internes débouchent généralement sur des conflits armés. 14 soulèvements au cours du XIX^e siècle, des conflits sociaux ouvertement réprimés à partir des années 1920¹, *la Violencia* qui oppose libéraux et conservateurs de 1948 à 1956, l'émergence des guérillas marxistes dans les années 1960, le paramilitarisme d'extrême droite et le narco-terrorisme : tous se sont succédés sans laisser la place à de véritables périodes de paix. Pendant *la Violencia*, plus de deux millions de paysans ont été déplacés et 200 000 personnes assassinées. Aujourd'hui, la Colombie a le nombre de réfugiés internes le plus grand au monde, en même temps qu'elle est le pays le plus dangereux pour l'activité syndicale (plus de 120 syndicalistes ont été tués en 2006). Il faut, d'autre part, rappeler que ce pays abrite une des guérillas les plus anciennes du monde et est le principal fournisseur de cocaïne des États-Unis.

¹ Le conflit des ouvriers de l'Unit Fruit Company se solde, le 6 décembre 1928, par La Masacre de las Bananeras, l'assassinat de plus de 3000 travailleurs.

Ces caractéristiques historiques et socio-économiques ne sont pas négligeables et il est important de les replacer dans leur contexte.

À première vue, il semblerait que la souveraineté de l'État soit remise en question par les paramilitaires, la guérilla, les narcotrafiquants et d'autres groupes de délinquance commune. Cette première analyse ne résiste cependant pas à une étude plus approfondie ni de l'actualité ni de la nature historique de la société colombienne. Les acteurs armés du conflit s'opposent essentiellement par les intérêts et le projet idéologique qu'ils représentent. Si l'on faisait abstraction de cette réalité, il serait difficile de comprendre, par exemple, que l'actuel gouvernement du Président Uribe ait entamé, avec les groupes paramilitaires, des négociations qui se sont conclues par la « démobilisation » de ces groupes (2002-2006), alors qu'il n'existe pas de possibilité de pareilles négociations avec les groupes de guérilla.

En réalité, les groupes paramilitaires ont défendu historiquement le statu quo et les récentes négociations ont servi à institutionnaliser la connivence entre narco-paramilitaires et establishment². Ces négociations sont l'aboutissement d'un processus profondément enraciné dans l'histoire économique-politique de ce pays. Le processus d'insertion des structures narco-paramilitaires dans la dynamique sociale apparaisse à l'opinion publique après les élections législatives de 2002, quand les leaders paramilitaires affirment que 35 % des congressistes sont leurs alliés. Ces affirmations, qui ébranleraient n'importe quelle démocratie, restent sans conséquence et sont occultées par d'autres scandales : la fraude électorale sur la Côte Caraïbe, l'inconstitutionnalité du projet de loi pour la démobilisation des paramilitaires, le

² Cette institutionnalisation, encore très récente, ne peut pas être caractérisée comme constituant un bloc historique hégémonique tel que défini par les néogramsciens. La contestation qu'elle suscite est significative. Toutefois, notre recherche se limite, dans le temps, à la configuration de cette nouvelle élite dominante et donc nous n'analyserons pas les réactions que la nouvelle réalité suscitée dans les sphères du pouvoir ou de l'opinion publique.

scandale de San José de Ralito³, etc. Lors des élections de 2006, l'association entre les paramilitaires et la classe politique connaît un nouveau succès : les groupes paramilitaires consolident les résultats électoraux qu'ils avaient obtenu en 2002 (Arcanos, 2007). Bien qu'actuellement « le scandale de la parapolitique »⁴ ait pris une grande dimension médiatique et que les poursuites judiciaires contre quelques narco-paramilitaires aient éclaboussé de nombreux congressistes, cela pourrait faire partie du processus de légitimation de la nouvelle donne politique. À preuve, des 41 000 paramilitaires qui étaient démobilisés en août 2006, seulement 67⁵ font face à des accusations judiciaires. Pendant ce temps, les structures militaires et financières qui ont permis leurs activités criminelles restent intactes et les politiciens traduits en justice pour leur implication dans les groupes paramilitaires ont, malgré tout, participé à la campagne électorale du 28 octobre 2007.

Donc, il devient nécessaire de se demander quels sont les processus particuliers, les circonstances spécifiques, qui ont conduit la société colombienne à incorporer les structures du narco-paramilitarisme dans l'ordre normal de la vie sociale. En d'autres termes, il s'agit de se demander comment et pourquoi les groupes paramilitaires et mafieux ont cessé d'être des acteurs « en marge de la loi » pour devenir des acteurs politiques.

³ Située sur la Côte Caraïbe, San José del Ralito est la zone démilitarisée que le gouvernement octroie aux paramilitaires pour avancer les négociations vers la démobilisation. À partir de cette zone, les paramilitaires ont continué à exercer le contrôle politique et militaire sur toute la région.

⁴ Le *scandale de la parapolitique* est devenu public dans la première moitié de 2006. Dès lors, les *mass médias* rendent compte des accusations judiciaires pour *concierto para delinquir* –lire paramilitarisme– portées à l'encontre de membres du Congrès, de hauts fonctionnaires et de membres d'administrations locales. Le *scandale de la parapolitique* s'inscrit dans la continuité du *scandale du procès 8000*, durant lequel on a jugé les politiciens qui ont reçu du financement du Cartel de Cali pour leurs campagnes électorales, principalement celle qui a amené Ernesto Samper à la présidence de la République (1994-1998). Cette réalité est apparue au grand jour lorsque le Pôle Démocratique Alternatif, parti politique de gauche, a dénoncé les liens de politiciens et de fonctionnaires publics avec le paramilitarisme et le narcotrafic. Ces faits sont connus par le terme de « scandale de la parapolitique ». Dans le cadre du processus judiciaire déclenché à la suite de ces révélations, actuellement 20% des membres du congrès font l'objet de poursuites judiciaires.

⁵ En juillet 2007, quand nous avons soumis le projet pour cette recherche le nombre de paramilitaires « démobilisés » s'élevait à 31 000 et ceux traduits en justice à 51.

Trouver des éléments de réponse à ces questions demande de fouiller dans l'histoire pour prendre conscience, à chaque étape, que les causes de la dynamique présente ne sont que les conséquences des dynamiques antérieures. Ainsi, il faut chercher les antécédents du paramilitarisme dans *la Violencia* et les antécédents de celle-ci dans les luttes à l'intérieur de la classe dominante. Les premières de ces luttes de la classe dominante, identifiées ici, remontent au XIX^e siècle après l'indépendance, lorsque les créoles cherchent à reproduire leur pouvoir. Une étude qui tenterait de rendre compte de l'ensemble des éléments participant à la configuration actuelle de la société colombienne, prendrait des dimensions qui échappent aux caractéristiques de la présente recherche. Par conséquent, nous focaliserons notre analyse sur le rôle des rapports sociaux de domination et de certaines dynamiques géopolitiques, étatsunienne principalement, dans l'actuelle organisation sociale de la Colombie.

Ce travail de recherche sera présenté en trois chapitres. Dans le premier, nous comparerons les principales approches qui ont traité de la violence en Colombie pour ensuite parcourir brièvement les débats autour de la question du développement. C'est autour de ces deux sujets que s'articule la problématique de notre recherche dans le but de comprendre *la logique de la violence politique institutionnelle*, c'est-à-dire, *logique de reproduction de la classe dominante*. Le chapitre se termine avec la présentation de notre cadre théorique, axé sur les concepts de :

- *mécanismes d'accumulation*, introduit par Robert Brenner, qui nous aidera à comprendre les mécanismes d'accumulation extra-économique ;
- *articulation des modes de production*, proposé par P.P. Rey, et dont nous nous servirons pour analyser l'articulation des différents modes de production et souligner l'importance de l'économie criminelle ;
- *accumulation géopolitique*, de Teschke et Rosenberg, pour sa contribution à la compréhension de la dynamique d'interaction entre les dynamiques l'internes et l'internationales.

Le deuxième chapitre étudie le narco-paramilitarisme (1970-2006) et comment ce phénomène représente une étape de l'évolution des rapports sociaux de production (RSP) basés sur l'accumulation extra-économique : le paramilitarisme émerge dans le contexte international de la guerre froide et dans un contexte social de luttes à l'intérieur de la classe dominante. Il se prolonge jusqu'à l'apparition du narcotrafic et parvient à développer avec celui-ci des liens de complémentarité qui vont imprimer une nouvelle dynamique à la société colombienne. L'institutionnalisation du narco-paramilitarisme qui s'en suit transforme différents aspects de la vie sociale parmi lesquels la reconfiguration politique et le renforcement des rapports sociaux extra-économiques animés par l'économie de la drogue et par les nouvelles dynamiques de la violence.

Le troisième chapitre analyse les caractéristiques de l'économie actuelle (légal et souterraine) et l'impact historique des RSP non-capitalistes sur l'économie capitaliste et sur l'organisation sociale en générale. Il s'agit d'une brève synthèse de certains moments de l'histoire socio-économique qui permet de comprendre la formation et la transformation de la logique sociale de la classe dominante. À travers cette démarche nous analyserons, entre autres, le rôle actif de la classe dominante dans la violence et la tendance persistante qui consiste à utiliser les voies extra-économiques, à savoir, juridique et militaire pour asseoir le pouvoir économique⁶. Dans cette perspective, le chapitre deux sur la genèse du narco-paramilitarisme constitue une étude de cas qui, confrontée à l'analyse historique, permet de saisir la dynamique de l'articulation des modes de production. Le fil conducteur entre les différents chapitres est l'intention d'identifier la logique sociale des classes dominantes et les effets dynamiques de leur action rationnelle.

⁶ La distinction des modes de production par rapport aux mécanismes d'accumulation ne veut surtout pas dire que chaque mode de production comporte des mécanismes purement économiques ou extra-économiques. Cette réflexion est présentée en détail dans notre cadre théorique au chapitre I.

Pour ce faire, nous nous servirons principalement des sources bibliographiques concernant l'économie politique, l'histoire politique et la violence. De plus, un séjour de recherche en Colombie, pendant l'hiver 2007, m'a permis de réaliser des entrevues et de participer à des rencontres politiques, toutes essentielles pour la présente recherche. Parmi les entrevues réalisées, celles des professeurs Daniel Medina et Julio Silva-Colmenares, ont été d'une grande valeur. Ces deux auteurs sont reconnus pour leur maîtrise de l'histoire, du phénomène de la violence et de l'économie du pays. De plus, j'ai interviewé Mme Gilma Benitez, dirigeante paysanne membre de l'association paysanne ANUC et M. Nelson Berrio, membre de l'exécutif du Polo Democrático Alternativo. J'ai aussi effectué des entretiens avec d'autres professeurs et leaders sociaux dans différentes régions du pays. J'ai profité de ce séjour pour participer à différents événements concernant la politique et les droits humains qui m'ont permis de recueillir du matériel sur des sujets d'actualité, tels que le scandale de la parapolitique et la « démobilisation » des paramilitaires. J'ai également obtenu du matériel sur la participation des multinationales dans l'économie et la violence, ceci grâce à ma participation à des audiences préliminaires du « Tribunal Permanente de los Pueblos. Multinacionales, Recursos Naturales y Guerra Sucia en Colombia ».

CHAPITRE I

HISTORICISER LE PRÉSENT : COMPRENDRE CE QUE CONNAISSONS

« Behind the veil of familiarity,
the present too goes unexplained. » (Rosenberg, 1994)

La société colombienne est, depuis longtemps, soumise à des phénomènes très complexes. Les études qui ont cherché à comprendre autant la violence que le développement de la Colombie, font état d'un éventail de problématiques, méthodologies et approches normatives qui servent de point de départ à la présente recherche. Nous confronterons cette littérature à notre hypothèse, selon laquelle, la violence en Colombie correspond aux mécanismes de reproduction sociale (c'est-à-dire économique et politique) de la classe dominante et n'est aucunement une dysfonction de cette société ni une expression de la perte de souveraineté de l'État. Nous présenterons la littérature sur les problématiques de violence et de développement en soulignant ce qui nous semble en être les limites, c'est-à-dire les principaux défis qu'il faudrait relever pour saisir certaines particularités de la société colombienne. Nous concluons avec la présentation de notre cadre théorique.

Premièrement, nous verrons que les recherches sur le phénomène de la violence ont largement utilisé l'approche sociologique dont les méthodes et le programme de recherche furent très populaires jusque dans les années 1980, principalement dans le milieu universitaire. De nos jours, c'est l'approche économique et sa méthodologie qui prédominent et qui connaissent une grande popularité dans les instances de

décision politique. Les ruptures méthodologiques entre les approches sociologique et économique permettent de comprendre pourquoi les analyses disponibles de la violence gravitent autour d'un paradoxe : soit elles soulignent son endémie, soit elles analysent seulement ses aspects conjoncturels. Selon nous, il est nécessaire d'explorer d'autres angles d'analyse en historicisant la violence par rapport au modèle économique, ce qui demande d'aborder la logique sociale qui est à l'origine de la violence et les transformations des rapports sociaux que la violence entraîne elle-même. Entre autres, cette réflexion permettra de voir quelle a été l'influence du contexte international sur le pays, particulièrement l'influence de la politique états-unienne. Nous verrons que, malgré sa persistance et sa quasi-continuité, la violence a servi différents intérêts dominants et obéi à différentes logiques: elle n'est pas simplement un trait caractéristique des Colombiens ou de leur société.

Deuxièmement, pour ce qui est de rendre compte des problèmes de la structure économique, nous étudierons comment les approches socio-économiques ont analysé la spécificité de la société colombienne principalement à travers de son rôle dans le système économique international. Des théoriciens non orthodoxes se sont intéressés à ce rôle en analysant les liens de *dépendance* qui font en sorte que la Colombie, comme la plupart des anciennes colonies, continue à transférer une partie de sa productivité et donc de son surplus, vers les pays centraux du système capitaliste (Prebish; Cardoso et Faletto, 1979). Comme ces auteurs l'ont signalé, cette dynamique capitaliste crée des déséquilibres économiques et sociaux structurels propices aux régimes antidémocratiques (Prebisch, 1981). Les tenants du libéralisme classique, eux, croient que ces déséquilibres sont en lien avec l'intervention active de l'État dans l'économie, particulièrement par ses politiques protectionnistes, car elles limitent les bienfaits du marché. De ces approches, que nous synthétiserons ci-après, s'infère qu'en général l'état actuel de l'économie résulte de dynamiques liées au commerce, plutôt qu'aux rapports sociaux de production (RSP).

Toutefois, des études, concernant les RSP en Colombie ont été faites qui échappent à cette lecture réductrice. Quoiqu'elles ne soient pas systématiques et datent des années 1960 et 1970 (Silva-Colmenares, 1992 [1977]; Jaramillo, 1979; Guillén, 2006 [1979]; Kalmanovitz, 1999 [1985]), elles constitueront le corpus de notre recherche. Quant à notre cadre théorique il s'appuiera sur certaines contributions des études marxistes de l'histoire des modes de production et de la sociologie historique (Brenner, Rey, Wood, Rosenberg, Teschke).

Notre intention en ce qui concerne ces deux questions -développement et violence- n'est pas de dévoiler des faits nouveaux. En réalité la littérature à ce sujet est déjà très riche. Notre objectif est plutôt de comprendre les causes qui ont permis la construction du modèle économique colombien et de mettre en lumière les relations particulières de domination et d'exploitation reliées à la reproduction du pouvoir social de la classe dominante. Pour cela, nous analyserons la problématique du développement, non pas comme un problème à résoudre, mais afin de comprendre la logique de la violence à l'encontre des groupes sociaux dominés. De même, nous concentrerons notre analyse de la violence sur la violence institutionnelle exercée par l'État et la classe dominante. Nous postulons qu'à l'intersection de ces deux problématiques se trouvent la particularité des mécanismes d'accumulation présents en Colombie et la transformation singulière qu'ont subi ces mécanismes en réaction à la géopolitique et aux luttes sociales internes.

1.1 OÙ SITUER L'ÉTAT PAR RAPPORT A LA CRIMINALITE

En Colombie, comme nous l'analyserons, l'appropriation extra-économique de la richesse se fait par des mécanismes juridico-politiques et militaires. Cette lecture est à la base de notre problématique qui part du constat que l'économie colombienne n'est pas fondamentalement capitaliste. Au contraire, l'économie *non-capitaliste*,

c'est-à-dire de subsistance, familiale, de prestation de services et l'ensemble de l'économie criminelle⁷ (narcotrafic, vols de terres, assassinats, déplacement) est encore prédominante. L'économie criminelle tient une place importante dans l'ensemble de l'économie colombienne due à l'influence de phénomènes nationaux et internationaux complémentaires. La financiarisation de l'économie globale est un de ses phénomènes : elle a permis le blanchiment d'importantes sommes d'argent provenant de l'économie criminelle. À titre indicatif du rapport entre l'économie capitaliste et *non*-capitaliste rappelons l'étude d'Arango et *al.* (2005) qui démontre que la taille de l'économie souterraine en Colombie représente entre 40% et 58% du PIB. Il ne faudrait pas pour autant penser que le reste du PIB correspond ou se soumet à des rapports capitalistes (salarial, réinvestissement du profit dans le but d'accroître la productivité et concurrencer le marché) : l'économie légale en Colombie est faiblement concurrentielle et foncièrement spéculative⁸.

Est-ce que ceci doit être interprété comme un renouveau de la version dualiste de l'économie et de la société ? Non. Les théories du dualisme économique mettent l'accent sur l'existence d'un secteur retardataire de l'économie, le secteur agraire, qui empêche les secteurs capitalistes-progressistes de se développer pour le bien de la société. Le dualisme économique a eu différentes versions normatives. Pour la branche marxiste de cette théorie, la persistance du féodalisme dans les économies

⁷ Par économie criminelle nous entendons l'économie dont la croissance et les profits dépendent directement de la réalisation d'activités codifiées comme criminelles –illicites et violentes- par un État qui dit avoir l'intention de les punir. (Voir aussi Betancourt et García, 1994 et Estrada 2008). Le concept « covert world » de Cox (2002) en est très proche. Pour Cox (p. 121) "The covert world in the early twenty-first century comprises a diverse range of activities. The international drug trade is without doubt the activity that sees the largest flow of funds and is most pervasively linked to other covert activities. Drugs, along with diamonds, finance wars. They are a common currency in intelligence operations where government budgets would be too transparent. They are thus linked to the arms trade. They are an adjunct to the sex trade which is another major covert world activity."

⁸ L'Academia colombiana de ciencias económicas travaille actuellement dans la recherche des caractéristiques « particulières » du capitalisme de ce pays. "[El capitalismo colombiano] en muchos aspectos se parece a otros capitalisms de lo que llaman el mundo emergente y que podemos llamar capitalisms del mundo de la pobreza, en términos generales, pero se diferencia de esos capitalisms por algunas cosas peculiares. una es [la especulación]. por ejemplo..." (entrevue réalisée le 29 mars 2007)

décolonisées empêche les transformations révolutionnaires préalablement nécessaires à la révolution socialiste, par conséquent il faut appuyer *la révolution bourgeoise* dans sa tâche de détruire les structures féodales. Cette théorie a suscité des critiques, également marxistes, qui postulent l'impossibilité du développement des pays périphériques. En effet, pour les précurseurs de la théorie du système-monde, les pays sous-développés sont aussi capitalistes, car ils sont reliés par le marché capitaliste aux économies du centre et, donc, ni la bourgeoisie ni le marché ne peuvent conduire les économies sous-développées au développement. Les critiques marxistes du dualisme économique et de la théorie du système-monde, que Brenner (1976) considère comme une théorie-miroir de la première, sont largement connues et nous les synthétiserons dans notre cadre théorique. Néanmoins, signalons dès maintenant qu'en Colombie, la classe dominante du secteur 'rural retardataire' n'est pas différente de la classe dominante du secteur 'progressiste du capitalisme urbain', agroindustriel, commercial et financier. Une analyse de la composition de la classe dominante en Colombie peut rendre compte de ce fait (Silva-Colmenares, 1992 [1977] ; Jaramillo, 1979 ; Castillo, 1996 ; voir chapitre III). Dans l'économie de ce pays coexistent différents modes de production *non-capitalistes* qui, au contact du commerce capitaliste (principalement à partir de 1830 par l'entremise du commerce international du café) puis avec l'apparition progressive des rapports sociaux capitalistes et de certains autres facteurs sociopolitiques, ont donné un caractère particulièrement violent aux rapports de production et aux rapports de domination en général. Si le capitalisme n'a pas éclipsé les RSP *non-capitalistes*, c'est parce que, tout d'abord, les différents modes de production entretiennent entre eux des liens de bénéfice réciproque et qu'ensuite, les modes de production *non-capitaliste* ont fait preuve d'efficacité pour la reproduction de la classe dominante.

En Colombie, le capitalisme s'est nourri largement de la liquidité que lui fournit le narcotrafic qui utilise les circuits de l'économie légale capitaliste pour blanchir ses profits. Le capitalisme est donc bien présent dans la société colombienne. Par contre,

les promesses de prospérité et de liberté du capitalisme n'ont pas atteint ni l'économie, ni la société. Cela que l'on a vu s'accroître avec le temps, l'industrialisation et les 'progrès' économiques, sont les particularités d'une structure où cohabitent différents modes de production et d'exploitation liés par une logique extra-économique d'appropriation de la richesse. En Colombie, le capitalisme exploite, à travers des bas salaires, comme il le fait partout dans le monde, et est étroitement lié à l'économie criminelle. Ceci se fait en bafouant tous les droits civils sur lesquels il s'érige ailleurs. Il n'y a donc pas eu de rupture entre les modes de production *non*-capitalistes et l'implantation du capitalisme. Le corollaire est qu'en Colombie, il n'y pas vraiment eu non plus de séparation entre l'exercice du pouvoir et le mode d'accumulation économique.

1.2 COMPRENDRE LA VIOLENCE : ENTRE LES FAITS ET SON HISTORICISATION

Au niveau de sa durée et du nombre de victimes, le conflit colombien est comparable à ceux d'Afghanistan, d'Angola, du Soudan et du Rwanda (Echeverry, 2004). Il a alimenté une littérature très large provenant de diverses approches et disciplines aux objectifs variés : on a cherché à le comprendre (première génération des *Violentologues*), à l'expliquer (économie du crime), à le réglementer (approche juridique nationale et internationale) ou simplement à le raconter (journalistes). Bref, le conflit colombien a été l'objet d'études variées qui dressent un portrait détaillé des faits et même, dans certains cas, qui se risquent à identifier victimes et responsables⁹.

⁹ Nous tenons à remarquer l'importance des analyses qui ont signalé la responsabilité de l'État dans le phénomène du paramilitarisme, analyses qui ont été faites par les ONG, les victimes, un faible nombre d'académiques (Medina G. ; Castillo F., 1996). Avant le « scandale de la parapolitique », ces analyses étaient les moins médiatisées. En considérant le danger que représente l'opposition politique en Colombie, ces auteurs ont été très courageux.

Cette littérature est parvenue à distinguer différentes étapes du phénomène, à savoir la violence partisane (*la Violencia* 1948-56), la violence politique (émergence des guérillas marxistes au milieu des années 1960) et la violence du narcotrafic (à partir des années 1980). Les acteurs de la violence (guérilla, paramilitarisme et narcotrafic), sont traités comme non étatiques¹⁰. Les deux premiers sont analysés, principalement, en tant qu'acteurs armés, alors que le troisième est étudié principalement pour son caractère économique et pour sa capacité à miner les institutions et les valeurs sociales (corruption, culture de l'argent facile, autoritarisme, etc.). La littérature fait aussi état d'opérations militaires conjointes, extrêmement sanglantes, des narcotrafiquants et des paramilitaires. Ainsi voit-on ressortir les intérêts et, avec plus ou moins de force, les liens entre paramilitaires et narcotrafic, entre guérilla et narcotrafic, entre narcotrafic et classe politique, entre classe politique et paramilitaires. Bref, à travers de récits et d'analyses de l'évolution des cultures de narcotiques et de leur commercialisation, on nous présente l'ampleur de l'économie mafieuse (Rocha, 2000).

Englobant les différentes périodes de violence, les lectures faites sur le phénomène de la violence amènent à faire des distinctions importantes au sujet de la problématique et de la normativité. Nous synthétiserons, ci-après, trois des approches les plus influentes : la première, celle des « violentologues », postule que la violence a des *causes* sociales multiples ; la deuxième, celle de « l'économie du crime », affirme que *la durée* des conflits est en rapport avec les effets de propagation d'un premier choc et du profit qu'en tirent les acteurs ; la troisième, celle du « dualisme économique », que l'économie *rurale* contrôlée par les seigneurs de la guerre représente un fardeau qui pèse sur l'économie *urbaine*.

¹⁰ L'opposition la plus ferme à cette classification vient des ONG qui soutiennent que le lien entre l'État et les paramilitaires est difficilement négligeable.

1.2.1 Violence diffuse et protéiforme : identification des causes

En 1958 fut instituée la première « Commission d'enquête sur les causes de la *Violencia* ». En faisaient partie deux représentants des partis traditionnels, deux des forces armées et deux de l'Église dont le prêtre German Guzmán Campos. Basé sur l'information recueillie par Guzmán, le livre *Violencia en Colombia* est publié pour la première fois en 1962 (Sánchez Gonzalo, 1999) à l'initiative de la Faculté de sociologie de l'*Universidad Nacional*. Une autre étude commandée par le gouvernement et publiée en 1987 (Comisión de estudios sobre la violencia), rassemble les divers aspects de la violence qui préoccupent les intellectuels, sociologues et politologues principalement, que l'on appelle aujourd'hui *violentologues*. Leur thèse centrale est que la violence est une expression d'acteurs et d'intérêts multiples : narcotrafiquants, guérilla, délinquance commune, ravisseurs, paramilitaires, etc. Ils se sont attachés à mettre en relief les causes sociales de la violence comme la pauvreté, la concentration de la richesse et de la terre, la quasi-inexistence de programmes sociaux, la restriction des espaces démocratiques, etc. La relation entre iniquité et violence est, dans une large mesure, le nœud de leurs études qui concluent sur l'urgence de réformes sociales pour surmonter la violence.

Trois œuvres collectives représentent la continuité générationnelle et conceptuelle de cette école : *la violencia en Colombia* (1962), *Colombia : violencia y democracia* (Comisión de estudios sobre la violencia, 1987) et *Reconocer la guerra para construir la paz* (Deas et al., 1999). Les propositions qu'elles formulent mettent l'accent sur l'importance du renforcement des politiques sociales, de la redistribution de la richesse, de la réforme agraire et de l'élargissement des espaces de participation politique. La différence majeure entre la première et la deuxième génération de violentologues, réside dans leur caractérisation de la violence. Les premiers (Fals Borda et al., 1963; Gutierrez, 2001) lui attribuent des causes sociales multiples, et en conséquence ces auteurs reconnaissent des assises objectives ou politiques au conflit.

Les seconds minimisent l'importance du conflit politique en faisant ressortir la prépondérance d'autres violences par rapport à la violence politique.

À partir des statistiques qui attribuent au conflit politique¹¹ la responsabilité de moins de 15% des morts violentes¹² et du fait que la société civile, plutôt que l'État, est la principale victime de la violence, les auteurs de la deuxième génération de violentologues considère la violence plus sociale (criminelle) que politique. Dans la littérature française le sociologue Daniel Pécaut est le représentant le plus connu de cette analyse. Il affirme que la Colombie est entrée dans un état de violence diffuse où

La violence organisée, politique aussi bien qu'économique ouvre la voie à une violence confuse et meurtrière qui opère à travers l'ensemble du tissu social et qui reflète tantôt une conflictualité non structurée entre privilégiés et exclus, tantôt une adhésion à des nouveaux modèles d'ascension sociale, tantôt une situation anémique (1990, p. 4).

1.2.2 Économie du crime : identification des effets

Le courant qu'on appelle « l'économie du crime » (Martínez, 2002) regroupe principalement des spécialistes qui empruntent les outils des sciences économiques pour expliquer la violence et pour rendre compte de ses effets sur l'économie. On y distingue particulièrement l'analyse systématique des statistiques pour infirmer les causes sociales de la violence (Cárdenas, 1993) et les études économétriques des relations entre violence et croissance économique. Les auteurs de ce courant sont plus intéressés par les effets et par l'impact de la violence sur l'économie et sur la

¹¹ Lire ici : confrontation militaire autour des enjeux du pouvoir qui opposent les forces armées, les paramilitaires et la guérilla.

¹² Une critique majeure de cet argument est formulée par Rubio (1999) qui rappelle que la plupart des homicides en Colombie restent impunis et donc que leurs auteurs et mobiles restent inconnus. Par conséquent, Rubio considère qu'il n'est pas possible de savoir quel pourcentage de meurtres correspond au conflit. Voir aussi Pizarro (2004)

société que par ses causes. En fait, les causes sur lesquelles ils s'interrogent sont en rapport avec la persistance de la violence et les effets cumulatifs qu'elle engendre. Comme pour certains *violentologues*, pour les analystes de l'économie du crime, la variable indépendante de leur problématique est le nombre d'homicides, mais, plutôt que de partir à la recherche de causes multiples pour l'expliquer, ils choisissent de se concentrer sur le commerce de la drogue et la fragilité du système punitif.

Ce choix s'appuie sur le refus que les tenants de l'économie du crime font de la « relation entre inégalité et violence » (Pour une analyse en détail de cette argumentation et de sa critique voir Gutierrez, 2001). Ces auteurs relèvent les anomalies durables que la guerre provoque, entre autres, sur le modèle de croissance économique (Bejarano, 2003), sur les finances publiques (Echeverry et al, 1996) et sur le système judiciaire et pénitentiaire (Gaitán y Montenegro). Les économistes institutionnalistes, qui partagent la même problématique, évoquent un cercle vicieux : la faiblesse de l'État et de ses institutions permet les actions violentes, et la violence affaiblit encore plus les institutions et permet la montée de la criminalité (Kalmanovitz¹³).

Les auteurs de l'économie du crime postulent qu'à partir d'un *choc*, ou *accident initial*, la violence crée elle-même les conditions qui la rendent rationnelle aux yeux du criminel, en augmentant l'impunité et la rentabilité du crime. Ce *choc initial* est lié aux expansions économiques telles que celles de la banane, du pétrole, des émeraudes, de la cocaïne (Montenegro et al. 1995). Ainsi, par exemple, la rentabilité du trafic de cocaïne est le *choc initial* du présent cycle de violence. En réponse à cette activité criminelle, des poursuites sont intentées qui finissent par ralentir

¹³ Kalmanovitz est sans doute un des économistes les plus influents dans la littérature et la pensée économique en Colombie. Son livre « Economía y nación » (1999) représente bien la partie de son œuvre qui s'appuie sur le matérialisme historique, alors que sa production intellectuelle actuelle est mieux représentée par le néo-institutionnalisme économique. Il est actuellement fonctionnaire au Banco de la República.

l'appareil judiciaire, minimisant la probabilité de punition, ce qui, dans une logique rationnelle, maximise le gain des délinquants.

En prenant ses distances face aux analyses principalement économiques de cette école, Pizarro, dont les premiers travaux s'inscrivaient dans l'approche des causes sociales de la violence, apporte une nuance en soutenant que le conflit politique est en train de se métamorphoser, à cause de sa durée prolongée et de l'importance du narcotrafic dans l'économie de guerre de la guérilla et des paramilitaires (Pizarro, 2004). Par contre, cet auteur ne s'éloigne pas des propositions dominantes qui émergent des études de l'économie du crime : il prône le renforcement de l'armée et des unités militaires et judiciaires spéciales pour lutter contre les drogues et les enlèvements ainsi que le renforcement des institutions judiciaires et du système punitif (code pénal, prisons, etc.).

1.2.3 Tradition Vs. modernité : version actualisée du dualisme économique

Nous portons une attention particulière à la théorie du dualisme économique parce qu'à notre avis, le phénomène du narco-paramilitarisme rouvre le débat sur la caractérisation de l'économie colombienne. Rappelons que le dualisme économique des années 1960 et 1970 essayait d'expliquer les particularités de la participation des économies arriérées au système économique international et présente *le* modèle à suivre pour égaler les économies développées. Cette théorie a donné naissance à des théories sous-jacentes, reproduisant la même analyse à l'intérieur des économies nationales et posant le dualisme entre ville et campagne : les secteurs agraires traditionnels seraient une source d'entraves à la dynamique des secteurs industriels modernes. Ce sont les mêmes éléments d'analyse qu'on retrouve chez Duncan (2004) et qui jouissent, de nos jours, d'une large acceptation dans les milieux universitaires colombiens. L'auteur associe au secteur rural les phénomènes culturels, économiques

et politiques *néo-médiévalistes* pour les opposer à la culture libérale et moderne. Pour Duncan (2004), *les seigneurs de la guerre* utilisent des réseaux mafieux qui partant des zones rurales sont parvenus à étendre leur contrôle sur les villes et sur les activités économiques légales et illégales.

Les seigneurs de la guerre constituent une nouvelle classe sociale. Ils utilisent leurs factions armées pour s'approprier le pouvoir local en contrôlant le pouvoir législatif et en infiltrant les villes à travers des réseaux mafieux. Ces réseaux sont un phénomène inédit dans l'histoire de la Colombie : il s'agit d'un projet littéralement mafieux dans la mesure où son propos est le monopole de la protection de certaines transactions¹⁴

Ces seigneurs de la guerre incarnent les intérêts de groupes latifundistes ruraux et agissent à l'encontre de la tendance libérale, urbaine et industrielle qui se bat pour le respect des libertés individuelles et pour un capitalisme dynamique. Les forces modernes de la société ont été, avec le temps, soumis par l'utilisation de la force et par le contrôle des économies criminelles, plus rentables que les économies locales. Ainsi, les seigneurs de la guerre ont miné l'unité du pouvoir de l'État moderne, qui, en Colombie, commençait à se dessiner lors du Frente National (1958).

Derrière les intérêts de la nouvelle élite des *seigneurs de la guerre* apparaissent des tensions entre les forces urbaines, qui prétendent construire une société régie par des principes démocratiques avec un capitalisme moderne, *et* les forces rurales qui veulent disperser le pouvoir de l'État pour construire des gouvernements régionaux basés sur l'impunité des entreprises criminelles¹⁵.

¹⁴ "...[L]os señores de la guerra, [son] una nueva clase rural de facciones armadas, que sacando provecho de las circunstancias históricas anteriores se instalan en el poder local y se proyectan al nivel nacional controlando los cuerpos legislativos e infiltrando las ciudades mediante redes mafiosas. Estas redes se explican como un fenómeno inédito en la historia de Colombia porque se trata de un proyecto verdaderamente mafioso, en el sentido que su propósito es el monopolio de la protección de determinadas transacciones."

¹⁵ "Tras los intereses de una nueva elite de *señores de la guerra* está la tensión entre fuerzas urbanas que pretenden construir una sociedad regida por principios democráticos con un capitalismo moderno *versus* fuerzas rurales que quieren dispersar el poder del Estado para construir gobiernos regionales basados en la inmunidad de empresas criminales."

Cette affirmation de Duncan est particulièrement importante parce que d'autres auteurs colombiens (Kalmanovitz, 2000 et Ocampo) ont développé des analyses économiques allant dans le même sens : les problèmes de sous-développement économique et les difficultés sociales qu'ils entraînent, sont étroitement liés aux « intérêts particuliers des secteurs ruraux ». Nous avons déjà signalé plus haut certaines des critiques faites à l'égard de la théorie dualiste, principalement de sa version marxiste. D'autres faiblesses significatives de cette ligne théorique ont été relevées par André G. Frank (1969) : le dualisme fait abstraction des causes historiques qui ont mené les sociétés du Sud au stade de sous-développement, à savoir, l'incorporation de ces économies dans le système de commerce à partir des besoins des métropoles coloniales. Les auteurs de la dépendance affirment que le colonialisme a implanté des structures d'exploitation qui ont façonné autant la structure productrice que les classes sociales (lumpen-bourgeoisie) pour s'approprier des produits bon marché et que, par conséquent, les structures arriérées du système agraire ne doivent pas se comprendre comme appartenant au système féodal, mais bien comme étant le résultat de l'implantation du capitalisme. Il va sans dire que ces assertions sont discutables, mais elles mettent de l'avant un aspect crucial : les structures sociale et économique sont particulières à chaque société et sous-déterminées par des réalités spécifiques. Comme l'ont bien noté les auteurs de la dépendance, l'Europe féodale n'avait pas les niveaux de *sous-développement* qui caractérisent les pays « en développement » d'aujourd'hui.

D'ailleurs, et revenant sur l'analyse de Duncan, il est significatif de voir comment sa lecture de la société et particulièrement du conflit se limite à l'appartenance au monde rural ou urbain des acteurs violents, faisant abstraction des intérêts qu'ils représentent. Nous analyserons cette appartenance sociale au chapitre III. Les résultats de sa recherche auraient été autres, s'il avait entrepris d'analyser l'appartenance sociale des protagonistes à l'origine des seigneurs de la guerre. D'ailleurs, pour comprendre la diffusion croissante que connaît la publication de

Duncan, il faut prendre en compte qu'actuellement les travaux narratifs jouissent d'une grande popularité contrairement aux études historiques qui se raréfient, comme l'avait déjà noté Bejarano, en 1997 dans "Guía de perplejos: Una mirada a la historiografía colombiana".

Bien que les diverses approches sur la violence permettent de faire ressortir des aspects très enrichissants, la compréhension du phénomène reste partielle et fragmentée : partielle, principalement parce qu'après avoir identifié des problèmes comme l'iniquité et les restrictions démocratiques, les auteurs en question ne sont pas remontés à l'origine du phénomène mais en sont restés à l'exploration de ses effets sur la société. Dans des termes pratiques, ceci se traduit par une formulation naïve de solutions qui méconnaissent le contexte dans lequel elles sont formulées, telles que les propositions de réformes démocratiques, réforme agraire, etc. D'un autre côté, les analyses de l'économie du crime ont fait des propositions qui, elles, tiennent compte du contexte politique : elles prônent le renforcement des seules institutions que l'État est intéressé à solidifier, à savoir, le système punitif (judiciaire et pénitentiaire) et les forces armées.

En plus d'être partielle, la connaissance de la violence est fragmentée, entre autres, parce qu'en insistant d'avantage sur les différentes périodes de violence (violence partisane, violence des guérillas, violence du narcotrafic), on néglige la responsabilité et la dynamique prépondérante des intérêts dominants, perdant de vue, du même coup, les vrais protagonistes et bénéficiaires de la violence. Le fait que les multiples causes et expressions de la violence soient étudiées comme des

phénomènes séparés donne l'apparence de chaos, de guerre permanente et fratricide, etc. Dans le même sens, le refus d'historiciser le conflit et le fait que l'on ne fasse pas de distinction entre la logique des différents acteurs de la violence fait voir celle-ci comme une maladie endémique de la société colombienne.

Pour ce qui relève de l'identification de la violence et de ses limites, il existe un vide important dans la littérature que nous avons parcourue : c'est l'absence de distinction entre la violence exercée par les citoyens et celle exercée par l'État et ses représentants. Les allusions à cette distinction dans la littérature sont introduites pour les rejeter (Pécaut, 1994). Pour nous, il s'agit d'une distinction importante qui touche plusieurs aspects politiques autant à partir d'une perspective libérale qu'à partir d'une perspective marxiste. Pour la vision libérale de la société, les citoyens ont centralisé dans l'État le droit souverain ou naturel qu'ils avaient à se défendre, il détient donc le monopole légitime de la force et a ainsi la responsabilité de défendre ces citoyens. Cette logique libérale a des raisons historiques (la Révolution française notamment) et des répercussions dans le droit et dans les relations internationales¹⁶. Dans la même logique libérale, la différence entre un acte violent, non légitime, commis par un citoyen et le même acte commis par un représentant de l'État est la même qu'entre un crime et une violation aux droits humains. Or, pour nous, la priorité n'est pas de distinguer la responsabilité de l'État de celle des citoyens, mais d'identifier les rapports de domination et de pouvoir dans le phénomène de la violence. Pour ce faire, il nous faut procéder à une identification des types de violence.

Grosso modo, on peut parler de deux types de violence à l'intérieur de l'espace que la théorie politique libérale appelle « la sphère publique » : la sociale et la politique. Dans la *violence sociale* (aussi appelée commune) se retrouvent mélangés les vols de voitures, les vols à la tire, les enlèvements et tous les délits non politiques, alors que

¹⁶ Pour une analyse détaillée sur la distinction libérale de responsabilité de l'État face à la protection des droits humains voir Rainer (1993)

la violence politique, est celle dont Ortiz (1991, p. 245) affirme que “*nos solemos representar como girando en torno al poder político. Sus objetivos clásicos: la defensa, o bien la desestabilización y cambio, del régimen, de las instituciones, del orden*”. En Colombie, cette distinction entre *violence sociale* et *violence politique* a donné lieu à la distinction entre *délinquant social* et *délinquant politique*. Cette distinction est basée aussi sur le code pénal colombien qui distingue le délit politique (la rébellion, l’émeute et la sédition, ainsi que les délits connexes) des autres délits qui n’ont pas d’objectifs sociaux de transformation de la société. À partir de cette classification assez acceptée dans la littérature, nous proposons une sous-catégorie en différenciant deux types de violence politique : *la violence politico-institutionnelle* qui comprend celle exercée pour défendre et reproduire le statu quo et *la violence sociopolitique* exercée par les forces insurgées ou de guérilla.

Nous traiterons ici seulement de la violence politique institutionnelle et ne nous attarderons pas à étudier la violence commune ou sociale, ni la violence sociopolitique de la guérilla car ces deux phénomènes, d’après notre analyse, puisent leurs origines directement dans la violence politico-institutionnelle exercée par la classe dominante. À propos de la violence commune, nous ne pouvons qu’être d’accord avec le travail des violentologues qui concluent que la violence sociale existe parce qu’il y a des injustices sociales non résolues et donc que cette réalité reviendra constamment sur la scène sociale tant et aussi longtemps que ces problèmes resteront intouchés. D’un autre côté, malgré toutes les nuances que l’on pourrait vouloir introduire, il nous semble que la violence sociopolitique correspond à celle de la lutte des classes, mais l’analyse qu’exige une telle affirmation ne sera pas non plus l’objet de cette recherche¹⁷.

¹⁷ À propos d’une lecture reconnaissant les aspects idéologiques et historiques de la guérilla colombienne voir Médina, 2006, 2007.

Violence politico-institutionnelle

Dans n'importe quel mode de production, la reproduction des classes dominantes est intrinsèquement violente. Le capitalisme, par l'appropriation de la plus-value, en témoigne comme en témoigne, par définition, l'exercice centralisé de la violence dans les démocraties modernes. Alors, comme la violence, ou plus exactement l'injustice, est une caractéristique commune à tous les systèmes politiques et à tous les modes de production, il est juste de se demander pourquoi il est utile de l'étudier en Colombie. C'est parce que nous croyons qu'il est nécessaire de surpasser les analyses abstraites qui permettent à la classe dominante de la Colombie (et probablement d'autres pays « en développement »), de se présenter comme simple témoin d'une violence dont elle est, en réalité, protagoniste.

La classe dominante colombienne qui, dans une large mesure, est aussi la classe dirigeante et la classe détentrice des moyens de production et de subsistance, se reproduit à travers d'une violence qui n'est pas uniquement celle des effets structurels¹⁸. En effet, la violence structurelle –de Galtung– correspond plus exactement à des injustices qui ne sont en soi pas plus ou moins graves que la violence politico-institutionnelle mais qui sont différentes. Elles sont différentes dans le degré de force exercée et différentes parce qu'elles ne servent pas le même type de classe dominante. L'injustice structurelle (par exemple, les enfants qui se voient refuser la possibilité d'aller à l'école) ne permet pas de saisir les dimensions propres de la violence politico-institutionnelle¹⁹ dont nous cherchons à rendre compte (par exemple, les enfants qui se font assassiner devant leurs parents pour semer la

¹⁸ La violence structurelle des modes de production opère à l'encontre du développement du plein potentiel des individus (Galtung, 1969)

¹⁹ Notre appréciation du concept de violence est, ici, opposée à celle de Pécaut (1994) quand il affirme que « L'usage constant du terme « Violence » par les colombiens laisse entendre qu'il s'agit dans leur esprit d'une force anonyme et incontrôlable qui s'affranchit des déterminants sociaux pour être prise en charge, en quelque sorte aléatoirement, par les entités sociales et les individus les plus divers ».

terreur)²⁰. La violence politico-institutionnelle prend la forme de contraintes physiques et d'actes législatifs et administratifs qui favorisent l'accumulation de richesse par la classe dominante comme l'expropriation des petits propriétaires terriens et l'institutionnalisation des escadrons de la mort. Cette violence est donc, d'une part, un mécanisme d'appropriation (directe et indirecte) de richesse à travers l'expropriation armée et juridique. D'autre part, à l'intérieur de l'appareil d'État, elle sert à équilibrer les rapports de force dans les prises de décision économique et idéologique. En effet, certains secteurs de la classe dominante font usage du pouvoir qui découle de leur capacité à exercer la violence pour trancher les contradictions à l'intérieur de la classe dominante (contrôle territorial et pouvoir politique)²¹.

La violence politique institutionnelle n'est pas exercée par le salaire ou l'engagement contractuel –propre au mode capitaliste de production– mais bien par le pouvoir politique ou extra-économique. En Colombie, elle est responsable du déplacement forcé de plus de trois millions de personnes, de l'envoi en exil de milliers d'autres, de la persécution des organisations sociales en ville comme à la campagne et est, en même temps responsable de la spoliation des petits paysans par voie juridique. Tout en se transformant dans l'histoire, elle demeure donc une prolongation du pouvoir politique et est présente dans les RSP qui ont permis l'essor du paramilitarisme et du narcotrafic. Ce sont les angles d'analyse que nous proposons pour l'étude de la violence et du développement dans cette recherche.

²⁰ D'ailleurs la définition de violence directe entendue comme l'action exercée *par un acteur* en vue de détruire physiquement l'opposant (Galtung, 1969). n'aide pas non plus à étayer nos propos, mais cette définition a bien été utilisée par les *violentologues*.

²¹ Ainsi, par exemple, lors de *la Violencia*, les grands propriétaires terriens déclenchent des actions violentes contre le parti libéral et les paysans, afin de faire reculer les politiques libérales de propriété de la terre, mis de l'avant par les libéraux au pouvoir (voir chapitre II).

1.3 COMPRENDRE LE DEVELOPPEMENT: ENTRE LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA LOGIQUE SOCIALE

Dans les relations internationales, la question du développement des économies périphériques, économies du Sud, a été présenté comme un problème de coopération par les pays qui ne se sentaient pas représentés dans l'ordre économique international de l'après guerre. Celui-ci s'organise en légitimant l'intervention de l'État dans les politiques nationales de plein emploi et en proclamant le libre marché comme principe régulateur du système international²². Pour les États-Unis, devenus la nouvelle puissance, cette réalité sert à maintenir la paix, la sécurité économique et la justice. Pour les pays en développement, cette liberté de marché implique l'acceptation d'une division internationale du travail favorisant la concentration des progrès technologiques dans les pays développés²³ à travers de règles universelles qui ignorent les fortes asymétries économiques existantes.

Dans ce contexte politique, le débat théorique sur le développement des capacités productives des économies nationales revient avec force et fait l'objet de différentes théories. Quels sont les éléments qui permettent de comprendre la réalité économique de l'Amérique latine et plus particulièrement de la Colombie? Tel que nous allons l'évoquer, la littérature qui relève de cette problématique apparaît avec la théorie des avantages comparatifs de la division internationale du travail. Les répliques aux théories libérales, adressées par les pays du Sud (Prebisch, 1976) et par le milieu universitaire (Wallerstein, 1980), mettent en lumière la réalité empirique des économies en développement et les inconsistances des théories du libre marché. Fondamentalement, le débat au sujet des effets du commerce sur le développement a

²² Une analyse récente de cet ordre international est présenté par Ruggie qui le définit comment étant du libéralisme encastré : « The essence of embedded liberalism is to devise a form of multilateralism that is compatible with the requirements of domestic stability » p. 399

²³ Cette thèse sert de base aux avancées théoriques sur l'industrialisation par substitution des importations, de la CEPAL, qui a beaucoup influencé les origines de la CNUCED

opposé l'idée d'équilibre international à celle du sous-développement structurel. Une autre contribution centrale à cette problématique tient compte de l'important rôle que jouent les dynamiques sociales dans l'adoption d'un modèle de développement particulier (Brenner, 1985).

1.3.1 Sous-développement structurel : le questionnement des vertus du libéralisme économique

Renouvelée depuis Smith et Ricardo, la thèse centrale des théories des avantages comparatifs est que la dynamique propre du marché, déterminée par le système des prix, amène les différents pays à une spécialisation dans la production, plutôt qu'au « tout produire ». En capitalisant sur la meilleure allocation possible de leurs facteurs de production, les pays cherchent à profiter de leurs avantages comparatifs. Les écarts qui peuvent exister entre les économies nationales, au départ, ont tendance à se réduire par la dynamique des prix qui véhiculent l'information du marché, régulent la distribution de la richesse et stimulent la productivité. En même temps, la spécialisation, en augmentant la productivité, fait que les économies participantes en sortent gagnantes. Telles sont les lois de l'économie et pour qu'elles puissent faire effet, il suffirait de laisser jouer les règles du libre marché. Dans le cas des pays d'Amérique latine, cette spécialisation qui permettrait de tirer parti des avantages comparatifs, se fait évidemment dans le secteur des matières premières dont ces pays sont naturellement bien dotés.

Deux auteurs contemporains de la théorie libérale sont Friedman et Hayek. Le premier est le fondateur de l'École de Chicago, reconnue pour son rôle important dans la diffusion de la pensée économique libérale et le deuxième est plus connu pour sa vision minimaliste de l'État (Hayek, 1981). Friedman a été le professeur des économistes latino-américains, connus comme les *Chicago boys*, qui, à partir des

années 1980, tracent la route économique de l'Amérique latine. Pour ces théoriciens, la libéralisation de l'économie est nécessaire afin de permettre le libre jeu de la compétitivité, alors qu'une politique monétaire restrictive doit être mise en place pour empêcher l'inflation. Les critiques qui mettent en évidence l'incapacité du marché à faire émerger une convergence économique nationale et internationale, ont donné naissance aux théories institutionnalistes, qui tout en étant d'essence libérale (il faut préserver la dynamique du libre marché), soulignent l'importance des institutions et des décisions politiques dans l'orientation économique. L'institutionnalisme est devenu le cadre d'analyse prépondérant parmi les économistes colombiens (Kalmanovitz, Fajardo).

Contrairement aux théories libérales néoclassiques des avantages comparatifs et aux différentes versions des théories de convergence économique, pour les auteurs structuralistes du sous-développement, les asymétries des économies sont le résultat direct de l'intégration dans le modèle capitaliste des économies colonisées, exportatrices de matières et produits premiers. La spécialisation conditionne l'évolution de ces économies en pérennisant l'hétérogénéité interne des structures productives et les rapports centre-périphérie de l'ordre économique international.

Ayant hérité, de l'époque coloniale, d'un rôle d'exportateurs de matières premières, ces économies conservent une importante hétérogénéité des structures productives dans lesquelles s'opposent un secteur de grande productivité et un autre prédominant dont la productivité est très réduite et qui empêche la croissance de la productivité de l'ensemble. Dans l'analyse structuraliste du sous-développement, dont la CEPAL est à la tête, le jeu libre du marché ne fait qu'approfondir les rapports bipolaires du système qui suivent des comportements économiques diamétralement opposés.

Alors que le capitalisme périphérique voit se développer l'hétérogénéité, la disparité technique et la détérioration des termes de l'échange, le centre profite de grands

progrès techniques et voit augmenter la diversification et l'homogénéité de ses économies autour des secteurs à haute rentabilité. Dans les économies de la périphérie, les bas salaires facilitent la production de produits de base pour l'exportation ainsi que de manufactures à forte intensité de main-d'œuvre et de matières premières. Ils contribuent aussi à la détérioration des termes de l'échange, par laquelle la quantité des biens primaires nécessaires à l'achat d'un produit industriel est constamment en croissance. Cette détérioration implique un transfert de productivité de la périphérie vers le centre qui se traduit par une tendance au déséquilibre structurel des balances commerciale et des paiements²⁴. Pour comprendre la détérioration des termes de l'échange et le transfert de productivité des PED aux pays industrialisés, il faut aussi prendre en compte la rigidité de la demande pour les produits du secteur primaire, qui exerce une forte pression des prix à la baisse lorsque le volume des exportations augmente. Prebisch (1988, p. 189) exprime cette préoccupation ainsi :

Théoriquement, le problème se posait dans les termes dynamiques suivants : que faire des ressources productives quand une nouvelle expansion des exportations de produits primaires entraînait une baisse de prix ? Ces ressources devaient-elles être utilisées pour accroître les exportations, ou affectés à la production industrielle destinée au marché intérieur ?

La transformation de cette réalité défavorable aux pays du Sud passe, selon les théoriciens de la dépendance, par la prise de décisions politiques d'industrialisation, puis par la redistribution du capital, non pas en remettant en cause le système capitaliste, mais plutôt en cherchant des solutions à l'intérieur de celui-ci. Cette analyse a donné naissance à la théorie de l'industrialisation par substitutions des importations (ISI) qui argumente en faveur du déplacement, dans les pays en développement, des importations de produits industriels de consommation (vêtements, aliments) vers l'importation de technologies. Ce déplacement permettrait

²⁴ Cette situation fait que, par exemple, les exportations colombiennes pendant le premier trimestre 2007 aient augmenté de 21% en volume mais qu'elles n'aient augmenté que de 5% en pesos (Banco de la República, 2007).

une industrialisation progressive qui demanderait, néanmoins, la coopération des pays développés qui devraient ouvrir leurs marchés et admettre un traitement préférentiel et différentiel²⁵ pour les pays en développement ou la création d'un marché latino-américain.

Toutefois, le marché latino-américain n'a pas vu le jour et les pays centraux n'ont pas accepté d'ouvrir leurs portes à la production du Sud. Par conséquent, l'ISI est restée bloquée, donnant naissance à une dépendance persistante dans les relations centre-périphérie (Prebisch, 1981). Ces relations étant compatibles avec les intérêts des groupes dominants de la périphérie ont fait émerger une alliance où priment les intérêts, plus puissants, du centre. Pour la périphérie, ceci se traduit par une dynamique de non-développement et de perturbations sociales, qui a été largement analysée par les théoriciens de la dépendance. C'est le constat de départ de la théorie de la dépendance.

1.3.2 Les théories de la dépendance et du système-monde : le capitalisme comme obstacle au développement

Les théoriciens de la dépendance ont constaté que la grande majorité de la population restait à l'écart des fruits de l'industrialisation (concentration du revenu), que la vulnérabilité externe et la dépendance des économies étaient loin de disparaître et que la tendance à la détérioration des termes de l'échange persistait. Les problèmes structurels n'avaient que changé de nature. Les propositions de la CEPAL ne tenaient pas compte des relations impérialistes du système international, des asymétries de

²⁵ Une des objectifs spécifiques de la CNUCED a été de faire accepter, au cours de négociations commerciales, des normes spécialement favorables aux PED. Déjà en 1968 le Système généralisé de préférences (GSP) a été accepté comme norme. Au GATT, le traitement différentiel et plus favorable pour les pays en développement (S&D par ses sigles en anglais Special and Differential Treatment) a été incorporé au même temps que le GSP par la clause d'habilitation Tokyo en 1979. Voir CNUCED, 2004

classe et des processus sociaux (Cardoso et Falleto, 1979 [1971]). De plus, la grande concentration des revenus restreignait le marché nécessaire à l'ISI, alors que l'investissement étranger servait à générer un surplus qui était transféré au centre par le rapatriement des capitaux ou encore était gaspillé par les élites locales. L'expérience de l'ISI fait aussi émerger d'autres contradictions, principalement entre la volatilité des devises, nécessaires à l'importation des équipements et technologies nécessaires au processus d'industrialisation, et les prix de ces derniers. On retrouve ici la marque de la dépendance extérieure et des exportations de matières premières qui ne permettent pas de surmonter l'écart des économies sous-développées.

Au niveau théorique, l'approche de la dépendance fut très influente, même si elle n'était pas unifiée. Pour certains auteurs, la dépendance n'empêche pas définitivement le développement, pour d'autres, la seule voie est la révolution. Cardoso (1972), par exemple, à travers sa formule du « développement dépendant-associé » postule que le développement et la dépendance sont compatibles, même si la dépendance est très négative pour le développement et accentue des effets sociaux très graves tels que la pauvreté et la répression (Kay, 1989). Pour cet auteur, les facteurs internes, reliés aux intérêts économiques de la bourgeoisie nationale, et non pas seulement les facteurs externes favorisent la dépendance. En opposition aux partis communistes, qui sous l'influence de la théorie dualiste de l'économie prônent une révolution bourgeoise, les théoriciens marxistes de la dépendance postulent que la révolution socialiste est possible et nécessaire.

La théorie de la dépendance est largement acceptée dans la littérature pour expliquer la situation de sous-développement de la Colombie. Beaucoup d'analystes mettent en évidence que la place de l'économie colombienne dans le système international résulte de son rôle de colonie espagnole et, par la suite, de son statut de semi-colonie britannique, puis de l'imposition de l'actuel néocolonialisme états-unien (Tirado, 2001; Silva-Colmenares, 1976 ; Hugo Vélez, 1975).

Donnant à la théorie de la dépendance une analyse plus globale et plus large, la thèse centrale des théoriciens du « système-monde » est que le capitalisme est le système prédominant depuis le XIV^e siècle. Wallerstein (1980) caractérise le capitalisme comme étant « un système historique dont les activités systémiques ne sont soumises à aucune contrainte sociale interne et c'est cette accumulation sans répit du capital qui peut être tenue pour sa principale activité, pour sa 'diferencia específica' ». Selon les auteurs de l'école du système-monde, les pays du centre du capitalisme mondial créent une série de satellites dans la périphérie pour répondre à leurs besoins. Les problèmes de sous-développement des économies dominées ne relèvent donc pas de leur manque d'intégration au système capitaliste mais bien au contraire de cette intégration. Pour l'Amérique latine, ceci signifie, selon Frank (1967), que le mode de production existant depuis l'arrivée des colonisateurs a été capitaliste et dominé par l'impérialisme des pays développés.

Dans son débat avec Frank, Laclau (1973) refuse l'idée que le mode de production de l'Amérique latine ait été toujours capitaliste. Il critique l'importance exagérée que Frank accorde au système international comme déterminant du sous-développement, et critique le réductionnisme des intérêts et du rôle des élites locales dans la compréhension de la configuration des économies de l'Amérique latine. Le débat qui fut ainsi ouvert ressuscita celui sur la transition du féodalisme au capitalisme (Kay, 1989). Laclau affirme que les lacunes de la théorie du système-monde, à cet égard, émergent de la confusion que celle-ci fait entre le système économique et les modes de production (Laclau, p.32 et ss.):

“Returning, then, to the debate over ‘feudalism vs. capitalism’, I think it should by now be clear that its protagonists have constantly confused the two concepts of the *capitalist mode of production* and *participation in a world capitalist economic system*. I consider that the distinction between these concepts is not a purely academic matter since... it enables us to clarify important aspects of the ensemble of relationships between metropolis and satellite” (p. 37-8. italiques dans le texte)”.

Pour les auteurs de l'école du système-monde, les élites locales ou la lumpen-bourgeoisie productrice et exportatrice des matières premières, n'ont pas une existence autonome et ne sont que des appendices de la bourgeoisie impérialiste. Elles acceptent de soutenir les relations d'exploitation qui déterminent le sous-développement, à savoir, la production pour l'exportation dans une économie qui pousse l'exploitation en faveur des métropoles, en leur assurant des exportations et de la main-d'œuvre bon marché. La production correspondant aux besoins du centre, le sous-développement de la périphérie est donc le résultat de l'incorporation de ces économies au système-monde capitaliste. L'industrialisation de ces économies n'est pas possible dans le cadre d'un système économique dont bénéficient les pays déjà développés. Bien que les versions plus connues de la théorie de la dépendance et de celle du système-monde soient largement structuralistes, certains auteurs de ces écoles, Cardoso et Faletto notamment, ont mis de l'avant d'autres analyses qui prennent plus en compte la multiplicité des facteurs sociaux et internationaux qui ont façonné le modèle de développement.

En somme, les analyses sur la dynamique de développement ont aidé à la compréhension des grandes transformations sociales de l'humanité, tel que le passage du féodalisme au capitalisme, alors que les critiques des théories développementalistes ont aidé à saisir les principaux problèmes qui empêchent les économies en développement de réduire l'écart par rapport aux économies développées (Prebisch, 1981).

1.3.3 Les rapports sociaux de production : rationalité sociale des classes

En Colombie, l'approche historico-sociale contribua largement à la compréhension d'aspects importants du développement. Néanmoins, *les facteurs sociaux* qui influencent la conception et la mise en œuvre des modèles de développement ne sont

pas pris en compte systématiquement. Cela est dû, au moins partiellement, au parcours versatile de certains chercheurs qui, tout en restant attachés aux mêmes problématiques, ont fait des ruptures aux plans ontologique et normatif. Salomon Kalmanovitz par exemple, dans la première partie de son œuvre, alors qu'il est encore marxiste, analyse les transformations des rapports sociaux de production dans le modèle économique, mais par la suite, le centre de son analyse se déplace vers les institutions économiques. Dans les propres mots de l'auteur (1999 [1985]):

Maintenant je me donne des objectifs plus larges et plus flexibles, bien que l'intention originale continue à être une base de mon interprétation historique. J'ai mis en relief certains éléments politiques et j'ai perdu un peu d'intérêt pour l'analyse des rapports de production. Je veux rendre compte des libertés qu'a réussi à conquérir le peuple colombien dans une lutte qui a connu beaucoup de hauts et de bas et qui a été marquée par les changements des institutions politiques, des mobilisations...²⁶.

Bejarano qui, comme marxiste, étudie les conditions qui entourent la production dans le secteur agricole et agroindustriel, autant pour les paysans que pour les corporations des agroindustriels, par la suite emprunte ses objets de recherche aux structuralistes et néo-institutionnalistes (voir Machado, 2002). Ainsi, son intérêt pour les questions du développement cède la place aux analyses du marché, l'amenant à délaisser l'analyse des RSP. Le programme de recherche qu'il développait au moment où il a été assassiné visait à mesurer les effets de la violence sur l'économie. Duncan cherche les RSP, mais avec une vision dualiste de la société et de l'économie, ce qui ne lui permet pas de saisir la vraie composition des « secteurs retardataires de la société » qui ne sont pas plus traditionnels que les « secteurs progressistes » sont capitalistes.

²⁶ « Ahora me propongo metas mas amplias y flexibles, aunque el empeño original continúa siendo una base de mi interpretación histórica. He puesto de relieve ciertos elementos políticos y he perdido algo de interés en desnudar las relaciones de producción. Quiero dar cuenta de las libertades que logra obtener el pueblo colombiano en una marcha llena de altibajos, enmarcada por los cambios de las instituciones políticas, las movilizaciones... »

D'autres auteurs font preuve d'une plus grande continuité théorique alors que l'ampleur de leur œuvre est plus restreinte. Vélez par exemple (cité par Machado, 2002, p. 269), caractérise l'économie colombienne comme capitaliste et néocoloniale, alors que sa vision du problème agraire ne laisse pas de doute sur la présence des rapports de production capitalistes. Il qualifie le modèle économique de favorable à la grande propriété terrienne et critique aussi l'idée du dualisme dans l'économie colombienne.

Parmi les questions qui ont particulièrement attiré l'attention des chercheurs colombiens, on retrouve celle du passage à la production industrielle et de l'intégration au système capitaliste mondial, dont le débat a été dynamisé par la théorie sur les effets du commerce. Cette théorie explique que l'économie se serait intégrée à la production capitaliste grâce à la pression commerciale exercée par l'économie caféière, au début du XX^e siècle, ce qui oblige l'industrialisation du processus de production des haciendas (Bejarano, 2001). Dans ce même contexte de pressions commerciales, les petits producteurs paysans, qui ne sont pas assujettis au mode de production de l'hacienda, font preuve d'une productivité croissante et défient en les concurrençant les modes de production précapitalistes (Kalmanovitz, 1999 [1985]). La perspective d'articulation *fonctionnelle* de l'économie agraire avec le commerce international est très populaire dans les années 1960 et 1970 (pour une revue détaillée de cette littérature voir Machado, 2002, chapitre 6). En centrant l'étude sur les prémisses évolutionnistes et déterministes du marxisme, les auteurs de cette analyse préconisent l'anéantissement des modes de production précapitalistes. Ce faisant, ils sous-estiment la logique sociale propre à l'économie paysanne aussi bien pour les secteurs dominants que dominés. Jaramillo (1969, 1979, 1988) est le seul auteur, à notre connaissance, qui a étudié la société colombienne à partir d'une perspective marxiste englobant l'aspect de la logique sociale dans la reproduction des classes.

La logique sociale du modèle de développement colombien

Nous proposons d'aborder la question du développement d'une autre manière, c'est-à-dire en ne considérant plus l'état des capacités productives comme le problème, mais en étudiant les rapports sociaux de production et la rationalité sociale du modèle de développement de la Colombie. Ainsi, nous chercherons à comprendre les changements socio-économiques et les particularités qui ont encadré le modèle de développement économique de la société colombienne entre 1970 et 2006. Pour cette analyse, que nous développerons au chapitre II, nous ne nous intéressons pas principalement aux facteurs qui ont bloqué le progrès des capacités productives de l'économie colombienne mais aux RSP qui ont déterminé les particularités du modèle de développement, soient les liens entre économie et violence.

La distance que nous adoptons par rapport à la problématique du développement se justifie par le fait que nous la concevons comme une préoccupation propre aux propriétaires des moyens de production (une préoccupation de la classe dominante de la périphérie par rapport aux économies du centre). Alors, pour être conséquent avec le cadre normatif que nous avons adopté, il semble plus pertinent de questionner les rapports de production et l'exploitation de classe, que le décalage entre les mécanismes d'exploitation utilisés par la classe dominante des pays développés et ceux des pays périphériques. Outre le fait que l'articulation du capitalisme avec d'autres modes de production ne se traduit pas nécessairement par la transformation des RSP, les injustices et contradictions sur la base desquelles le mode de production capitaliste s'est construit et maintenu ne nécessitent pas de présentation. C'est pourquoi nous délaissions volontiers l'illusion que les améliorations du niveau de vie de la population sont corrélatives au progrès économique. Le véritable acquis du capitalisme est le progrès constant des iniquités qui permettent la surconsommation pour un petit nombre et la famine et la dépossession pour le plus grand nombre. Pour

cela, les tentatives de la classe dominante colombienne de devenir aussi productive que celle des pays développés ne seront pas au centre de notre analyse.

1.4 MATÉRIALISME HISTORIQUE : CONTRIBUTIONS DU MARXISME POLITIQUE

Utilisant le matérialisme historique comme méthode d'analyse, Brenner est, à notre connaissance, l'auteur contemporain qui a effectué l'analyse la plus systématique des RSP dans l'analyse économique-sociale. Son étude historique et comparée de l'Europe féodale parvient à mettre en place les bases d'un nouveau débat aux implications théoriques importantes pour les sciences sociales et pour l'analyse marxiste particulièrement (Hilton, 1981 ; Wood, 2002). Cette analyse questionne autant l'historisation que la causalité du passage au capitalisme, en démontrant que les conditions pour l'émergence de ce mode de production en Angleterre ont été façonnées par des particularités historiques spécifiques qui agissent sur les classes sociales plutôt que par les impératifs de la technologie et de l'industrialisation. La négation du déterminisme d'une telle lecture découle du caractère primordial accordé aux rapports sociaux, particulièrement à la logique de reproduction sociale, sur les aspects structuraux. Les auteurs marxistes qui participent à ce débat aujourd'hui gravitent autour de l'école du *marxisme politique* (Brenner, 1976, 1977 et 1997 ; Comninel, 1990 ; Wood, 1981 ; Duchesne, 2001) et de la sociologie historique (Rosenberg et Teschke).

Nous identifions, ici, les concepts du matérialisme historique qui peuvent aider le mieux à comprendre l'histoire et l'actualité économique, politique et sociale de la Colombie. Les auteurs sélectionnés construisent leurs problématiques à partir de l'étude des RSP, concept central dont nous présentons une synthèse. Nous reprenons ensuite la thèse de Rey sur l'articulation des modes de production, qui, à notre avis,

érige les bases d'une analyse exhaustive des sociétés non européennes. Finalement, nous nous attardons aux concepts de mécanismes d'accumulation et nous synthétisons la proposition théorique d'historisation des formes de pouvoir.

Faire le lien entre ces concepts et la réalité empirique de la Colombie nous permettra d'ouvrir de nouvelles pistes pour appréhender les particularités du modèle de développement telles que la logique sociale qui l'a façonné, le processus d'articulation de l'économie nationale avec le mode de production capitaliste et l'interaction entre les dynamiques nationales et les forces hégémoniques internationales. C'est la tâche que nous entreprendrons dans les chapitres suivants.

1.4.1 Les rapports sociaux de production

Les modes de production sont délimités par différentes RSP, soient les rapports techniques, économiques et juridiques, idéologiques et militaires qui se tissent tant entre les producteurs directs (travailleurs, paysans, esclaves, etc.) et les propriétaires des moyens de production (machinerie, capital, terre, etc.), qu'à l'intérieur de ces deux groupes (Brenner, 1977)²⁷. Les RSP sont stables à l'intérieur d'une période historique particulière. Leur stabilité est obtenue par la force, par la contrainte politique (utilisation du pouvoir), par l'institutionnalisation juridique, par la contrainte économique ou encore par l'exercice de l'hégémonie idéologico-politique. Cela n'empêche pas pour autant le dynamisme social puisque les RSP sont co-déterminés par le rapport de force entre les différentes classes sociales, en même temps qu'ils sont influencés par la géopolitique (Rosenberg, 1994, 1996 ; Teschke, 2002, 2005, 2006).

²⁷ Brenner utilise dans ses textes plus récents « rapports sociaux de propriété » à la place de « rapports sociaux de production ». Néanmoins le contenu du concept reste le même que celui du texte fondateur du marxisme politique (1977).

Ainsi, les RSP constituent, à la fois, la réalité et les limites dans lesquelles se transforme la société ; ils déterminent aussi la place de la société dans le système international. Le salaire, les conditions de travail, les droits de travailleurs et la durée limitée de la journée de travail font partie des RSP capitalistes, alors qu'au mode de production féodale correspondent des rapports sociaux de production serviles comme la soumission personnelle, la rente, l'allégeance hiérarchique, etc. Avec cette proposition théorique, *le processus de production devient central dans la compréhension de la société car il est caractérisé comme phénomène social*, ce qui est vrai pour les modes de production *précapitalistes* et pour le capitalisme. Conséquence de cette analyse, le marxisme politique a fait ressortir le débat base-structure qui met l'accent sur les assises économiques de la société et qui relègue les aspects politico-idéologiques à la superstructure. Pour Brenner (1997, p. 13), les relations sociales de propriété:

“[They] define the resources at the disposal of individuals and the manner of the individuals' access to these resources because they are maintained or reproduced *socially*, that is beyond the control of any individual, by political communities which are constituted for that very purpose. It is because political communities constitute and maintain the social-property relations that individual economic actors cannot as a rule alter them but must take them as a given, as their framework of choice.”

Reprenant Marx directement, les tenants du marxisme politique « reconstruisent le pont » existant entre les éléments *économiques* et *politiques* présents dans tous les modes de production. Ils rappellent que, pour Marx, la base n'est rien d'autre que le processus immédiat de production (composé par les facteurs de production) puis que la superstructure est constituée par les facteurs politiques qui permettent l'appropriation. Dès lors, le marxisme politique voit la relation entre la base et la superstructure de la société « as a continuous structure of social relations and forms with varying degrees of distance from the immediate processes of production and appropriation. » (Wood, 1981 p. 78)

1.4.2 Le rôle des relations sociales et de la géopolitique dans l'articulation des modes de production

Rey (1973), sans faire partie des auteurs que l'on associe au marxisme politique, centre son analyse sur les relations de production, en étudiant des modes de production précapitalistes autres que le féodalisme (Rey, 1969). Sur le débat de la transition au capitalisme, cet auteur rappelle que Marx a centré ses recherches particulièrement sur la transition du féodalisme au capitalisme analysant essentiellement les caractéristiques de ce dernier. D'après Rey, Marx aurait tellement focalisé ses recherches sur le capitalisme, qu'il aurait incorporé les RS propres du féodalisme dans le capitalisme. En effet, le capitalisme émerge du féodalisme parce qu'il y a convergence d'intérêts entre les classes dominantes du féodalisme et les besoins du capitalisme: après l'apparition de la rente en argent, la marchandisation des rapports sociaux propre au capitalisme est nécessaire pour les seigneurs féodaux qui augmentent leur richesse (et donc leur surconsommation de produits de luxe) en augmentant la rente. En même temps, les grands propriétaires fonciers en augmentant la rente en argent obligent les paysans à chercher des revenus supplémentaires en ville et donc créent la main-d'œuvre dont a besoin le capitalisme. À ce stade du développement du capitalisme, la rente foncière joue un rôle d'articulation entre les deux modes de production sans mettre en péril pour autant l'existence du mode de production latifundiste. C'est seulement lorsque le capitalisme devient le mode de production dominant et qu'il est capable d'élargir ses propres rapports de production à la campagne (acheter la main-d'œuvre des paysans pour produire les denrées) qu'il rentre en concurrence avec les structures sociales de production du féodalisme.

Néanmoins, le féodalisme, tel qu'il est connu en Europe occidentale, n'a pas été un mode de production généralisé. Plus encore, les circonstances *historiques* qui ont permis de passer de la crise du féodalisme à l'apparition du capitalisme sont

contingentes. Ces circonstances ont fait en sorte que les paysans et les seigneurs, tout en produisant en fonction des RSP existants, créent les bases du système capitaliste. Or, on ne devrait pas s'attendre à ce que le passage du féodalisme au capitalisme soit la norme pour toutes les sociétés ni à ce que le capitalisme s'étende à toutes les sociétés. Il faut aussi éviter de tomber dans le simplisme des théories fonctionnalistes de l'articulation de modes de production qui perdent de vue que « les modes de production précapitalistes ne sont pas seulement des éléments dont le capital a besoin et qu'il peut dérober, mais des structures, des entités susceptibles de résister longuement à la décomposition par le capitalisme et de s'articuler à lui » (Rey, 1973, p.28)²⁸. Bien au contraire, il faut chercher à comprendre comment ces différents modes de production s'influencent et quelles dynamiques nouvelles ils créent par leur interaction. Deux problématiques émergent de cette lecture. Pour la première, si l'on cherche à saisir les traits distinctifs dans « tous les autres exemples historiques connus de développement du capitalisme au sein d'une formation sociale non-capitaliste, [où] le capitalisme a été importé d'ailleurs déjà bien armé » (Rey, 1973, p. 70), il faut se questionner sur la nature de la relation entre les différents modes de production sans prendre pour acquis que l'articulation entraîne la dissolution du mode de production précapitaliste. À ce sujet, Rey (Op.cit, p. 122), faisant état d'une revue de la littérature conclut :

« On ne saurait trouver chez Marx une théorie idéaliste du développement de la marchandise. suivant laquelle la qualité marchande s'étendrait d'un bien à l'autre jusqu'à effacer la force de travail elle-même. Par conséquent, l'action dissolvante du capitalisme sur d'autres modes de production ne peut être attribuée au seul effet de la circulation de marchandises entre ces modes de production et lui »

²⁸ Une critique de l'analyse historique de cet auteur sur la Révolution Française a été dressée par Comminel (1990, p. 91. 94 à 101 et 184 à 187). Cette critique reconnaît néanmoins la judicieuse conclusion de Rey quand à la caractérisation de l'articulation des modes de production: « Ironically, while Rey has thus completely misconstrued the issue, his argument that absolute rent must be a pre-capitalist holdover is not necessarily invalidated. Since there are in fact no grounds within capitalism for establishing a level for absolute rent, and it is logically *prior* to capitalist differential rent, ground-rent may well be viewed as having roots in pre-capitalist surplus extraction.” p. 98-9

Pour la deuxième problématique, dans le but de saisir les particularités d'un mode de production quelconque et des structures sociales qu'il incarne, il faut « examiner la place du procès de *domination* dans le procès de *reproduction* du capital » (Rey, 1973, p. 92, mots soulignés dans le texte). Il faut, donc, questionner autant la particularité des rapports sociaux (conditions de production, pouvoir juridique, etc.) qui ont servi à articuler les différents modes de production, que l'influence de la géopolitique sur ces rapports. Dans la même idée de prendre en compte la spécificité des RSP et particulièrement d'analyser comment ils sont influencés par la géopolitique, Teschke et Rosenberg posent la question de l'interaction entre la géopolitique et le comportement des formations sociales. Pour Teschke (2005, p. 13):

“The challenge for Marxism, rather, is to understand how social-property relations determine the modes in which different polities are inserted into the international and to integrate the geopolitical as one dimension of social reproduction into an overall reconstruction of the regionally differentiated expansion of capitalism within and through the European system of states. In other words, we need to come to terms with the nationally specific and diachronic, yet cumulatively connected and internationally mediated nature of ‘capitalist transitions’ within the framework of socially uneven and geopolitically combined development.”

C'est précisément à travers du concept de « développement inégal et combiné » que Rosenberg (1996, p. 6) suggère de lire les relations *internationales*. Une telle lecture correspondrait à l'analyse que nous avons faite utilisant le concept d'articulation des modes de production. En effet, Rosenberg reprend la thèse de Trotski sur l'influence qu'exerce le développement du capitalisme en l'Angleterre sur le reste des sociétés :

« Since, by definition, almost all countries except Britain would share this condition of relative backwardness, combined development was going to be, not the exception, but rather the norm. Once this point is granted, all unilinear models of social development necessarily fall by the wayside. The centrality of international relations to understanding any national path of development becomes apparent.”

1.4.3 L'accumulation politique capitaliste et précapitaliste

Ce concept part de l'hypothèse que la particularité du mode de production capitaliste se situe dans la rupture et la séparation, effective et réelle, créées entre les producteurs directs et les moyens de production²⁹ (Laclau, 1973 ; Brenner, 1977; Cox, 1987 ; Wood, 2002). Le capitalisme introduit, à travers de ce mécanisme de séparation, la marchandisation de la vie quotidienne des individus ainsi que le marché interne (Marx, *Le Capital*, Livre I, p. 554). En donnant une valeur au surplus créé par le travailleur (représenté par le salaire), son appropriation devient un acte principalement économique. Les individus sont forcés de rentrer dans la logique capitaliste du marché en vendant leur force de travail pour subvenir à leurs besoins. Ils ne sont plus obligés, par la coutume ou par la force, à travailler pour le seigneur ou le maître, la seule contrainte les obligeant à mettre leur force de travail *au service d'autrui* étant économique. Sous l'institutionnalisation de ces RSP, l'exploitation devient « légitime »; le *free wage labor* transforme la classe dominante en prôneuse de libertés individuelles et d'égalité.

La logique d'accumulation capitaliste, qui permet à la classe dominante de s'approprier la plus-value par des moyens économiques, fait de ce mode de production un système moins coercitif, plus performant et plus flexible que ceux qui l'ont précédé. Le même comportement permet l'autonomie apparente de l'économie et de l'État. Ceci est la particularité première du capitalisme: "Above all, it means that the appropriation of surplus labour takes place in the 'economic' sphere by 'economic' sphere, by 'economic' means." (Wood, 1984). L'accumulation économique et l'innovation deviennent ainsi des caractéristiques indispensables et

²⁹ Voir notamment *Le Capital*. Livre I, p.528. D'autres particularités du capitalisme sont l'appropriation du surplus et son réinvestissement dans le processus productif pour le rendre concurrentiel (Cox. 1987: 406), mais ce mécanisme d'accumulation n'est nécessaire et possible que si la force de travail est déjà considérée comme une marchandise. comme l'a analysé Brenner (1977) et comme nous l'admettons ici.

inhérentes au système de production capitaliste : elles entraînent le développement des forces productives qui permettent la création et l'appropriation d'un surplus relatif—créé par l'amélioration technique de la production et de sa gestion— et non plus seulement l'appropriation d'un surplus absolu extrait aux travailleurs (Brenner, 1977).

Ce qu'il faut préciser, à ce moment-ci, c'est que, bien que tous les modes de production soient caractérisés par une structure de domination, le *lieu* et le *degré* de domination, la place occupée par l'économie et le politique ne suit pas un seul modèle applicable à tous les modes de production. Par conséquent, ce qui est proposé comme point de discussion est de préciser le type de rapports sociaux existants afin de *saisir les différents modes de production* et donc d'éviter l'écueil de la réification du capitalisme, pour ne pas le représenter comme le point vers lequel vont converger tôt ou tard toutes les sociétés. Il ne s'agit pas de postuler que dans le capitalisme il n'y ait pas d'accumulation extra-économique ou que, au contraire, des rapports économiques d'exploitation n'existent pas dans les modes de production *précapitalistes*. Nous tâchons tout simplement de participer à une conceptualisation théorique qui rende compte des phénomènes sociaux.

Sans postuler l'existence de ruptures tranchantes, Wood affirme que le mécanisme d'appropriation du surplus propre au mode de production capitaliste (appropriation à travers le salaire) permet de diviser le processus d'exploitation en deux moments : le moment politique de l'expropriation (faite par l'État à travers l'appareil juridico-politique) et celui économique de l'appropriation faite par le capitaliste privé en tant que propriétaire. Par contre, dans les modes de production *précapitalistes*, la fonction politique d'institutionnalisation de la domination se fait au même moment et par les mêmes acteurs qui s'approprient la richesse.

Le marxisme politique ne soutient pas l'*in*existence d'une accumulation politique dans le mode de production capitaliste mais il « prend au sérieux » l'analyse des RSP (Wood, 1981) et donc les caractéristiques principalement économiques que l'appropriation prend dans le capitalisme, et qui constituent la source de « légitimité » première de ce mode de production. Selon cette analyse, l'appropriation politique dans le capitalisme se fait par le mécanisme du « double moulinet » dont parlait Marx, qui oblige le travailleur à vendre sa force de travail pour produire des marchandises dont le capitaliste se sert pour lui payer un salaire :

C'est le double moulinet du procès lui-même qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel» (Marx, 1969 [1867], p. 51-52).

L'accumulation par des moyens économiques est omniprésente dans les rapports de production capitalistes. Dans ce mode de production l'accumulation politique est réalisée avant le processus de production même, au moment où les producteurs sont dépossédés des moyens de production et entraînés dans le marché du travail. Elle est donc le préalable nécessaire au fonctionnement de l'accumulation économique.

Comme l'acceptent largement les analyses marxistes, les rapports sociaux se développent dans un contexte matériel façonné par l'histoire et antérieur à l'existence des individus isolés. Or, bien que l'accumulation économique puisse être plus « rationnelle » que l'accumulation politique, les mécanismes concrets d'accumulation ne se mettent pas en place après une concertation de *la* classe dominante pour analyser les moyens les plus rationnels, mais bien en fonction d'une logique sociale qui émane des rapports de production existants et qui vise à les reproduire.

Parlant des RSP féodaux, Brenner (1990, p. 21) dit que:

“In the absence of access to new land, lords had little means to increase their income except by improving their ability to coercively redistribute wealth from peasants or other lords. As a result, lords often found their most viable rule for reproduction to be 'political accumulation'. Rather than investing in more and better agricultural means of production or in opening up new land, lords would seek to increase their income by investing in their military and political potential by constructing stronger - better armed, larger and more cohesive - political communities and feudal states, to better dominate and control the peasantry and to wage war more effectively. It must be emphasized that the lords' turn to political accumulation as a rule for reproduction is inexplicable merely in terms of its potential for increasing lordly income. It was imposed upon the majority of lords as a consequence of the structure of the feudal economy as a whole. Feudal society was constituted by a multiplicity of separate, initially localized, lordly groups organized for the purpose of exerting force. Politico-military competition was thus an unavoidable fact of life. Lordly groups had to build up their military potential merely for purposes of defence. Still it bears repeating that, under conditions where it was difficult to improve or extend production, either increased squeezing of the peasantry or conquest and plunder might very well prove the most cost-effective way to increase income, so that political accumulation might very well prove, in any case, the best available rule for reproduction”.

1.4.4. Les régimes politiques sous la dynamique des rapports sociaux

Nous avons affirmé que le caractère particulier des rapports sociaux détermine les caractéristiques de l'articulation des différents modes de production. Dans le même ordre d'idées nous postulons que la façon dont la richesse est appropriée influence la structuration du pouvoir à l'intérieur des sociétés. Le point de départ est le même que celui de la partie précédente: il s'agit de savoir si l'économique et le politique sont unis dans l'exercice du pouvoir ou si, au contraire, ils sont exercés séparément. L'utilité d'une telle tâche peut se comprendre par la proposition de Teschke, (2002, p. 7): “I argue that variations in the character of international systems, in the political regimes of their constitutive actors and in their requisite forms of conflict and cooperation can be theorized on the basis of varying social property relations.” Ici, la thèse centrale est donc que les différents modes de production génèrent des régimes politiques différents: les caractéristiques de la souveraineté sont, dans le féodalisme,

la décentralisation et la personnalisation, dans les dynasties absolutistes, la centralisation et la personnalisation, et, dans le capitalisme, l'abstraction et la séparation du public et du privé (Teschke, 2002).

Rosenberg (1996) et Teschke (2002) ont enrichi la sociologie historique des relations internationales avec les prémisses du marxisme politique. Ils ont réinterprété l'histoire des régimes politiques tels que le féodalisme, l'absolutisme (Teschke, 2006), le fascisme et le stalinisme dans une démarche comparative (Rosenberg, 1996) en retraçant l'histoire du pouvoir et en reconstruisant la genèse de la souveraineté.

Ces recherches ont permis de conclure que, lors du féodalisme, et, en général, avant l'avènement du capitalisme, le pouvoir sert à exercer une coercition directe sur les individus et que, à travers lui, les groupes dominants arrivent à se reproduire et à conserver le pouvoir (Teschke, 1997). Ainsi, par exemple, le féodalisme est-il autant un mode de production qu'un système de pouvoir et d'organisation sociale (Wood, 1981), caractérisé par une économie partialisée et par un exercice fragmenté de la souveraineté. L'appropriation économique se fait par la coercition politique -directe et personnelle- du seigneur sur le paysan : il s'agit donc d'une appropriation externe au processus de production, d'une accumulation *extra-économique*. La situation est semblable dans l'État absolutiste français, lui-même devenu une source directe de revenu pour la classe dominante à travers les bénéfices juridiques dont jouit la classe latifundiste tels que les charges administratives et l'exemption de taxes. Comme la centralisation de la souveraineté s'est opérée à l'intérieur de l'État absolutiste, il faut conclure qu'elle n'amène pas nécessairement la scission de l'économique et du politique. Dans les modes de production féodale et absolutiste, le pouvoir politique est nécessaire à l'accumulation économique. Au contraire, dans le capitalisme, l'appropriation du surplus se fait à l'intérieur même du processus de production. Le processus social causé par le capitalisme octroie au pouvoir politique un autre rôle et

d'autres caractéristiques. Il est appelé à garantir le bon fonctionnement de l'économie, mais il ne serait plus le lieu de reproduction de la classe dominante. Cette différenciation commence en Angleterre après 1688, moment à partir duquel la classe dominante anglaise tire son revenu de l'augmentation de la productivité des grandes propriétés terriennes qu'elle a concentré et qui sont déjà soumises aux impératifs de la concurrence (Wood, 2002, p. 22-3). « La classe dominante assure la reproduction de son pouvoir par l'accroissement de l'efficacité du processus de production afin d'accroître constamment ses profits. » (Wood, 1981). Cette « séparation » de l'économique et du politique a permis l'émergence des États modernes où la souveraineté revêt un caractère public et impersonnel. Rosenberg (1996, p. 8) ajoute une nuance à toute cette analyse:

“I think, that if we want to understand what the international system is today, we *cannot* begin with a logical model of homogeneous states: the variety of political forms is simply too great. We would have to begin instead with a historical analysis which reconstructs the uneven and combined international development of capitalism which has produced such a variegated world of states.”

CHAPITRE II

VIOLENCE, NARCO-PARAMILITARISME ET CLASSE DOMINANTE LA COLOMBIE 1970-2006

Depuis les élections législatives (Sénat et Chambre de représentants) de 2002, le contrôle narco-paramilitaire d'une grande partie du territoire colombien n'est plus seulement un contrôle de fait : il a pris forme légale puisque, dans un tiers du pays, les représentants du narco-paramilitarisme ont gagné les élections au grand jour. Certes, ces derniers ont fait usage d'intimidation et utilisé la fraude, mais ce n'est pas cela qui leur a donné la victoire. En fait, ils n'ont fait qu'utiliser des pratiques déjà largement enracinées dans la culture locale. Ce triomphe électoral du narco-paramilitarisme, qui a bouleversé la donne politique, s'est répété depuis aux élections présidentielles de 2002 et de 2006 ainsi qu'aux élections départementales et municipales de 2003 et d'octobre 2007.

Dans ce chapitre, nous analyserons le phénomène narco-paramilitaire qui couvre la période 1970-2006. Pour comprendre l'essor de ce phénomène et son impact sur la reconfiguration politique du pays, il nous faudra analyser les rapports de domination qui ont créé les conditions de son émergence. Ces rapports, que nous reconstruirons dans ce qui suit, rendent compte d'actes de pouvoir juridico-politique qui donnent naissance au phénomène institutionnel et à la logique sociale du paramilitarisme dans le contexte de la guerre froide. Ensuite, nous dresserons un portrait du narcotrafic et

analyserons la dynamique qui a provoqué sa fusion avec le paramilitarisme dans le contexte international de la lutte à la drogue et plus récemment de la lutte au terrorisme. Tout au long de ce chapitre, nous étudierons la violence narco-paramilitaire en tant que rapport de production et de domination.

2.1 PARAMILITARISME : SES ORIGINES ET SES OBJECTIFS

L'objectif ultime de l'action paramilitaire est, sans aucun doute, la préservation du statu quo. Ce serait partir d'une fausse prémisse que d'affirmer que les paramilitaires ont agi à l'extérieur du cadre institutionnel : leurs actions s'inscrivent dans une stratégie politique et militaire de l'establishment, qui doit donc être considérée comme directement responsable des actions criminelles.

Un premier regard sur l'action paramilitaire permet d'établir clairement le lien entre la délicate situation des droits humains et les puissants intérêts économiques que défend le paramilitarisme. Comme l'action paramilitaire est motivée par les desseins de la *classe dominante*, il est logique que tous ceux qui s'opposent soient pourchassés. Il faut savoir que ce ne sont pas seulement certaines entreprises, les paramilitaires et les forces armées qui sont responsables du harcèlement systématique de l'opposition : en Colombie, la stratégie de « libération des terres » et de « neutralisation de l'opposition politique » sont aussi conduites par les autorités judiciaires et l'exécutif qui, à tour de rôle, attaquent juridiquement ou médiatiquement les communautés et les organisations sociales, alors que les vrais crimes commis par l'État et ses paramilitaires restent impunis. Cela est, sans nul doute, dû au fait que les paramilitaires sont un mécanisme de reproduction sociale. Nous y reviendrons. Maintenant, afin de bien identifier ce qu'est le phénomène paramilitaire, reprenons les mots de Medina et Téllez, cités par Angarita (2000), qui définissent le paramilitarisme comme :

La violence para-institutionnelle n'a pas pour objectif la transformation de la société : son objectif est d' « assurer », d'aider et de suppléer au bon fonctionnement de la société quand 'l'État n'est pas en condition de le faire' pour toutes sortes de raisons. Para-institutionnelle dans la mesure où elle est compatible avec l'ordre existant et s'engage à appuyer l'organisation institutionnelle ; c'est pour cela qu'existe une grande proximité entre l'État et le para-institutionnel et qu'en général, ce dernier naît de l'initiative du premier³⁰

Les liens entre institutions de l'État et groupes paramilitaires que ces auteurs décrivent, ont été démontrés par les organisations sociales, les victimes et les ONG qui défendent les droits humains, autant de groupes ou individus qui, postérieurement, ont été accusés de diffamer l'État³¹.

Toutefois, comme nous allons le voir, ils ne sont pas les seuls à porter de telles accusations : à quelques reprises, des organismes de contrôle de l'État, des militaires qui ont participé à la création du paramilitarisme et des paramilitaires eux-mêmes, se sont dits convaincus de l'existence d'une logique institutionnelle dans le paramilitarisme.

En 1982, le président élu, Belisario Betancourt, commande à la Procuraduría General de la Nación³² un rapport sur la campagne meurtrière entreprise par le groupe paramilitaire Muerte à secuestradores (MAS)³³. L'organe de contrôle de l'État conclut que

³⁰ "La Violencia parainstitucional [es] aquella que no tiene por objeto la transformación de la sociedad, sino, el de "garantizar", complementar y suplementar su adecuado funcionamiento cuando 'el Estado no está en condiciones de hacerlo' por las limitaciones que tiene en todos los órdenes. Parainstitucional en la medida en que es afín a los objetivos del ordenamiento existente y se compromete con el auxilio de la organización institucional; por esto, existe una gran aproximación entre lo estatal y lo parainstitucional, y por lo general lo segundo deviene de las iniciativas de lo primero"

³¹ Il s'agit d'une pratique courante de l'État colombien, mais pour ne mentionner qu'un exemple récent, rappelons qu'en 2005, le président Alvaro Uribe accuse les ONG des droits humains d'être au service du terrorisme, alors que déjà en 1997 une Commission internationale de vérification sur le sort des défenseurs de droits humains (de l'ONU) avait mis en lumière le danger de meurtre qui découle de ce type d'accusations. Accusations qui d'ailleurs se sont poursuivies tout au long du gouvernement Uribe.

³² La Procuraduría est un organisme public chargé de représenter les citoyens devant l'État et de voir à ce que les fonctionnaires de l'État respectent la Constitution et les lois.

³³ Voir sur le MAS (infra) 2.1.3 le narco-paramilitarisme : évolution de la violence institutionnelle.

Il s'agit purement et simplement de personnes occupant des postes officiels qui, ne résistant pas à la tentation de multiplier leur capacité d'action, utilisent des agents privés, collaborateurs et aides en général, au début comme « guides » et « informateur » et finalement comme sicaires leur faisant faire officieusement ce qu'ils ne peuvent faire officiellement. (février 1983)³⁴.

Pendant plusieurs années et dans différents rapports³⁵, les fonctionnaires judiciaires ont dressé le tableau des modes d'opération utilisés par les forces armées dans leur stratégie paramilitaire : ainsi il apparaît que, dans certains cas, la force publique conduit des activités criminelles avec les paramilitaires; dans d'autres, qu'elle facilite et couvre les opérations paramilitaires; dans d'autres encore, qu'elle réalise des actions secrètes qui sont, ensuite, revendiquées au nom du paramilitarisme.

L'action paramilitaire jouit donc du soutien implicite et explicite de l'État. La forme que ce soutien prend est conditionnée par l'opinion publique et par bien d'autres facteurs, mais, dans tous les cas, le paramilitarisme est légitimé par l'establishment. C'est précisément à cause de cette logique de légitimation politique et aussi à cause de ses convictions idéologiques, que le lieutenant-colonel Luis Bohórquez, des Forces armées colombiennes, n'a jamais compris ni accepté d'être jugé pour ses liens avec les paramilitaires. Sa participation dans l'organisation du paramilitarisme, principalement à travers d'écoles de guerre qui recourent aux services de mercenaires israéliens et anglais au milieu des années 1980 en Colombie, est bien connue de l'opinion publique. Quand, en 1989, le lieutenant-colonel est livré à la justice pour calmer les critiques de l'opinion internationale, il affirme publiquement que « los grupos de autodefensa responden a una política del gobierno »³⁶. Il prétend aussi que faire la lumière sur ce point, c'est défendre l'institution militaire en affirmant « Je

³⁴ *“se trata pura y simplemente de gentes oficiales que se desbordan frente a las tentaciones de multiplicar su capacidad de acción y de aprovechar agentes privados, a quienes empiezan por tomar como “guías” e “informantes”, colaboradores y auxiliares en general y terminan utilizando como brazo oculto para que en plan de sicarios, hagan oficiosamente lo que oficialmente no pueden hacer”*

³⁵ Voir collection Noche y Niebla du CINEP. en ligne : nocheyniebla.org

³⁶ Les groupes d'autodéfense répondent à une politique du gouvernement »

suis un fanatique du non à la subversion ... je porte fièrement cet uniforme et ne vais pas permettre qu'ils le souillent. »³⁷ (Piccoli, 2005, p. 29).

Dix-huit ans plus tard, en juin 2007, le commandant paramilitaire Salvatore Mancuso³⁸ associe quelques généraux des forces armées au paramilitarisme³⁹ de 1970 à aujourd'hui, et conclut que «Le paramilitarisme en Colombie est une politique d'État... moi, je suis la preuve irréfutable du paramilitarisme d'État en Colombie. »⁴⁰ (Déclaration dans la deuxième audience devant le juge, rapporté par *Semana*, 05-15-2007).

Pour des raisons diverses, les organes de contrôle de l'État autant que les protagonistes du paramilitarisme⁴¹ s'accordent pour affirmer que le concours de l'État dans le paramilitarisme dépasse la participation isolée de membres de la force publique. Le paramilitarisme est bien un projet de l'État colombien. Ce projet s'inscrit autant dans la dynamique internationale que dans la logique sociale et économique de la classe dominante. Nous tâcherons de démontrer maintenant que les

³⁷ « Soy un fanático del no a la subversión... luzco este camuflado y no voy a permitir que lo mancillen »

³⁸ L'un des hommes clés dans le processus d'extension des groupes narco-paramilitaires. Il participe activement à la création de Convivir (voir p. 47 ci-bas) et passe à la clandestinité en 1999, après que certaines restrictions ont été imposées à ces organisations par la Cour constitutionnelle. Actuellement en prison, il est jugé dans le cadre de la loi Justicia y Paz. Mancuso a reconnu devant le juge, qu'entre 1995 et 1996, il a ordonné l'assassinat de 1500 personnes dans la région d'Uraba. Il a aussi admis sa responsabilité dans des assassinats commis dans différentes régions, comme Bogotá, par exemple, où il reconnaît avoir ordonné 336 assassinats. En vertu de la loi, Mancuso peut être condamné à une peine allant jusqu'à 8 ans de prison.

³⁹ Parmi les généraux nommés, le général Rito Alejo del Rio, sans doute le plus représentatif de la relation entre paramilitarisme et institution en Colombie. Après que les ONG de défense des droits humains ont dénoncé sa participation au déploiement de ces relations au niveau national, le Procureur général de la nation ouvre un procès qui se conclut par l'acquittement du général. Le procureur qui a acquitté le général est actuellement l'objet d'une enquête judiciaire pour ses liens avec le paramilitarisme.

⁴⁰ « El paramilitarismo en Colombia es una política de Estado... Yo soy la prueba fehaciente del paramilitarismo de Estado en Colombia ».

⁴¹ Le commandant paramilitaire Carlos Castaño, fondateur des AUC disait en 2001 (*Semana*) que les paramilitaires refusaient de continuer à jouer le rôle de "maîtresse clandestine" de l'État et qu'ils voulaient être reconnus publiquement.

intérêts du paramilitarisme sont ceux de la classe dominante qui participe aux institutions de l'État.

2.1.1 Endiguement du communisme et législation nationale : l'origine juridique du paramilitarisme

L'apparition systématique de paramilitaires dans différentes régions du monde date des années 1960. Dans le contexte de la guerre froide, la doctrine de sécurité nationale impulsée par les États-Unis pour endiguer le communisme, invite l'État à combattre l'ennemi interne par la création de commandos secrets placés sous le commandement de l'armée. Suivant cette logique, les États-Unis appuient les escadrons de la mort de contras et de paramilitaires ainsi que les dictatures militaires du Cône Sud et d'Amérique centrale. Les officiels états-uniens de l'École des Amériques (basée au Panamá jusqu'à 1984) entraînent des militaires de plusieurs pays d'Amérique latine à la création de groupes de civils armés pour une guerre de « basse intensité ». L'importance de ce travail fut expliquée par John Kennedy aux officiels de l'Académie militaire de West Point en 1962: « La subversion est un autre type de guerre, nouveau en intensité bien qu'ancien d'origine... pour neutraliser ce type de guerre, nous devons employer une nouvelle stratégie, une force militaire différente. »⁴² (Piccoli 2005, p. 60). L'armée, qui à l'origine avait été destinée pour la défense des frontières nationales, change ainsi de cible : ses principaux ennemis ne sont plus d'autres États mais la menace communiste qui se manifeste à l'intérieur de ses propres frontières.

En Colombie, l'institutionnalisation du paramilitarisme suit de peu la Mission militaire Yarborough de l'École de guerre spéciale des États-Unis, qui visite le pays

⁴² La subversión es otro tipo de guerra, nuevo en su intensidad aunque antiguo de origen... Cuando debemos contrarrestar este tipo de guerra, estamos obligados a emplear una nueva estrategia, una fuerza militar diferente »

en février 1962, (CINEP 2004, p.17). Les directives secrètes que laisse cette mission ainsi que les six manuels d'entraînement des Forces armées colombiennes⁴³ mettent en évidence les deux stratégies à travers lesquelles la population civile est désormais associée au conflit : 1) elle doit participer au combat contre le communisme (stratégie paramilitaire) et 2) elle devient cible militaire puisque, parmi elle, se trouve l'ennemi communiste (stratégie contre-insurrectionnelle)⁴⁴. Le paramilitarisme fut imaginé par le Général états-unien Yarborough en 1962:

*Il faut mettre sur pied tout de suite une équipe dans ce pays pour sélectionner du personnel civil et militaire en vue d'un entraînement clandestin aux opérations de répression qui pourraient être nécessaires par la suite. ..Cette structure sera utilisée pour forcer les changements que nous savons nécessaires pour mettre en action les fonctions de contre-agents et contre-propagande et, dans la mesure où cela sera nécessaire, réaliser des sabotages et des activités terroristes paramilitaires contre les partisans connus du communisme. Les États-Unis doivent appuyer ceci.*⁴⁵ (CINEP, 2004, p. 431).

Trois ans plus tard, en 1965 alors qu'a été imposé un état d'exception, le décret 3398 crée des groupes de « civils » qui peuvent utiliser un armement jadis réservé à l'armée. Le cinquième considérant de ce décret affirme: "Que les engagements internationaux du pays demandent l'adoption et l'exécution de mesures qui consolident sa sécurité intérieure et extérieure"⁴⁶ Le décret 3398 devient législation permanente par la loi 48 de 1968 jusqu'en 1989 quand la Cour constitutionnelle déclarera illégales les principes qui autorisent le paramilitarisme. En 1994, la création

⁴³ Correspondant aux années 1962, 1963, 1969, 1979, 1982 et 1987. Voir analyse complète en « la doctrina insurgente del Estado colombiano y la población civil ». CINEP, 1988.

⁴⁴ Voir analyse détaillée en « la doctrina insurgente del Estado colombiano y la población civil », CINEP, 1988.

⁴⁵ Headquarters, U.S. Army Special Warfare School, Subject: Visit to Colombia, South America, by a Team from Special Warfare Center, Fort Bragg, North Carolina. 26 February 1962. Kennedy Library, Box 319, National Security Files, Special Group: Fort Bragg Team: Visit to Colombia; 3/62, cité in (CINEP, 2004). "*Debe crearse ya mismo un equipo en dicho país, para seleccionar personal civil y militar con miras a un entrenamiento clandestino en operaciones de represión, por si se necesitaren después... Esta estructura se usará para presionar los cambios que sabemos van a ser necesarios para poner en acción funciones de contra-agentes y contra-propaganda y, en la medida en que se necesite, impulsar sabotajes y/o actividades terroristas paramilitares contra conocidos partidarios del comunismo. Los Estados Unidos deben apoyar esto*"

⁴⁶ "*Que los compromisos que el país tiene contraídos en el campo internacional requieren la adopción y ejecución de medidas que fortalezcan su seguridad interior y exterior*".

des Convivir⁴⁷ légalise de nouveau les « civils » armés et c'est seulement vers la fin de 1997 que certaines restrictions sur l'utilisation de l'armement leurs sont imposées. En se basant sur ces faits juridiques, la Commission Interaméricaine de droits humains (CIDH 1999, Chapitre IV) affirme que

L'État colombien a joué un rôle d'importance dans le développement des groupes paramilitaires ou d'autodéfense à qui il a permis d'agir sous protection légale et en toute légitimité pendant les décennies 70 et 80. L'État est responsable, de manière générale, de l'existence de ces groupes et leur consolidation⁴⁸.

De toute évidence, les groupes paramilitaires ont largement profité du cadre juridique pour étendre leurs activités et comme nous verrons plus loin, leur action a profité à la classe dominante qui les a créés, les finance et les contrôle.

Officiellement, les assassinats commis par le paramilitarisme n'ont jamais été revendiqués par les institutions de l'État en Colombie, ce qui est normal puisque, malgré tout, ce pays se définit comme une démocratie libérale où la peine de mort n'existe pas. Néanmoins, les criminels paramilitaires jouissent d'un statut particulièrement favorable qui s'appuie, bien sûr, sur la légalité des groupes au sein desquels ils ont agi : le paramilitarisme, on l'a déjà vu, n'a été hors-la-loi que durant de très brèves périodes. Ce qu'on considère comme crime, pendant des années, n'est ni l'appartenance au paramilitarisme ni les actes commis sous bannière du paramilitarisme mais plutôt les abus de pouvoir de quelques membres des forces armées.

⁴⁷ Cooperativas de Vigilancia y Seguridad Rural. Convivir, sont des organisations de sécurité privée.

⁴⁸ "El Estado [colombiano] ha jugado un papel importante en el desarrollo de los llamados grupos paramilitares o de autodefensa a quienes permitió actuar con protección legal y legitimidad en las décadas de los setenta y ochenta y es responsable de manera general por su existencia y fortalecimiento".

Concrètement, le paramilitarisme ne fait son apparition dans le code pénal que par le décret 1194 de 1989 alors que le décret 599 de 2000 remplace le délit de paramilitarisme et de constitution d'escadrons de la mort par celui de « *concierto para delinquir* »⁴⁹. Pendant de nombreuses années, les seuls paramilitaires que l'on a jugé étaient des « sans-grade », tout comme on a jugé de simples soldats des forces armées pour calmer l'opinion publique après des massacres ou pour nier les liens entre armée et paramilitarisme. De plus, plusieurs analystes (Giraldo, CAJAR) s'entendent pour affirmer qu'aucun jugement n'établit de coupables avant 2006, moment où la loi « Justicia y Paz » a déjà amnistié de tels crimes⁵⁰.

2.1.2 Les armées privées : logique sociale à la base du paramilitarisme

Si les groupes paramilitaires légalement constitués apparaissent au milieu des années 1960, il ne faut pas pour autant penser qu'ils ont émergé simplement sur les conseils états-unis, par le décret 3398 ou les directives qui en ont suivi. Pour reconstruire l'histoire du paramilitarisme, il faut remonter, au moins, à *la Violencia* des années 1945. Pendant le premier mandat présidentiel du libéral López Pumarejo (1934 à 1938), des réformes sociales sont passées qui favorisent les droits des travailleurs, droit d'organisation notamment, et bouleversent le concept de propriété de la terre. Il s'agit principalement d'une loi de réforme agraire (Loi 200 de 1934) qui

⁴⁹ Código Penal (Ley 100 de 1980) Título V. Delitos contra la Seguridad Pública. Capítulo Primero: Del Concierto, el Terrorismo y la Instigación. Art. 186. - Concierto para delinquir. (Modificado. Ley 365 de 1997, Art. 8) "Cuando varias personas se concierten con el fin de cometer delitos, cada una de ellas será penada, por ese solo hecho, con prisión de tres (3) a seis (6) años. Si actuaren en despoblado o con armas, la pena será prisión de tres (3) a nueve (9) años. Cuando el concierto sea para cometer delitos de terrorismo, narcotráfico, secuestro extorsivo, extorsión o para conformar escuadrones de la muerte, grupos de justicia privada o bandas de sicarios la pena será de prisión de diez (10) a quince (15) años y multa de dos mil (2000) hasta cincuenta mil (50000) salarios mínimos legales mensuales. La pena se aumentará del doble al triple para quienes organicen, fomenten, promuevan, dirijan, encabecen, constituyan o financien el concierto o la asociación para delinquir."

⁵⁰ Les négociations entre l'État et les paramilitaires débouchent sur une amnistie généralisée qui fut octroyé à 41 000 paramilitaires. amnistie qualifiée. avec raison, d'auto-grâce par une partie de l'opinion publique nationale et internationale.

conditionnerait le droit de propriété de la terre à son exploitation : les terres non productives doivent être restituées à l'État et certains droits sont reconnus aux métayers.

La classe dominante traditionnelle, dont les terres sont, en général, pas ou très peu cultivées, répond par *la Violencia* qui commence à couvrir dès 1934, quand les plus grands propriétaires terriens conservateurs (mais aussi libéraux), réunis dans l'Association Patriotique Économique Nationale (APEN), lancent l'offensive « de la reconquête ». Eux, qui jouissent de droits féodaux sur la terre n'ont pas l'intention de céder devant les libéraux au pouvoir. À partir de 1946, sous la présidence du conservateur Ospina Pérez et alors que le cabinet est bipartisan, les instigateurs de *la Violencia* accentuent leur action contre les ouvriers et les paysans.

Jorge Eliécer Gaitán catalyse alors le mécontentement des secteurs populaires. En 1947 (periódico Jornada, abril 13 de 1947), Gaitán écrit:

Peuple de tous les partis: les oligarchies vous trompent ! Elles créent délibérément la haine et la rancune par leurs agents qui assassinent et persécutent des gens humbles pendant que le sang du peuple leur facilite la répartition des bénéfices économiques et politiques qui génère cette monstrueuse politique⁵¹.

En février 1948, lors de la Marcha del silencio qui mobilise 200 000 personnes à Bogotá, Gaitán déclare dans son discours « *Monsieur le Président, nous vous demandons d'arrêter cette persécution des autorités. Mettez fin, Monsieur le*

⁵¹ "Pueblo de todos los partidos: ¡os están engañando las oligarquías! Ellas crean deliberadamente el odio y el rencor a través de sus agentes, asesinando y persiguiendo a los humildes, mientras la sangre del pueblo les facilita la repartición de los beneficios económicos y políticos que genera tan monstruosa política".

*Président, à la Violencia. Tout ce que nous demandons est de protéger les vies humaines, c'est le moins qu'une nation puissent demander »*⁵².

Les *pájaros* (nom par lequel on désigne les bandes armées lors de *la Violencia*) dont les paramilitaires d'aujourd'hui sont une version moderne, sont généralement membres de la police ou intendants de grandes propriétés et participent à des vols de terres de paysans au profit des grands propriétaires, qui, eux, leurs fournissent des armes. Bien que *la Violencia* ait pris différentes formes dans les différentes régions du pays, ses résultats furent les mêmes partout :

- destruction du mouvement social (ouvrier et paysan) qui s'était forgé à partir des années 1920 (Kalmanovitz, 1999 [1985]) ;
- nombreuses victimes (200 000 morts) ;
- renforcement de l'idéologie conservatrice de répression contre les secteurs sociaux dominés ;
- renforcement de l'urbanisation du pays par les déplacements de population internes.

Les libéraux ont compris très tôt le pouvoir politique des grands propriétaires terriens. La période de *la Violencia* cimenter les bases d'une restructuration du bloc dominant composé de tous ceux qui profitent d'elle : grands propriétaires terriens, industriels et agroindustriels exportateurs. Cette étape s'achève en 1958 avec l'institutionnalisation des structures qui en ont émergé : les crimes de *la Violencia* demeurent tous impunis ; les structures militaires et les acquis économiques sont légitimés et seulement les paysans des guérillas libérales sont réprimés, leurs survivants formant, par la suite, les guérillas marxistes qui existent encore aujourd'hui.

⁵² "*Señor Presidente: Pedimos que termine esta persecución de las autoridades. Ponga fin, señor Presidente, a la Violencia. Todo lo que le pedimos es la garantía de la vida humana, que es lo menos que una nación puede pedir*".

Tout comme dans les années 1930-40, les paramilitaires adhèrent aujourd'hui à une idéologie antisubversive. En conséquence, leur activité principale, guidée par la défense du statu quo et de la propriété des grands latifundistes est dirigée contre les paysans et l'opposition politique. Les paramilitaires forment des armées privées au service des plus puissants acteurs des régions, c'est-à-dire des propriétaires terriens, des propriétaires de mines, des entreprises transnationales, des éleveurs de bétail, des commerçants, des agroindustriels, etc. Les fondements de ces groupes armés ne sont pas seulement historiques mais aussi sociaux : les paramilitaires de la nouvelle génération ont grandi sur un terrain nourri par *la Violencia* et par l'État, contrôlé par la classe dominante.

Pourquoi cette violence qui *semble* irrationnelle en termes économiques? Précisément parce qu'elle n'est pas irrationnelle et qu'elle correspond aux rapports de domination en place. Ainsi les *pájaros* de *la Violencia* répondent aux impératifs de reproduction des grands propriétaires terriens et des industriels menacés par les luttes sociales et les politiques libérales du gouvernement. Leur violence répond également à la logique de la politique internationale d'endiguement du communisme. Ayant le pouvoir politique et les ressources nécessaires pour augmenter ses revenus, la classe dominante réussit donc, par *la Violencia*, à conserver ses privilèges et le pouvoir. Finalement, c'est le narcotrafic, un 'nouvel' acteur du conflit, qui constitue la principale différence entre les groupes paramilitaires d'aujourd'hui et ceux de *la Violencia*.

La création, la structuration, la protection et l'implantation du paramilitarisme ont demandé la participation de différents groupes de la classe dominante. Alors qu'avec le concours de l'exécutif et du législatif, le paramilitarisme a été institutionnalisé par les décrets et lois dont nous avons fait mention, c'est la participation des plus hauts représentants des forces armées, qui garantit le succès de son implantation. Malgré quelques essais tout-à-fait courageux, les autorités judiciaires ne parviennent à

s'opposer, malgré quelques essais tout-à-fait courageux⁵³. Les structures paramilitaires grandissent aussi sous l'impulsion des grands propriétaires terriens, initialement dans la région du Magdalena Medio (qui comprend 29 municipalités des départements d'Antioquia, Santander, Cesar y Bolívar) ensuite dans le département de Caquetá, où les narcotrafiquants avaient commencé à s'approprier des terres au milieu des années 1980, puis finalement sur la presque totalité du territoire colombien. La complicité entre propriétaires terriens et paramilitaires facilite cette expansion qui est dirigée et encouragée par les généraux des forces armées et bientôt par tous les niveaux de l'institution militaire.

2.2 LE NARCOTRAFIC DANS LA DYNAMIQUE SOCIALE

L'histoire du narcotrafic remonte à l'apparition, dans les années 1970, de la culture de la marihuana, qui s'étend rapidement et dont le trafic, contrôlé par quelques familles de la Côte caraïbe (Piccoli 2005, p. 74), a comme destination principale les États-Unis. À l'époque, le rôle des narcotrafiquants colombiens dans l'économie de la cocaïne se limite au raffinage de la pâte base qu'ils commandent principalement de la Bolivie et du Pérou, et au trafic du produit fini vers les États-Unis⁵⁴.

⁵³ Plusieurs fonctionnaires judiciaires ont intenté des poursuites contre des paramilitaires et des narcotrafiquants reconnus. En général, ces fonctionnaires se sont heurtés à la réalité de la dépendance de leur pouvoir sur celui des autres autorités qui ne remplissaient pas leurs devoirs (Lancement d'un mandat d'arrestation qui n'est pas exécuté par la police). De plus, la liste des fonctionnaires judiciaires qui ont été assassinés est longue. Voir à ce sujet, CINEP, collection Noche y Niebla.

⁵⁴ Pour obtenir le chlorhydrate de cocaïne, ou cocaïne, la feuille de coca suit trois transformations successives qui permettent d'augmenter la concentration de chlorhydrate par gramme. Dans un premier temps, la coca est transformée en pâte de coca en la foulant au pied puis en la lavant avec du kérosène, puis séchée durant un temps qui varie selon la technologie utilisée. Dans un deuxième temps, la pâte de coca est transformée en pâte base au moyen de précurseurs chimiques. C'est seulement lorsqu'au cours de la troisième étape la pâte base est raffinée, encore chimiquement, que l'on obtient le chlorhydrate de cocaïne.

S'il est vrai que la culture de la marijuana n'a jamais totalement disparue en Colombie et que la culture du pavot semble prendre de plus en plus d'ampleur, celle de la coca est aujourd'hui largement prédominante. Au début des années 1980, on ne comptait que 27 230 hectares de cette culture. En 1990, il y avait un peu plus de 40 000 et, en 2000, les statistiques en enregistraient 163 000. Selon le Département d'État des États-Unis, les cultures de coca s'étendent sur 144 000 hectares en 2004 et, selon diverses études, les revenus du narcotraffic représentent, à partir de 1980, entre 2,5 et 5% du PIB (Rocha, 2000) et plus de 40% des exportations colombiennes⁵⁵.

Comment s'explique cette croissance constante voire vertigineuse de l'économie de la drogue en Colombie? Une multiplicité de facteurs a sûrement contribué au développement du narcotraffic: l'expansion de la culture de la coca est, en partie, la réponse à l'élimination de celle-ci en Bolivie et au Pérou, ce qui a fait de la Colombie le premier producteur de feuilles de coca et le premier exportateur de cocaïne au monde⁵⁶.

Mais l'existence d'une demande internationale, à elle seule, n'explique pas la persistance de ce phénomène. Les auteurs de l'économie du crime (voir chapitre I) ont déjà remarqué l'effet stimulant que crée l'impunité et les peines minimales imposées aux trafiquants (Rubio, 1999). Plusieurs psychologues ont également montré le poids de la culture d'enrichissement rapide et ses effets sur les jeunes (Salazar, 2002). De plus, il faut prendre en compte la position géographique privilégiée de la Colombie, le caractère largement informel de son économie (Rocha, 2000) et de façon encore plus déterminante, les mécanismes favorables à la légalisation des narcodollars, particulièrement les réformes financières (Sarmiento et

⁵⁵ Sans doute, les revenus du narcotraffic et principalement sa liquidité sont importants dans l'économie colombienne, mais ces revenus ne représentent qu'un pourcentage, appréciable certes, de l'ensemble de l'économie souterraine qui englobe plus de 60% de l'économie nationale (voir chapitre 3).

⁵⁶ Le même phénomène avait eu lieu dans les années 1970 quand les cultures de marijuana augmentèrent en Colombie suite à la fumigation massive de cette culture au Mexique. C'est bien ainsi qu'à partir de 1970, la Colombie entre avec force dans le trafic des narcotiques.

Libreros, 2007). Tous ces facteurs ont, sûrement, eu un impact sur l'expansion du narcotrafic. Angarite (2000) affirme que c'est l'existence de facteurs antérieurs au narcotrafic et dérivés du clientélisme électoral qui permettent son essor.

2.2.1 Narcotrafic et classe dominante : certaines dimensions de la violence et de la politique

Tout en étant d'accord avec les postulats mentionnés ci-haut relatifs à l'essor du narcotrafic, nous attirons l'attention sur d'autres causes : les élites au pouvoir ainsi que la pauvreté⁵⁷, avaient déjà créé un contexte violent propice au phénomène du narcotrafic. De plus, les narcotrafiquants ne remettent pas en question l'ordre social et le statu quo. Bien au contraire, la production puis le trafic de narcotiques apparaissent grâce aux latifundistes de la Côte Caraïbe et d'Antioquia, largement représentés au Congrès. Cette coïncidence d'intérêts entre la classe dominante et le narcotrafic a été dissimulée par la version officielle que l'État présente du conflit et qui utilise les attentats meurtriers du narcotrafic contre la 'société et les institutions' comme argument pour montrer que les liens entre des agents de l'État et des narcotrafiquants ne relève que de cas isolés de corruption.

De surcroît, le narcotrafic n'a pu émerger sans s'appuyer sur les groupes dominants des régions. D'abord, les capitaux nécessaires au démarrage du narcotrafic ne sont pas négligeables, puis le contrôle exercé par les groupes dominants régionaux n'est pas seulement économique et politique, mais aussi militaire. Il est donc difficile d'imaginer comment la perturbation des rapports sociaux que peuvent entraîner la production et la commercialisation de narcotiques ait pu avoir lieu sans, au moins, le

⁵⁷ La précaire situation sociale des campagnes a sans doute été un facteur favorable à l'extension des plantations de marijuana et postérieurement de cocaïne. Néanmoins, cette réalité nous semble secondaire pour ce qui est de la magnitude de l'économie du narcotrafic dont les profits se réalisent principalement dans le processus de transformation et du trafic. Sur les dimensions sociales qui ont poussé les paysans dans la culture de la coca, voir Molano. 2006 [1987].

consentement de la classe déjà dominante. Des analyses, comme celle proposée par Lupsha⁵⁸, permettent de penser cette alliance en termes progressifs qui rendent intelligible le processus. Retenons seulement qu'au bout du compte, la combinaison des stratégies militaires, économiques et politiques utilisées par les narcotrafiquants permet aux principaux protagonistes et bénéficiaires du commerce de la drogue de s'associer progressivement à la classe dominante, donnant, du même coup, un nouvel exemple de l'articulation entre modes de production criminel et capitaliste. Cette connivence entre la classe dominante et les narcotrafiquants est possible parce que l'économie du narcotrafic profite à la classe dominante, avec qui les narcotrafiquants partagent l'appareil militaire et les revenus.

Les demandes qui accompagnent les actions terroristes du narcotrafic montrent bien à quel point les narcotrafiquants ne veulent pas attenter au statu quo mais bien en faire partie⁵⁹ : leur unique exigence est la suspension des extraditions demandées par les États-Unis pour narcotrafic. Alors, comment comprendre la version officielle du narco-terrorisme et de la narco-guérilla? L'événement qui sert à détourner l'attention des chercheurs fut offert par Pablo Escobar, précisément lorsque celui-ci cherche à se faire accepter parmi la classe dominante. Avec Escobar à leur tête et sous le nom de les *Extraditables*, les narcotrafiquants entreprennent des actions terroristes en réponse à la menace d'extradition, exigeant du gouvernement que leur liberté et leur économie ne soient pas soumis aux autorités étatsuniennes⁶⁰. Lors de la vague des actions terroristes que les *Extraditables* réalisent, à partir de 1984, plusieurs personnalités

⁵⁸ Lupsha (1995, cité dans Rocha, 2000) propose trois stades différents des liens entre la société et le narcotrafic : prédateur, parasitaire et symbiotique. L'étape parasitaire serait présente tout au long de l'existence de cette économie alors que la relation prédatrice correspond aux affrontements des années 1980. L'étape parasitaire se serait déclenchée après que le cartel de Medellín a voulu étendre au plan national le processus de symbiose qui existait dans les régions, suscitant des réactions très négatives de la presse, de certains partis politiques ainsi que du gouvernement étatsunien.

⁵⁹ Voilà, un détail important qui pourrait servir à comprendre, en partie, la différence entre l'essor du narco-paramilitarisme et celui de la guérilla marxiste mais, encore une fois, étant données les limites de la présente recherche, nous n'avons pas la place pour traiter de cette problématique ici.

⁶⁰ Son slogan central étant « Nous préférons une tombe en Colombie qu'une prison aux États-Unis ». «preferimos una tumba en Colombia que una cárcel en Estados-Unidos».

sont assassinées (parmi lesquelles on retrouve trois candidats présidentiels⁶¹) et des attentats à la bombe commis dans des capitales régionales. Finalement, la non-extradition fut consacrée par la Constitution de 1991⁶², mais cette réussite se transforme rapidement en défaite pour Escobar : une partie de la mafia gravitant autour du Cartel de Cali, qui se fait appelée *Perseguidos por Pablo Escobar* (PEPES), s'allie à la CIA pour le capturer. Leurs actions pour faire fléchir Escobar déclenchent une riposte du Patron du cartel de Medellin. Cette vague d'actions terroristes, menées tant par les *Extraditables* que par les *PEPES* et par le cartel de Medellín, marque l'imaginaire national et sert à masquer le conflit social.

Dès lors, le conflit social est vu sous la loupe du narcotrafic, bien que le narco-terrorisme, défini littéralement comme les actions terroristes commises par les narcotrafiquants pour leur propre bénéfice, corresponde à seulement une partie des expressions violentes que la Colombie a dû endurer entre 1984 (assassinat de Rodrigo Lara, ministre de justice) et 1994 (la mort de Pablo Escobar). Les chercheurs, troublés par les faits violents qui expriment différentes réalités sociales⁶³, choisissent de parler de « violence généralisée », alors que les militaires et politiques latifundistes qui ne veulent pas être associés aux activités criminelles mettent à la mode le terme « narco-guérilla », forgé par l'ambassadeur américain Lewis Tamb en 1982. De leur côté, les États-Unis, qui ont des intérêts pressants dans la région et en Colombie particulièrement, en profitent pour réaffirmer leur présence en renforçant la « lutte antidrogue ». En Amérique latine, la puissance états-unienne doit reprendre l'initiative particulièrement depuis la montée des mouvements sociaux opposés aux politiques du FMI et l'apparition de gouvernements réfractaires aux politiques états-

⁶¹ Luis Carlos Galán, du Parti libéral en 1989, Pizarro León Gómez, ex-guérillero du M-19 fut assassiné en 1990 et Bernardo Jaramillo, militant de l'Unión Patriótica fut assassiné en 1990.

⁶² En 1996 une réforme constitutionnelle autorise encore l'extradition, sans rétroactivité.

⁶³ Au cours de la même période, le groupe guérillero M-19 développe des actions politico-militaires très audacieuses et très médiatiques, parmi lesquelles, en 1979, le vol de 7 000 armes des installations militaires du Canton Norte, au Bogotá : en 1980, ils font une prise d'otages dans l'ambassade de la République Dominicaine à Bogotá et, en 1985, ils récidivent au Palais de Justice.

uniennes. En Colombie, les organisations de guérilla représentent une menace pour les investissements états-uniens, notamment ceux effectués dans l'exploitation du pétrole⁶⁴.

Jusqu'ici, nous avons proposé certains éléments de la réalité sociale pour comprendre l'émergence du paramilitarisme, d'abord comme projet idéologico-politique puis comme mécanisme d'accumulation économique de la classe dominante. Ensuite, nous avons vu comment le narcotrafic apparaît en lien avec les intérêts de certains secteurs de la classe dominante, puis comment les narcotrafiquants ont cherché ouvertement une place parmi les cercles du pouvoir. Maintenant, il est nécessaire de se demander comment cette convergence entre les intérêts des paramilitaires et des narcotrafiquants a été possible.

2.3 NARCO-PARAMILITARISME : ÉVOLUTION DE LA VIOLENCE INSTITUTIONNELLE

Il faut rappeler qu'en 1981, le groupe *Muerte a Secuestradores* (Mort aux ravisseurs MAS) comportait déjà toutes les caractéristiques que le paramilitarisme prendra dans les deux décennies qui ont suivi. C'est l'enlèvement pour rançon de Martha Nieves Ochoa par la guérilla du M-19 (la famille Ochoa était une des familles les plus puissantes du narcotrafic) qui amène la création du MAS : pour répondre à cet enlèvement, 223 mafiosos se réunissent et prennent la décision de créer et de financer

⁶⁴ Par ses attentats à la bombe, la guérilla a transformé en cible militaire les pipelines destinés à l'exportation du pétrole. En 2002, l'ambassadrice états-unienne en Colombie déclare au journal *El Tiempo* que son gouvernement est disposé à protéger « plus de 300 infrastructures états-uniennes en Colombie » (*El Tiempo*, le 25 juillet 2002). Dans un amendement au Plan Colombie, les États-Unis décident d'« Insister pour que le gouvernement colombien complète les réformes urgentes destinées à ouvrir complètement son économie à l'investissement et au commerce extérieur, particulièrement à l'industrie du pétrole (...) ». <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/ameriquelatine/plancolombie>

cette organisation promettant la mort aux ravisseurs⁶⁵. Martha Nieves Ochoa est libérée, sans qu'aucune rançon ne soit payée, après que plus d'une centaine de militants et des personnes proches du M-19 ont été assassinées. Cependant le MAS ne se limite pas à répondre à cet enlèvement : ses activités éclaboussent de sang tout le pays à partir de 1981. En 1983, le groupe est présent dans plusieurs régions et parmi ses membres on trouve au moins 59 militaires actifs dont 11 officiers (Procuraduría General de la Nación, 1983).

Parmi les membres fondateurs du MAS, il faut nommer le Bataillon d'intelligence et contra-intelligence Charry Solano des Forces armées colombiennes. Ce bataillon avait aussi créé la filiale colombienne de la Triple A (Alliance Anticommuniste Américaine), une appellation internationale qui regroupe les commandos d'extrême droite qui terrorisent l'Amérique latine vers la fin des années 1970. La Triple A en Colombie est responsable d'attentats terroristes contre des médias de gauche (Revista Alternativa, Journal du Parti Communiste Voz proletaria et le journal El Bogotano), ainsi que de l'infiltration du groupe guérillero M-19 qui a pour résultat l'enlèvement, la torture, la disparition et l'assassinat de plusieurs membres de cette organisation (CINEP, 2004, p 45-6). Les militaires haut placés responsables de ces crimes n'ont jamais été poursuivis en justice et malgré les preuves les accablant, ils ont été promus à des postes appartenant à la plus haute hiérarchie militaire (Piccoli, 2005).

Plusieurs auteurs affirment que les écoles paramilitaires des années 1987 et 1988, ayant comme instructeurs des mercenaires étrangers (israéliens, anglais et australiens), furent importantes pour l'articulation des ressources des paramilitaires et des narcotrafiquants. Ces écoles se tiennent dans les *haciendas* de grands propriétaires terriens du département de Santander et de Putumayo. Alors que les

⁶⁵ Ils l'expliquent ainsi dans la propagande diffusée suite à la réunion. Pour certains analystes (Castillo, 1990 ; Rensselaer, 1992) la rencontre qui sert à la création du MAS permet aussi la création des grands cartels de la drogue.

mercenaires étrangers engagés comme instructeurs, sont contactés et invités en Colombie par des généraux des forces armées, alors que les paramilitaires qui suivent la formation donnée dans ces écoles font partie des armées locales de narcotrafiquants, de *terratenientes*, de propriétaires de plantations de banane et d'éleveurs de bétail. Le financement est pris en charge principalement par des narcotrafiquants (CINEP, 2004; Piccoli, 2005). Notons quand même que les assassinats, les massacres et les disparitions étaient un phénomène important avant même l'apparition de ces écoles.

Dans le processus d'accumulation de pouvoir par la terreur paramilitaire, deux « projets pilotes » sont centraux. Le premier est le modèle paramilitaire de Puerto Boyacá (1987). Victor Carranza, « *le tsar des émeraudes* », qui détient, encore aujourd'hui, le contrôle militaire et politique de la région est un des protagonistes de l'expansion paramilitaire dans le Magdalena Medio et les Llanos Orientales. Carranza, partenaire d'affaires criminelles de Rodríguez Gacha, l'associé principal d'Escobar, possède aussi des cultures de drogue dans les départements de Boyacá et d'Arauca. Ses hommes, qui ont suivi l'entraînement des mercenaires étrangers, participent aux actions paramilitaires organisées conjointement avec la brigade N° VII (CINEP, 2004). Les paramilitaires de Puerto Boyacá sont les principaux responsables des assassinats qui ont constitué le génocide de l'Union Patriotique⁶⁶ (UP), un mouvement politique fondé en 1984 à la suite des négociations de paix entre les FARC et le gouvernement Barco⁶⁷.

⁶⁶ Le code pénal colombien reconnaît comme génocide les actions réalisées dans le but de détruire totalement ou partiellement un groupe national, ethnique, racial, religieux ou politique pour des raisons politiques ainsi que l'assassinat des membres de ces groupes en raison de leur appartenance. La Cours interaméricaine des droits de l'homme a déclaré admissible la pétition présentée pour juger le génocide contre cette organisation politique. Voir : <http://www.derechos.org/nizkor/colombia/doc/genocidio.html>

⁶⁷ L'UP participe aux élections de 1986 et connaît un réel succès auprès des électeurs : 14 de leurs candidats au congrès sont élus et ils obtiennent 10 % des voix au scrutin présidentiel. Mais, depuis, plus de 3 000 de ses membres ont été assassinés, dont deux candidats présidentiels.

L'autre projet pilote est celui que les narco-paramilitaires ont mis en place dans les départements d'Urabá et de Cordoba entre 1995 et 1997. Après s'être assuré du contrôle de la région bananière, les paramilitaires d'Urabá se donnent comme mandat de lier les structures paramilitaires existantes à la grandeur du pays, ce à quoi ils s'attèlent entre 1999 et 2003. Les paramilitaires de Cordoba et Urabá sont commandés par la famille Castaño Gil, qui a commencé son activité criminelle au service du cartel de Medellín, en 1987. « Los tangueros », leur groupe d'« autodéfense »⁶⁸ regroupe 150 paramilitaires au service du narcotrafic.

La caractéristique particulière de ce projet est l'importance accordée à la stratégie politique⁶⁹ qui passe par la construction d'un discours politique antissubversif et par l'unification des groupes paramilitaires et narcotrafiquants dans les Autodefensas Unidas de Colombia (AUC).

⁶⁸ Il faut différencier par leur idéologie et par les intérêts de classe, l'usage opposé du mot « autodefensas » en Colombie : les premières autodéfenses du pays furent créées par des paysans, à la fin de la *Violencia*. La police, payée par des latifundistes, principalement conservateurs, opérait sous le nom de « pájaros » : ils investissaient une région, assassinaient les hommes, violaient les femmes et brûlaient ce qu'ils ne pouvaient pas emporter. Pour se protéger, des communautés entières se rassemblaient dans des fincas qu'ils protégeaient militairement. L'actuel commandant des FARC, Manuel Marulanda Vélez, propriétaire terrien, libéral, fut un de ces paysans, qui ont créé les premières autodéfenses campesinas. Avec le temps, ces guérillas ont évoluées politiquement : en réponse aux actions militaires de l'État à leur encontre, par l'influence de la révolution cubaine puis du Parti Communiste, ces guérillas libérales sont devenues marxistes. Le concept d'autodéfenses a totalement changé lorsque l'État se l'est approprié, à partir de 1962, pour créer des groupes militaires qui devaient combattre les subversifs, indistinctement appelés « bandoleros » (Piccoli 2005, p. 62). Depuis lors, l'idée manifeste est de faire accepter les groupes paramilitaires sous cette appellation pour les légitimer.

⁶⁹ Arcanos (2007, p. 11) signale que les paramilitaires cherchaient à « gagner la confrontation militaire, trouver l'approbation des forces armées et d'autres institutions, établir des alliances avec les groupes politiques locaux ou obtenir la présence directe de leurs propres dirigeants dans les postes de direction, faire quelques concessions économiques pour renforcer l'appui social. Il s'agit là de caractéristiques qui se répètent à la grandeur du pays avec plus ou moins de succès ». « Ganar el pulso de la confrontación militar, buscar la aquiescencia de las Fuerzas Armadas y de otras instituciones, establecer alianzas con los grupos políticos locales o conquistar la presencia directa de dirigentes propios en los puestos de mando, hacer algunas concesiones económicas para afianzar el apoyo social. son características que se repiten a lo largo y ancho del país con mayor o menor éxito ».

Le lien entre ces deux projets pilotes est autant le narcotrafic –sur lequel les familles Carranza et Castaño Gil ont exercé leur leadership, avant et après Pablo Escobar- que leur idéologie antisubversive. Cette idéologie fait des narco-paramilitaires des alliés naturels des grands propriétaires terriens, des militaires et, en général, d'une partie de la classe politique pour lesquels les paysans, les organisations sociales et toute sorte d'opposition politique sont subversifs. Quand Escobar devient l'ennemi des États-Unis, les frères Castaño, qui avaient commencé leur parcours criminel sous ses ordres, s'allient à l'État et au Cartel de Cali pour le combattre. Peu après sa mort, le rôle et la structure de la violence associée au narcotrafic se transforment, laissant place à l'émergence de petits cartels. Ayant obtenu l'abandon de l'extradition, les narcotrafiquants se concentrent sur leurs affaires et sur leur combat contre la subversion. En se servant de ces transformations, les héritiers du groupe paramilitaire MAS continuent à accumuler d'énormes fortunes dans le narcotrafic et contribuent à étendre le paramilitarisme à la grandeur du pays.

Ce sont les Castaños et les commandants des AUC qui ont le mieux réussi le projet d'alliance entre paramilitarisme et narcotrafic. Après Puerto Boyacá et l'Urabá Antioqueño, les projets régionaux se répandent largement en Colombie, comme en témoigne l'apparition de groupes narco-paramilitaires dans tout le territoire. Le modèle narco-paramilitaire de Gacha-Carranza (1980-1984), celui dirigé par Castaño (1988-2006) et ceux de tous les chefs narco-paramilitaires qui apparaissent par après suivent la même logique : ils s'allient avec les secteurs les plus militaristes de la classe dominante pour combattre la subversion, qui, aux yeux de la classe dominante, est autant armée (guérilla) que civile (organisations sociales, ONGs, intellectuels critiques, etc.).

Parmi les actions paramilitaires destinées à répandre la terreur, les massacres ont été nombreux. Un des massacres qui a le plus bouleversé l'opinion nationale et qui est très représentatif de cette étape de l'expansion paramilitaire, a eu lieu le 18 janvier

1989 dans la localité de la Rochela (Santander). Ce jour-là des paramilitaires, commandés par le Sénateur Tiberio Villarreal, terrateniente et mafioso du département de Santander, assassinent treize fonctionnaires judiciaires dont deux juges et laissent sur place des indices destinés à faire croire que la guérilla est responsable du crime. Ces treize fonctionnaires judiciaires enquêtaient sur la disparition de dix-neuf commerçants et sur les liens entre narcotrafiquants et forces armées. La suite des événements permit d'établir, grâce aux déclarations de paramilitaires déserteurs ou traduits en justice, que ces commerçants avaient été arrêtés par les paramilitaires commandés par le *terrateniente* Henry Pérez (qui les suspectait de vendre des produits à la guérilla), puis dépecés avant d'être jetés dans une rivière. En 1997, la justice militaire chargée de l'enquête sur le massacre des juges déclara que le massacre était un « acte de service » et acquitta les militaires impliqués (Piccoli 2005, 82-5)⁷⁰. Des massacres comme celui de la Rochela se poursuivent dans tout le pays. Chaque fois, ils sont précédés de dénonciations d'habitants qui annoncent l'imminence du massacre et d'une demande de protection des habitants par la Defensoría del Pueblo auprès des autorités militaires et de la police.

2.3.1 Le narco-paramilitarisme comme acteur politique

Dans le contexte des grandes mobilisations paysannes pour demander une réforme agraire, le narco-paramilitarisme vise à établir des règles claires : l'establishment reprend le contrôle du pays et le statu quo est préservé par la force. Tous les moyens sont bons pour arrêter l'avancée de l'opposition politique et pour imposer l'obéissance, non pas seulement aux habitants des régions mais aussi aux organismes de l'État qui n'ont pas compris la nouvelle donne. L'alliance entre narcotrafic et

⁷⁰ En 2006 la Cour Interaméricaine de droits de l'homme établit la responsabilité de l'État dans le massacre des fonctionnaires judiciaires et recommande l'indemnisation des familles des victimes.

paramilitarisme sert à la « pacification » de plusieurs régions et à l'épanouissement du narcotrafic. Le pouvoir politique et militaire que représente le paramilitarisme est renforcé par les narcotrafiquants qui en ont besoin pour légaliser leurs acquis. Le narcotrafic devient rapidement la principale source de financement du paramilitarisme⁷¹ donnant lieu à un processus progressif de fusion entre les structures paramilitaires et les armées des narcotrafiquants.

Nous voulons attirer l'attention sur deux des conséquences de l'alliance du paramilitarisme et du narcotrafic. Tout d'abord, le paramilitarisme reçoit les ressources nécessaires à son entreprise militaro-idéologique : le narcotrafic n'est pas le seul bailleur de fonds du paramilitarisme, certes, mais la pacification politique et la consolidation de la terreur sont facilités par l'active participation de l'économie de la drogue. D'un autre côté, le narcotrafic trouve une nouvelle voie pour la légalisation

⁷¹ « Les ressources en provenance de l'activité illégale et de la délinquance commune constituent la base essentielle du financement du paramilitarisme qui va de l'activité du narcotrafic, sa principale source de financement, l'enlèvement, l'intimidation et l'expropriation violente, la piraterie jusqu'au vol d'essence et de véhicules. Le narcotrafic a été sans aucun doute la source principale de financement du paramilitarisme dès l'époque des cartels de Medellín, du Valle, de la Côte et du centre du pays. Les contributions faites à ce phénomène en particulier par Pablo Escobar et Gonzalo Rodríguez ont consolidé l'activité paramilitaire dans le Magdalena Medio quand il traversait sa crise financière la plus aigüe au milieu des années 80. Le déplacement du phénomène paramilitaire à Córdoba y Uraba et après à tout le pays, a été rendu possible par les ressources du narcotrafic d'Antioquia, du nord du Valle et de la Côte mais aussi des petits cartels de l'alliance entre narcotrafiquants et de propriétaires des mines d'émeraudes dont les représentants les plus connus sont Víctor Carranza et Pablo Delgadillo ». « Los recursos provenientes de la actividad ilegal y la delincuencia común constituyen la base esencial de los fuentes de financiación del paramilitarismo en un orden que va desde la actividad del Narcotráfico, su principal fuente de financiación, el secuestro extorsivo, la intimidación y la expropiación violenta, la piratería terrestre, el robo de gasolina, combustible y vehículos, entre otras particulares formas de financiación. El Narcotráfico ha sido sin la menor duda la principal fuente de financiación del paramilitarismo desde las épocas de los Cartel de Medellín, el Valle, la Costa y el centro del país. Los aportes hechos a este fenómeno en particular por Pablo Escobar y Gonzalo Rodríguez Gacha fortalecieron la actividad paramilitar en el Magdalena Medio cuando esta estaba pasando su más aguda crisis financiera a mediados de la década del ochenta. La posibilidad del traslado del fenómeno paramilitar a Córdoba y Uraba, en la cabeza primero de Fidel y luego de Carlos Castaño Gil y después, de allí a todo el país, contó con los recursos del narcotráfico de Antioquia, norte del valle y la costa, pero también de pequeños carteles que unieron en el Occidente de Boyacá la explosiva alianza de Narcotraficantes y Esmeralderos de los cuales sus representantes más conocidos son Víctor Carranza y Pablo Elías Delgadillo ». Medina Gallego, 2001.

de son économie mafieuse. Cette nouvelle stratégie d'appui au paramilitarisme permet aux narcotrafiquants de se gagner la sympathie de la classe dominante. Le financement des structures paramilitaires remplace progressivement les actions terroristes qui, jadis, visaient à obtenir l'abandon des extraditions vers les États-Unis.

Ainsi, le narco-paramilitarisme rejoint autant le besoin de croissance d'un projet idéologique d'extrême droite que le besoin de légalisation d'une économie mafieuse. Cette convergence ouvre aux narcotrafiquants la porte de la légalité via le transfert des bénéfices juridiques et politiques dont jouissent les paramilitaires. Le mécanisme le plus connu de ce transfert est la vente de fronts paramilitaires aux narcotrafiquants. Selon les organismes d'intelligence militaire (DIJIN), les leaders paramilitaires Vicente Castaño et Jorge 40 sont les promoteurs de ce marché.

Ce sont également eux qui ont conçu la stratégie d'une table de négociation commune à tous les paramilitaires, lors des négociations de paix avec le gouvernement. Grâce à cette stratégie, les narcotrafiquants ont été « camouflés » dans les négociations puis accueillis et protégés dans le sanctuaire de San José de Ralito (voir note de bas de page No. 3).

Comme parmi les groupes paramilitaires, certains sont essentiellement des narcotrafiquants alors que d'autres défendent une action plus antisubversive, la stratégie utilisée lors de ces négociations est de mettre l'accent sur le discours antisubversif. Pour en mesurer les résultats, disons que, nombre de narcotrafiquants reconnus ont été amnistiés et ont échappé aux menaces d'extradition :

La demande d'extradition de los comandants Mancuso et Castaño sous des accusations de narcotrafic est erronée et dépourvue de fondement car nous n'avons jamais été, nous ne sommes pas ni nous pourrons jamais être considérés comme narcotrafiquants. Inévitablement et à l'encontre de notre volonté, l'argent du narcotrafic a pénétré quelques secteurs des Autodéfenses, comme il a pénétré l'économie nationale et quelques institutions de l'État. Cet

argent a été utilisé, dans certains cas, comme source de finance dans la lutte contre la narco-guérilla, mais ce malheureux incident ne doit aucunement mettre en doute et moins encore délégitimer la nature politique du Mouvement national des autodéfenses. Les AUC sont absolument légitimes et notre situation personnelle, qui sera clarifiée en temps et en heure devant l'entité appropriée ce qui nous permettra de laver notre nom et de prouver notre honnêteté, ne peut remettre en cause l'existence des AUC en tant qu'acteur antisubversif du conflit colombien dans un pays où continue la menace terroriste des guérillas financées principalement par le narcotraffic.⁷²

Si les termes généraux de l'accord de paix entre gouvernement et paramilitaires ont montré clairement le grand pouvoir et le contrôle narco-paramilitaire sur le territoire national et si le scandale de la parapolitique (voir introduction) a permis de mesurer leur influence au sein même du Congrès de la République, il faut penser que les paramilitaires n'ont pas toujours fait partie de réseaux nationaux et n'ont pas toujours eu un énorme impact sur la structure politique nationale.

Les objectifs de l'activité meurtrière du narco-paramilitarisme sont multiples et complémentaires : discipliner une région en la « libérant de la guérilla », assurer les intérêts des propriétaires terriens, faciliter le développement de mégaprojets et forcer les gens à accepter la production commerciale au lieu de continuer à produire pour leur subsistance dans des territoires industrialisables ou regorgeant de minéraux. La classe dominante alléchée par le marché international, intensifie les rapports d'exploitation directe en s'appropriant des biens 'mal-exploités' des paysans et en

⁷² Communiqué public signé par l'ensemble des chefs paramilitaires le 8 octobre 2000. Nous avons ajoutés les italiques. Texte en ligne sur le site Internet des paramilitaires (AUC). http://www.colombialibre.org/detalle_col.php?banner=1&id=335. "La solicitud de extradición de los comandantes Mancuso y Castaño apoyada en acusaciones de narcotráfico, es una sindicación totalmente errada y ausente de fundamentos válidos, pues nunca hemos sido, ni somos, ni podremos jamás ser considerados como narcotraficantes. Inevitablemente y contra nuestra voluntad, el dinero del narcotráfico ha penetrado algunos sectores de las Autodefensas, como lo ha hecho con la misma economía nacional y algunas Instituciones del Estado, y este dinero, en algunos casos, se ha utilizado como fuente de finanzas en la lucha contra la narcoguerrilla, pero este desafortunado acontecimiento, de ninguna manera y en ningún caso, puede poner en duda ni mucho menos deslegitimar la naturaleza política del Movimiento Nacional de Autodefensas. *Las AUC son absolutamente legítimas, y nuestra situación personal, que será aclarada oportunamente ante la instancia pertinente, para dejar a salvo nuestro nombre y honestidad, no puede invalidar la permanencia de la AUC como actor antisubversivo del conflicto colombiano en un País como el nuestro donde continúa la amenaza terrorista de unas guerrillas cuyas finanzas provienen prioritariamente del narcotráfico*"

augmentant sa part dans la plus-value créée par les ouvriers (qui ont résisté aux successives détériorations de leur salaire)⁷³.

Les narco-paramilitaires ont assuré la protection par la violence d'entreprises minières (Sud de Bolivar, par exemple), de mégaprojets d'infrastructure (l'autoroute Panaméricaine des années 1980 ou le canal interocéanique dans l'Atrato aujourd'hui) et de plantations agro-industrielles, dans tous les coins du pays, en faisant la guerre aux paysans. Corona Golden, Texaco, Quedahda, Chiquita, Drummond Company, et de nombreuses autres compagnies minières (or, charbon), pétrolières, de travaux public (canal Atrato, barrage Urra) et agro-industrielles (huile de palme) sont identifiées par les paysans comme responsables des vagues de violence qui les ont obligés à se déplacer.

2.3.2 Légalisation du narco-paramilitarisme : élargissement de la classe dominante

Entre 1997 et 1998, le processus d'unification se déclenche entre les divers escadrons paramilitaires, qui permet la création de las Autodefensas Campesinas de Cordoba y Urabá (ACCU) avec une participation active des Convivir. Le rassemblement des groupes paramilitaires régionaux dans les Autodefensas Unidas de Colombia (AUC) s'intensifie entre 1997 et 2003. Au début du nouveau millénaire, les groupes présents sur la Côte Caraïbe se réunissent dans le Bloque Norte, les groupes de la région limitrophe avec le Venezuela dans le Bloque Catatumbo, les groupes du Sud-Ouest dans le Bloque Centauros et dans le reste du pays apparaissent les Blocos Vencedores de Arauca, Calima, Pacífico, Cacique Nutibara, Capital et le Central Bolívar. (Corporation Arco Iris, 2007 b). En 2002, les barons du narcotrafic fusionnés

⁷³ La détérioration des salaires étant une constante dans l'histoire ouvrière de la Colombie : selon Kalmanovitz de telles réductions se sont opérées entre 1940 et 1945 ; entre 1948 et 1959 ; entre 1970 et 1978 et entre 1987 et 1990.

au paramilitarisme ont accumulé suffisamment de pouvoir et de richesse pour entrer, avec un rapport de force favorable, en négociation avec l'État.

Nous avons dit, à la lumière des analyses des ONG des droits humains (CINEP, notamment) que le projet paramilitaire a suivi les modèles de Puerto-Boyacá et de l'Urabá. On peut identifier trois étapes dans ce processus d'implantation du projet.

La première, très sanglante, fut ouvertement répressive : à travers de postes militaires installés sur les routes d'accès aux villages, les paramilitaires contrôlent l'entrée et la sortie de la population et des denrées alimentaires. Ils commettent des assassinats sélectifs qui visent surtout les leaders des communautés, des organisations sociales (syndicalistes, paysannes, étudiantes, de professeurs, de personnalités publiques de la presse et la TV), ainsi que les membres de l'opposition. En même temps les narco-paramilitaires multiplient les massacres sur tout le territoire pour semer la terreur, pour lutter contre l'extradition et pour s'appropriier les terres des paysans déplacés.

La deuxième étape vise la consolidation sociale du projet : tous les investissements locaux se font par l'intermédiaire des paramilitaires, leur discours est moins répressif et ils affirment agir en fonction du développement économique de la région et du pays.

L'étape finale est celle de la légalisation : elle comprend l'incorporation à la vie civile des paramilitaires, l'impunité face aux crimes commis ainsi que la légalisation de la richesse issue du narcotrafic et des crimes contre la population non armée. Néanmoins, cette étape ne peut pas être comprise comme un processus par lequel les membres de ces organisations passent à la vie civile, bien au contraire. Il s'agit d'un processus par lequel la société est encore une fois militarisée et l'économie narco-paramilitaire légalisée.

Comme le projet narco-paramilitaire a été construit en suivant des « modèles régionaux », les deux premières étapes ne sont pas passées en même temps dans les différentes régions du pays, alors que l'étape de légalisation commence en 2002 par les négociations entre le gouvernement et les paramilitaires et se conclut par la « démobilisation » et l'amnistie massive des paramilitaires. La touche de légalité nécessaire à la stabilité du système est donnée, d'une part, par la loi Justicia y Paz créée pour juger les paramilitaires et d'autre part, par le scandale de la parapolitique⁷⁴.

Au cours de ce cheminement, le narco-paramilitarisme devient complexe : il adopte le discours politique nécessaire à sa stratégie de légalisation et continue l'accumulation de richesse à travers de l'économie criminelle bien au-delà du narcotrafic (extorsion, vol de terres, investissement en entreprises agroindustrielles, etc.) et de la corruption. Bernardo Pérez (2007) rend compte, partiellement, de cette complexité analysant la conception que les colombiens ont du paramilitarisme :

Dans l'imaginaire collectif, est "paramilitaire" le narcotrafiquant qui s'est constitué une armée privée en achetant la « franchise » d'un bloc des AUC, comme l'est aussi le groupe armé qui offre une protection antisubversive aux propriétaires terriens dans les zones rurales, de même que le sicaire au service du « bureau d'encaissement » chargé d'assurer le respect des obligations contractées dans les affaires illicites. Paramilitaire l'est aussi l'assassin de quartier, qui extorque les conducteurs de transport public au commencement de chaque route en échange de la promesse de maintenir éloignés voleurs et milices liées aux groupes subversifs.⁷⁵

⁷⁴ Voir supra note de page No. 4

⁷⁵ “[E]n el imaginario colectivo, “paramilitar” es el narcotraficante que se hizo a un ejército privado comprando la “franquicia” de un bloque de las AUC, como también lo es el grupo armado que ofrece protección anti-insurgente en zonas rurales a terratenientes, al igual que el sicario al servicio de una “oficina de cobro” urbana encargado de asegurar el cumplimiento de las obligaciones pactadas en negocios ilícitos. Paramilitar también es el matón de barrio que cobra vacunas a los conductores de transporte público urbano al inicio de cada ruta, a cambio de asegurar que mantendrá “limpia” la zona de atracadores y milicianos vinculados a grupos insurgentes. para que al final de la jornada no les roben el producido del día ».

Issus de ces rapports sociaux, particulièrement de ce mécanisme d'accumulation de richesse qui est la violence, les groupes narco-paramilitaires ont acquis un important contrôle territorial et institutionnel. Ceci représente un tournant dans la vie colombienne qui se traduit par l'intégration d'un groupe criminel à l'élite dominante.

Néanmoins, le fait le plus important est que, même si le groupe criminel fait partie de l'élite au pouvoir seulement depuis 2002, il a été un soutien important pour la classe dirigeante traditionnelle depuis la fin des années 1970. Cela implique que tout en s'élargissant, la classe dominante n'a pas changé. Au niveau économique, l'importance de ce groupe est difficile à mesurer parce que ses acquis ont été faits dans la clandestinité. Néanmoins, la récente expansion de la culture de la coca et la légalisation sous couvert de démobilisation des narco-paramilitaires, permettent de croire que l'ampleur du secteur criminel de l'économie a atteint un sommet.

Comment est-on parvenu à cette configuration sociale? Les raisons sont différentes pour chacun des protagonistes. D'un côté, la classe dominante, dans son ensemble, cherche à restreindre l'opposition et le danger que représentent la guérilla et le mouvement paysans. Pour les grands propriétaires terriens, c'est le moyen d'élargir et d'assurer leurs propriétés contre l'action des paysans, alors que la terre est considérée comme un facteur de pouvoir pour plusieurs raisons : c'est un moyen de production ; c'est une source de spéculation et elle est directement liée au système du caciquisme et du clientélisme électoral qui a historiquement gravité autour des grands propriétaires terriens. D'un autre côté, les narcotrafiquants ont honoré leur engagement : ils ont réprimé sans relâche l'opposition politique et les mouvements sociaux. En même temps, la liquidité économique du narcotrafic donne à l'économie formelle l'oxygène dont elle manque.

Il demeure que la stratégie des grands cartels échoue face à la puissance étatsunienne, pour laquelle le narcotrafic n'est qu'un allié temporaire contre la subversion. La

classe émergente du narcotrafic s'est ainsi vue imposer un long parcours au niveau national, avant que la classe déjà dominante dans l'appareil d'État et dans l'économie ne se résigne à lui faire une place parmi elle. Les narcotrafiquants cherchent donc les bénéfices juridico-politiques qui découlent du statut d'acteur politique : leur enrichissement ainsi que la postérieure légalisation, non pas du narcotrafic, mais de leur nouveau statut.

Claudia López (*Semana*, 22 octobre 2007) a bien saisi l'ascension du phénomène criminel dans les statistiques électorales : en 1982, Pablo Escobar est élu suppléant à la Chambre des représentants pour le parti libéral avec moins de 1% des votes ; en 1990 et 1994, les politiciens élus qui ont reçu l'appui financier du narcotrafic représentent entre 8 et 15% du Sénat ; à partir de 2003, les candidats du narco-paramilitarisme constituent 35 % du Sénat et « lograron trasladar las tres cuartas partes de ese caudal electoral a las elecciones locales [donde] se quedaron con 7 gobernaciones, 271 alcaldías, 3 916 concejales y 135 diputados ». Cette réalité politique rend compte du nouveau statut du narco-paramilitarisme et du succès de sa lutte. Elle rend compte de la légitimité progressive du phénomène paramilitaire. Comme l'a signalé le prêtre Giraldo:

Le paramilitarisme est passé, en moins de deux décennies, du status d'escadron de la mort, auquel on pouvait transférer, pour des raisons de stratégie d'image et de dissimulation, tous les crimes d'État, au status d'instance justicière unique qui se montre efficace dans le champ de la justice vindicative et qui gagne vertigineusement du terrain dans le champ de la légitimation sociale : ses leaders jouissent d'un large pouvoir dans les mass medias, d'une tolérance et d'une impunité absolue. Ses cartels sont des forteresses protégées par tous les pouvoirs de l'État. Ils sont maintenant des interlocuteurs politiques pour l'État et le monde des affaires.⁷⁶

⁷⁶ “El paramilitarismo ha ido pasando, en el curso de menos de dos décadas, de ‘Escuadrón de la Muerte’, al cual se le podrían transferir con estrategia de imagen y de encubrimiento todos los crímenes de Estado, a ser asumido como una instancia justiciera, única que se va mostrando eficaz en el campo de una justicia vindicativa, y que va ganando vertiginosamente terreno en el campo de la legitimación social: sus líderes gozan de un amplio poder en los *mass media*, de tolerancia e impunidad absoluta, y sus cuarteles generales son fortalezas protegidas por todos los poderes del Estado. Son ya interlocutores políticos para el Estado y la clase empresarial” (Javier Giraldo, prêtre jésuite. Comisión intercongregacional Justicia y Paz, 1997)

En conclusion, l'État est responsable et non victime de la situation et du conflit actuel. En son sein, la classe dominante a créé le paramilitarisme, s'en est servi pour sa reproduction et a permis l'institutionnalisation du narco-paramilitarisme. L'ampleur de ce phénomène ne peut se comprendre sans tenir compte de l'identité des intérêts et de l'idéologie conservatrice de la classe dominante ainsi que de la politique internationale des États-Unis contre le communisme pendant la guerre froide.

Les États colombien et états-unien n'ont pas connu de repos dans leur lutte contre le communisme : contre toute attente, la guérilla marxiste colombienne n'a pas été ébranlée par la fin du socialisme soviétique. Au contraire, dans les années 1990, elle a doublé le nombre de ses combattants et augmenté sa capacité opérationnelle (Pécaut, 2006). À la fin de la même décennie, une vague de mouvements sociaux et de gouvernements rejetant les politiques états-uniennes commence à se dessiner en Amérique latine. La crise économique que connaît la région, causée par 10 ans de libéralisation économique et de privatisations, remet en cause l'hégémonie états-unienne dans la région.

Le Plan Colombie et l'Initiative régionale andine, agissant directement en Colombie, sont parmi les projets de Washington pour reprendre le contrôle de son « terrain de jeu ». Ces projets viennent renforcer le projet narco-paramilitaire. Il est nécessaire de préciser que, depuis la mise en œuvre du Plan Colombie⁷⁷, la « lutte contre la drogue » et contre la « narco-guérilla » n'est pas fait au hasard. Daniel Coronel, (*Semana*, mai 2007) analyse les cartes du "Coca cultivation survey" de l'ODC de

⁷⁷ 1999 à 2005 et renforcé par la suite avec le Nouveau Plan Colombie entre 2007 et 2013

l'ONU remarque que les cultures de coca ont augmenté dans les régions d'influence des groupes paramilitaires, puis affirme que :

La carte semble contredire ceux qui croient que les fumigations n'ont pas servi à rien. L'«El mapa parece contradecir a quienes creen que las fumigaciones no han servido para nada. Las áreas de Putumayo y Caquetá, que han estado bajo el control de las Farc, registran la mayor cantidad de cultivos abandonados. La erradicación también ha tenido éxito en la porción de Norte de Santander, en la que ejercía su influencia el ELN. El Plan Colombia podría haber funcionado si se hubiera aplicado con la misma severidad en todas las zonas coqueras del país, pero terminó marchando al compás de las conveniencias políticas».

En d'autres termes, la « lutte contre la drogue » a servi à éliminer la concurrence faite à l'économie du narco-paramilitarisme mais a fait très peu pour combattre les cultures de cocaïne et encore moins pour combattre le narcotrafic en général, comme l'on peut conclure du 19% que ces cultures ont augmenté en 2006 (The Office of National Drug Control Policy). De plus, l'action violente de l'État contre la population, appelée terrorisme d'État par certaines ONG, n'est pas conjoncturelle, bien au contraire : elle est antérieure à l'apparition des guérillas marxistes, ses ennemis qui n'apparurent pas avant 1965, ou du narcotrafic, son nouvel allié.

Plusieurs précisions importantes pourraient être apportées à ce sujet, mais s'il ne fallait en retenir qu'une seule, ce serait celle que l'État colombien et son régime politique ne correspondent pas à la définition d'État moderne contemporain. La classe dominante du pays n'est pas capable de se reproduire par les moyens purement économiques du marché : elle se reproduit par l'utilisation du pouvoir politique institutionnel. Pour cela, il est extrêmement difficile de tracer une ligne de séparation entre la classe dominante et la classe politique, entre la classe politique et les entrepreneurs.

La production capitaliste n'est pas un impératif pour la classe dominante dont la source du pouvoir économique, politique, social et territorial est l'économie

criminelle. Au moment d'assurer sa reproduction, elle choisit le mode d'accumulation qui lui est le plus logique : comment faire le choix entre les profits de la production industrielle et la rente criminelle ? Les grands latifundistes, éleveurs de bétail et narcotrafiquants qui voient dans la violence, dans l'acquisition de terres, dans la terreur, etc. des moyens directs d'augmenter leur pouvoir politique, ne sont pas intéressés à instaurer des rapports de production différents de ceux qu'ils connaissent déjà et qui se sont révélés très rentables. Ils ont, par contre, intérêt à garder leur position dominante, ce qui veut dire augmenter ou reproduire leur pouvoir pour les uns et légaliser les capitaux pour les autres (narcotrafiquants). La terre, dans la culture de la classe dominante, n'est pas seulement un acquis mais elle représente aussi une source de domination sur les paysans. Pour emprunter les mots de Gómez, cité par Ruíz (2002): "su naturaleza económica [de la tierra] es la de un bien de inversión no la de un bien de producción". La distinction entre une analyse qui définit l'économie criminelle colombienne comme un mode de production à part entière articulé au mode de production capitaliste et la définition de cette même économie comme étant du capitalisme criminel n'est pas une distinction anodine. Elle se base sur la distinction nécessaire de savoir :

- si l'on assiste à une étape d'accumulation capitaliste qui devrait déboucher un jour sur des rapports de production capitalistes
- quelle est exactement *la nature de la coexistence* des rapports de production criminelle et capitaliste.

CHAPITRE III

FORMATION SOCIALE HÉTÉROGÈNE : NI DUALISME NI TRANSITION

Nous avons soutenu au cours des deux chapitres précédents que l'économie colombienne contemporaine n'est pas essentiellement capitaliste et donc que les rapports de production, de domination et de propriété qui lui sont propres sont principalement extra-économiques. Ces rapports prennent la forme de décisions juridiques et politiques et de violence politique institutionnelle ou des guerres à l'intérieur de la classe dominante comme nous l'avons déjà démontré. Dans le présent chapitre nous exposerons les caractéristiques actuelles de l'économie en soulignant son caractère non capitaliste. Cela nous permettra de comprendre la logique derrière les rapports extra-économiques d'accumulation que nous avons énoncé au chapitre II.

Ensuite, nous survolerons certains épisodes de l'histoire colombienne en vue de retracer la genèse de la structure sociale actuelle. L'objectif est d'identifier des mécanismes d'appropriation extra-économique de richesse dans la société colombienne : les luttes pour le contrôle de l'appareil d'État pour le mettre directement au service de la reproduction des classes au pouvoir et l'appropriation de la force de travail, du produit et des biens et capitaux des paysans, ouvriers, chômeurs, etc. Alors que les luttes pour l'appropriation de l'État ont donné lieu à des guerres civiles suscitées à l'intérieur de la classe dominante ou entre celle-ci et la

classe émergente, l'appropriation à l'encontre des classes dominées a fait naître des mouvements sociaux qui questionnent les structures de pouvoir.

Pour ce faire, nous procéderons à une synthèse économique et sociale qui n'a pas l'intention de détailler plusieurs siècles d'histoire, mais de retracer l'élément qui nous semble essentiel à la compréhension globale de la structure sociale colombienne, à savoir, les rapports sociaux de domination et particulièrement l'articulation entre les mécanismes extra-économiques et les économiques d'appropriation et d'accumulation de richesse. Du fait des limites de la présente recherche et vue l'importance des événements, nous nous en tiendrons à trois événements qui illustrent, à notre avis, les particularités du 'modèle' social colombien: l'indépendance, la révolution libérale des années 1850 et *la Violencia* (1945-1954).

Cette démarche est nécessaire pour les objectifs de cette recherche, car la période correspondant à la formation du narco-paramilitarisme ne prend sa véritable importance qu'une fois considérée en tant que phénomène particulier du processus de reproduction de l'élite dominante. Dans ce contexte historique, le paramilitarisme n'est nullement un signe de faiblesse de l'État comme certains auteurs l'ont interprété⁷⁸, mais un instrument efficace d'organisation de la société et de gestion rationnelle des enjeux politiques et économiques. Nous retrouvons, dans la littérature récente sur la violence et particulièrement sur le narco-paramilitarisme, des auteurs⁷⁹ qui postulent le phénomène de violence comme mécanisme d'accumulation. Ceci dit, pour ces auteurs, l'utilisation de la violence, entendue comme la contrainte physique, serait une caractéristique du mode de production capitaliste. Ils perdent ainsi la possibilité de faire une distinction quelconque entre l'économie criminelle et

⁷⁸ Au regard des faits violents que l'État ne parviendrait pas à contrôler. Oquiste parle d'effondrement de l'État, alors que Pécaut postule la thèse de dissolution progressive de l'État en s'appuyant sur le faible degré d'autonomie de l'État face aux corporations économiques (Angarita, 2000).

⁷⁹ Voir Sarmiento, Libardo et Daniel Libreros. 2007. "Guerra, estrategia de acumulación capitalista en Colombia"

l'économie capitaliste. À notre avis, ils n'analysent pas les rapports de production, mais font une étude normative qui peut s'appliquer à n'importe quel mode de production : dans le capitalisme comme dans l'économie criminelle, l'injustice et l'exploitation sont présentes, autant qu'elles l'ont été durant le féodalisme, l'esclavagisme, etc. Ce faisant, les chercheurs en question passent à côté des spécificités des rapports propres à chaque mode de production. Il y a sans doute des parallèles à faire entre cette littérature et les approches du marxisme structurel⁸⁰ qui ont surestimé l'importance du système commercial au détriment des rapports sociaux déjà dans les années 1960 et 1970.

Cette analyse historique nous permettra de démontrer, en même temps, que, de l'indépendance jusqu'à nos jours, les changements qui ont marqué la société colombienne tirent leur origine des contradictions internes à la classe *dominante* et de celles entre classe dominante et classe *émergente*. La classe *émergente* se construit à l'abri des rapports sociaux de domination *existants* qui, tout en permettant sa création empêchent sa mobilité, son développement et son essor. La conjoncture créée par ces contradictions ne constitue pas un point de rupture avec le mode de production hérité de l'époque coloniale, mais l'influence et le transforme. En réalité, lorsque cette nouvelle classe affronte la structure de pouvoir existante (comme ce fut le cas au cours des nombreuses guerres civiles du XIX^e siècle, de *la Violencia* des années 1940 et avec le narcotrafic à partir des années 1980), la classe dominante fait preuve de suffisamment de flexibilité pour l'incorporer. C'est une preuve de résistance, car en même temps qu'elle adopte ses nouveaux membres, la structure de pouvoir en place les assimile. Des changements s'opèrent donc qui donnent lieu à une reconfiguration de la classe dominante, plus précisément à son élargissement, ce que reflète l'existence de rapports nouveaux dans l'ensemble social, rapports qui n'ébranlent pas la prépondérance du pouvoir politique bien en place mais au contraire le consolident.

⁸⁰ Nous avons traité de cette littérature dans le chapitre I. Il s'agit principalement de la théorie du système-monde et de celle de la dépendance.

3.1 ÉCONOMIE CONTEMPORAINE : PORTRAIT D'UNE ARTICULATION

Bien qu'il n'y ait pas de théorie concluante sur le caractère de l'économie colombienne, la pensée dominante repose sur une acceptation tacite : celle de l'existence du capitalisme. Toutefois, Kalmanovitz (2001, p. 250) a remarqué que, jusqu'aux années 1970, la littérature parle d'une économie précapitaliste, négligeant de prendre en considération les rapports de production capitalistes existants :

Tout ce processus de développement intensif, violent et contradictoire a pu à peine être compris et interprété par les courants dualistes ou cepaliens et par la théorie radicale du sous-développement, lesquels, en Colombie comme dans le reste de l'Amérique latine, ont plus souligné l'apparente stagnation de la production et les effets désastreux du capitalisme comme le chômage et les bas salaires, la *Violencia* elle-même qui accompagne le changement, que le cœur même du problème : l'avancée des relations sociales de production capitalistes en rapport proportionnel inverse à la perte d'importance du travail familial de la petite production parcellaire et artisanale, quoique ce processus a été et reste encore un processus profondément inégal et contradictoire⁸¹

Mais le temps où les études socio-économiques questionnaient la nature de l'économie est révolu. Aujourd'hui, autant pour le défendre et le rendre plus efficace que pour le critiquer, le caractère capitaliste du mode de production est accepté par tous, à tel point qu'il n'est même plus un sujet de discussion. La libéralisation croissante de l'économie (marché et finances) fait penser que *l'économie globale* est capitaliste. À ce sujet, il faut aussi noter que le concept de développement est assimilé par la plupart des auteurs à celui de « développement industriel » et est facilement échangeable avec l'idée de capitalisme et avec les termes « libéralisation des

⁸¹ “Todo este proceso de desarrollo intenso, violento y contradictorio apenas pudo ser comprendido e interpretado por las corrientes dualistas, cepalinas y la teoría radical del subdesarrollo, las cuales en Colombia, al igual que en el resto de América Latina, enfatizaron más el aparente estancamiento de la producción y los efectos desastrosos del capitalismo, como el desempleo y los bajos salarios, la misma *Violencia* que acompaña el cambio, que el corazón mismo del problema: el avance de las relaciones sociales de producción capitalistas, en razón inversa al debilitamiento de las relaciones de servidumbre características de la *hacienda* y la pérdida de importancia del trabajo familiar de la pequeña producción parcelera y artesanal, aunque sí era cierto que este proceso era y es profundamente desigual y contradictorio”.

marchés ». Développement et industrialisation renfermant la même idée de compétitivité et de croissance économique⁸². Ainsi, ce qui est en question n'est pas le caractère du mode de production mais le niveau de développement atteint par le capitalisme. Ce conformisme intellectuel et politique, qui est valide pour la presque totalité des pays du continent, est renforcé en Colombie par un autre facteur : l'existence manifeste de l'économie du narcotrafic et ses liens avec la violence fait qu'une partie importante des analyses économiques se centrent sur l'économie criminelle. Ainsi, on en est rendu à caractériser l'économie colombienne comme étant capitaliste ou mafieuse, ou encore à la qualifier de capitalisme-mafieux⁸³. Nous démontrerons que l'économie colombienne a, en fait, articulé le mode de production capitaliste au mode de production criminel, donnant naissance à une économie légale et à une économie souterraine.

3.1.1 État de l'économie légale

Sur quoi base-t-on la caractérisation de l'économie et de la société colombienne ? La Colombie est habitée par 42,1 millions d'habitants dont 76% vivent en ville (CEPAL, 2006). L'économie nationale semble ne pas arrêter de croître, le PIB ayant connu hausses de 6,8% en 2006 et de 7,2% en 2007 (DANE, encuestas nacionales). Les matières premières, bien qu'en décroissance, restent encore prépondérantes dans les

⁸² Certes, il existe en Colombie, comme dans la plupart des pays du continent, d'autres propositions d'économie et de société (des organisations de paysans, d'indigènes, de chômeurs, etc.) qui, par leur pratique alternative au capitalisme ont développé des conceptions théoriques très riches. Néanmoins, le traitement académique qu'elles ont reçu ne les classe pas dans le champ de l'histoire économique ou de l'économie politique, mais plutôt dans le domaine des organisations sociales.

⁸³ Un groupe de chercheurs colombiens marxistes est parvenu à conclure que l'économie colombienne a développé un « capitalisme particulier » (Silva-Colmenares. 1992 [1977] : Sarmiento et Libreros, 2007) caractérisé par une économie mafieuse. Cette analyse est celle qui nous semble saisir le plus d'éléments de la réalité colombienne. quoiqu'encore une fois, la caractérisation de cette économie comme capitaliste contredise les efforts pour caractériser le capitalisme en tant que mode de production.

exportations, leur part passant de 80,3% en 1980 à 65,3% en 2005. En même temps, la part des produits manufacturés est en hausse.

Si l'on analyse la composition des exportations, on doit conclure que l'économie légale colombienne est redevenue, comme lors de la colonie, principalement une économie d'extraction. En effet, en 1999, pétrole, charbon et produits miniers représentent 43,2 % du total des exportations, alors que la part des produits industriels est seulement de 33,5 % (López et Kalmanovitz, 2006, p. 36). De plus, les produits agricoles exportés sont principalement des bananes et des fleurs, c'est-à-dire des produits à très faible valeur ajoutée.

Les effets d'une telle structure productive sont loin d'être favorables à la croissance économique et à la compétitivité internationale. Pour ne citer qu'un de ses aspects négatifs rappelons, à la lumière des études récentes (Ocampo et Parra, 2003) que la tendance à la détérioration des termes de l'échange se poursuit toujours en faveur des pays industrialisés : "As is shown here, the far-reaching changes that the world economy underwent around 1920 and again around 1980 led to a stepwise deterioration which, over the long term, was reflected in a decline of nearly 1% per year in the aggregate indices of real raw material prices".

De plus, si l'exportation des matières premières est si importante dans la composition légale de l'économie, il faut ajouter que le revenu national provient aussi et dans une large mesure, de l'augmentation de l'endettement du pays et des transferts d'argent effectués par la diaspora colombienne à leurs familles. Ces derniers représentent la principale source d'investissement directe étrangère équivalant à 3,8% du PIB en 2003 (Cardenas et Medina, 2006).

Bref, l'économie légale colombienne reste encore largement concentrée dans la production et l'exportation de matières premières. De plus, l'investissement direct

étranger reste faible et l'argent que le pays reçoit de la diaspora va à la consommation directe des ménages et donc ne parvient pas à entraîner la tertiarisation de l'économie.

Structure des exportations colombiennes					
	1970	1971	1980	1990	1999
Café	63,4%	57,3%	60,3%	21,1%	11,4%
Charbon	0,0%	0,0%	0,3%	8,1%	7,3%
Ferroalliages	0,0%	0,0%	0,0%	2,2%	1,3%
Pétroles et produits dérivés	9,9%	10,0%	2,6%	29,0%	32,5%
Pétroles bruts	1,9%	3,4%	2,6%	6,1%	3,7%
Produits dérivés	8,0%	6,6%	0,0%	22,9%	28,8%
Exportations non traditionnelles	26,7%	32,7%	36,8%	39,6%	47,5%
Secteur agricole	7,0%	8,3%	10,9%	12,2%	11,9%
Secteur industriel	17,0%	22,1%	24,0%	25,4%	33,5%
Secteur minier	2,7%	2,3%	1,9%	2,0%	2,1%
Or	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Exportations totales	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source López et Kalmanovitz (2006)

D'ailleurs, en ce qui concerne la propriété des terres, force est de constater que la concentration s'est poursuivie, renversant les résultats de la réforme agraire qui avaient eu lieu jusqu'en 1984⁸⁴. De plus, à partir de 1984, le nombre des propriétés de plus de 500 ha a augmenté pendant que la superficie agricole utilisée a diminué, car les terres qui ont fait l'objet de concentration ne sont pas cultivées de façon intensive : les grandes concentrations terriennes sont principalement destinées à l'élevage extensif de bovins ou à la spéculation (Mondragon, 2002). La concentration, combinée à la libéralisation de l'économie, a conduit à une augmentation de 700 % des importations alimentaires (Mondragon, 2002). La

⁸⁴ Il ne faut pas pour autant penser que les politiques de réforme agraire ont touché les grands propriétaires terriens, dont seulement 1.5% des propriétés furent affectées par la réforme agraire. Ce 1.5% des terres que l'État acheta aux propriétaires pour les redistribuer furent de pauvre qualité. Le gros des terres titrées par la réforme agraire aux paysans (4 millions d'hectares entre 1963 et 1977) furent principalement des terres de colonisation qui étaient donc propriété de l'État. (Kalmanovitz, 2001).

nouvelle concentration des terres qui s'est opérée entre 1980 et 2000 s'est faite, encore une fois, à l'encontre des petites propriétaires paysans qui ont dû céder aux narco-paramilitaires 6 800 000 ha de terres fertiles (Fajardo, 2002).

3.1.2. Place de l'économie souterraine

Dans la composition globale de l'économie colombienne on retrouve aussi une part importante d'économie souterraine (entendue ici comme l'addition de l'économie informelle et de l'économie criminelle). Selon les sources officielles 58,5 % de la population économiquement active en ville est impliquée dans l'économie informelle et, donc, n'est assujettie ni à la législation du travail ni à la législation fiscale (DANE, 2007). Bien qu'il n'y ait pas de consensus dans la littérature sur l'étendue de l'économie souterraine, pour le présent travail, disons qu'elle comprend :

- l'évasion fiscale et l'ensemble de l'industrie du narcotrafic dont la culture des feuilles de coca, le processus de leur transformation et la commercialisation du produit fini
- le système de sécurité et de répression qui s'y rattachent
- le vol des terres et du bétail aux paysans
- la ponction des ressources publiques commis autant par les groupes paramilitaires que par les guérillas
- l'exportation clandestine d'or et d'émeraudes qui sert aussi au blanchissement de l'argent du narcotrafic⁸⁵.

Bien que le poids de l'économie souterraine soit difficile à quantifier, il faut admettre qu'il est très important. Ainsi, une étude a permis d'en donner un aperçu: en 2001 "en

⁸⁵ Rocha (1997, p. 158) a estimé à 15% le coût du blanchissement des narcodollars pour pouvoir les faire rentrer dans l'économie légale.

Colombie l'économie informelle a généré 37% de la production et plus du 60% de l'emploi » (Arango et *al.*, 2005, p.12)⁸⁶. Basée sur des recherches antérieures, la même étude (p. 43) donne une mesure approximative, qui tient compte de la demande d'argent comptant, pour signaler que l'économie souterraine atteint "le niveau de 58% du PIB dans les années 1980 et des niveaux plus modérés pendant les années 1990 avec un minimum de 34% en 1997, mais avec une nouvelle croissance à la fin de la période à l'étude [2003] alors qu'elle atteint près de 40%"⁸⁷. L'économie souterraine constitue sans doute un phénomène important et, pourtant, on ne parvient pas à rendre compte de certaines de ses particularités, car, dans les différentes analyses on a décidé de la voir comme une autre branche de la production capitaliste ou encore comme la 'maladie qu'il faut contenir' (Náin, Moisés, 2006, cité par Estrada, 2007). Par contre, si l'on décide d'analyser les rapports sociaux de production et de domination particuliers qui découlent de cette économie, force est de conclure qu'une partie substantielle de l'économie colombienne n'est pas produite sous des rapports capitalistes de production. La violence armée présente dans le processus de production du narcotrafic, du vol des terres, etc. permet de voir que l'économie criminelle peut être identifiée comme un mode de production en soi, qui a sa logique propre et cherche à se reproduire. En effet, comme l'affirme Estrada 2008, la rente de l'économie criminelle par le volume de liquidité peut:

"Gêner la modernisation agricole et industrielle à travers d'une série d'« effets pervers » comme les importations massives –légalles ou illégales- qui concurrencent avec succès l'agriculture et l'industrie locales. D'un autre côté, les politiques économiques (monétaristes) destinées à contrôler les pressions inflationnistes par une restriction de l'offre monétaire tendent à surévaluer la monnaie locale. entravent le développement de nouvelles exportations en diminuant alors leur participation dans la balance commerciale. En général, une involution des activités productives se produit à cause de la spéculation financière. De plus, les finances de l'État dépendent de plus en plus de telles rentes, de manière que l'ensemble de l'économie dépend de façon croissante du flux de l'économie criminelle »⁸⁸

⁸⁶ "En Colombia la economía informal generó el 37% de la producción y más del 60% del empleo"

⁸⁷ "Niveles máximos del 58% [del PIB] en los ochenta y niveles más moderados durante los noventa con un mínimo del 34% en 1997, pero con un repunte al final del período de estudio [2003], alcanzando alrededor del 40%".

⁸⁸ « obstaculizar la modernización agrícola e industrial a través de una serie de "efectos perversos" como las importaciones masivas –legales o ilegales- que compiten exitosamente con la agricultura y la

Encore une fois, il faut partir d'une définition précise du mode de production capitaliste afin d'éviter généralisations et ambiguïtés. Nous reprenons la définition du capitalisme en tant que rapport social à l'intérieur duquel la production de marchandises est accompagnée du besoin permanent d'augmenter la création de plus-value relative (c'est-à-dire d'augmenter la productivité du travail). Le mécanisme à travers lequel l'accumulation économique se fait dans le capitalisme est l'exploitation salariale que Marx a analysé dans la théorie de la valeur-travail. En d'autres termes, nous admettons une différence entre l'accumulation de richesse produite, d'un côté, par des rapports 'purement' économiques qui permettent de retracer l'existence des modes de production capitalistes et de l'autre côté par la coercition politique propre des modes de production non-capitalistes.

Considérant qu'une partie du revenu de la Colombie provient de ses exportations *légales*, composées principalement de matières premières ou de produits agricoles non transformés et à la lumière de la définition de capitalisme que nous avons vu précédemment, nous pouvons conclure qu'en Colombie la création de plus-value, propre au mode de production capitaliste, est presque inexistante⁸⁹. À ce sujet, l'annotation de Kalmanovitz (1999 [1985], p. 174) sur la différenciation entre les

industrias locales. Por otra parte, las políticas económicas (monetaristas) destinadas a controlar las presiones inflacionarias mediante una restricción de la oferta monetaria tienden a sobrevalorar la moneda local; se obstaculiza el desarrollo de las nuevas exportaciones disminuyendo, entonces, su participación en la balanza comercial. En general, se produce una involución de las actividades productivas en oficio de la especulación financiera. Además, las finanzas estatales empiezan a basarse cada vez más sobre tales rentas, de tal manera que el conjunto de la economía depende crecientemente del mantenimiento de su flujo".

⁸⁹ Ce qui, d'ailleurs, contribue à la détérioration des termes de l'échange étudié par la CEPAL et la CNUCED parce que 1) la demande des produits du secteur primaire est moins flexible que celle des produits manufacturés. Ce phénomène (Loi d'Engels) explique que, lorsque les revenus des ménages augmentent, la portion destinée à l'achat des biens premiers est proportionnellement moins importante que celle destinée à l'achat des produits industriels et des services. La rigidité de la demande fait en sorte que les exportateurs des biens à forte concentration de matières premières ne voient pas augmenter leurs revenus avec l'augmentation des exportations, car le prix du marché est fixé par l'offre et la demande. 2) l'introduction des progrès techniques dans la production fait diminuer la quantité de matières premières dans le produit final et facilite la création d'une gamme importante de produits synthétiques.

modes de production et le mécanisme du commerce est très significative, alors qu'il critique la caractérisation de l'économie comme capitaliste au XIX^e siècle : « Ocampo a malheureusement confondu le capital mercantile venant du commerce, qui a bien existé en Colombie, avec le capital qui produit des plus-values à une échelle de plus en plus large, et identifie les propriétaires des deux comme une seule bourgeoisie »⁹⁰. Il nous semble que de la même façon, on ne doit pas confondre l'économie criminelle et l'économie capitaliste, bien que le système capitaliste soit nourri par les profits de l'économie criminelle, via le blanchissement d'actifs du narcotrafic. En effet, l'économie illégale parvient à rapatrier une partie décroissante mais non négligeable de ses profits, qui en 1989 auraient été supérieurs à 6 000 millions de dollars (Rocha, 1997) et s'intègrent sans résistance dans l'économie légale (Sarmiento, 2006 ; Rensselaer et Thoumi, 1998).

Bien que la productivité de l'économie colombienne soit loin de celle d'une économie capitaliste, elle a atteint des indices de croissance semblables à ceux des économies développées. Pour comprendre ce phénomène, pour savoir comment une économie faiblement industrialisée ou développée peut présenter une croissance similaire à celle des économies développées, il faut saisir les processus qui ont déterminé la configuration actuelle de l'économie et de la société.

Nous proposons d'analyser cette dynamique comme faisant partie du processus d'articulation des modes de production. Cette articulation a permis d'augmenter les flux des échanges et la liquidité de l'économie sans faire s'écrouler les rapports sociaux que soutiennent les deux modes de production, à savoir le capitaliste et le criminel. Un tel processus est évidemment le résultat de rapports sociaux complexes de production, de domination et de résistance qui, dans la confrontation, ont donné

⁹⁰ "Ocampo ha confundido desafortunadamente el capital mercantil surgido del comercio, que sí se dio en Colombia, con el capital que produce plusvalía en una escala cada vez mayor, y a los propietarios de ambos los identifica como una sola burguesía".

naissance à de nouvelles configurations de classe. Pour approfondir la compréhension de cette réalité, nous recourons à Brenner (1997, p.14) qui postule que deux conditions minimales sont nécessaires à l'existence du capitalisme

“The social-property relations which, minimally, make for this combination of necessity and freedom - which I would call capitalist – are characterized by:

1. the separation of the direct producers from their full means of subsistence (not necessarily means of production) and
2. the absence of economic actors (exploiters) able to maintain themselves by taking a surplus by extra-economic coercion (forceful political means) from the direct producers.”

La majorité de la population colombienne, concentrée en ville, dépend du marché (du travail et des marchandises) pour sa subsistance : le processus de dépossession des producteurs directs ayant été presque ininterrompu depuis des siècles, les communautés que pratiquent une économie d'autosubsistance sont peu nombreuses⁹¹.

Alors, pourquoi le mode de production capitaliste ne parvient-il pas à s'imposer et accepte-t-il plutôt de coexister avec d'autres modes de production? Rey (1973) postule que l'articulation est possible quand la « réalisation économique » des modes de production non capitalistes satisfait suffisamment les besoins de circulation du capitalisme et ceux de reproduction des autres modes de production. Nous ne voudrions pas limiter l'analyse à ces faits car il est facile de tomber dans des interprétations fonctionnalistes des dynamiques sociales, il demeure néanmoins,

⁹¹ Roldán (2005) a établi que seulement certaines communautés autochtones parviennent à produire principalement pour leur consommation, alors que la grande majorité offre une partie de plus en plus importante de sa production au marché, en vue tantôt de se procurer d'autres biens de subsistance, tantôt d'acheter des moyens de production. L'auteur identifie cinq groupes de communautés en Amérique latine en selon les rapports de production qu'elles entretiennent: “Comunidades con tierras colectivas propias y una larga vinculación a la economía de mercado con actividades agropecuarias reducidas; Comunidades con poca tierra o sin ella y una larga vinculación a la economía de mercado; Comunidades con tierras propias y medianamente articuladas a la economía de mercado, dedicadas a actividades agropecuarias, artesanales, turísticas, y caza y pesca; Comunidades de regiones selváticas o periféricas y/o distantes de los grandes centros metropolitanos y polos de desarrollo económico; Comunidades indígenas de regiones selváticas periféricas muy afectadas por la colonización o por actividades extractivas”.

qu'en Colombie, l'économie capitaliste n'est pas devenue prédominante et que le marché ne parvient pas à réguler l'ensemble de l'économie. Il s'avère que le capitalisme est concurrencé par d'autres modes de production, par d'autres « acteurs économiques » capables d'assurer leur reproduction par des moyens politiques, c'est-à-dire par des rapports de production extra-économiques. L'existence de ces rapports extra-économiques fait en sorte que le capitalisme n'est obligé ni capable d'incorporer à sa dynamique, la plus grande partie de la population économiquement active.

En se reproduisant, les différents modes de production se transforment et s'articulent. Si l'on prend en compte les indices du chômage et ceux du sous-emploi en Colombie, la population économiquement active qui se retrouve au chômage (qui n'est pas articulée au mode de production capitaliste ou salarié) peut atteindre, dans la réalité, 30% de la population totale. Comment survit-elle ? Certes, la solidarité, le tissu social, le petit commerce, le troc de biens et des services jouent un rôle non négligeable, néanmoins, si le capitalisme avait à affronter son propre déséquilibre, il s'effondrerait : pas seulement parce que le marché serait trop réduit ou qu'une partie de la population connaîtrait la famine, mais parce que l'ampleur du problème social mettrait en péril la stabilité même du mode de production et que tous ces facteurs ensemble l'empêcheraient de créer les conditions de sa reproduction. Même si l'on ne peut établir la proportion précise de chacun des modes de production, il est clair que des modes de production autres que le capitalisme et l'autosubsistance servent à articuler l'ensemble social⁹². Ainsi, l'appropriation de vastes superficies de terre et la

⁹² Pour ce qui est des modes de production, Cox (1987) distingue les modes de reproduction et les modes de développement. Les modes de reproduction sont ces modes de production qui ne cherchent ni l'accumulation ni l'expansion mais qui cherchent, néanmoins, la reproduction de la structure et de l'ordre social, alors que les modes de développement sont les modes de production capitalistes et redistributifs. Chacun de ces modes de reproduction ou de développement a vu émerger des « modes of social relations of production » ou des RSP particuliers qui n'ont pas pour autant disparu et dont il est possible de retrouver des analogies au long de l'histoire. Cox rappelle que, pour les régions « en développement », cela veut dire que le caractère précapitaliste de ces économies définit la spécificité des sociétés et la place périphérique qu'elles ont dans le système international.

violence politique exercée par la classe dominante n'ont pas créé les conditions suffisantes pour que les RSP capitalistes deviennent prépondérants, comme on aurait pu le croire.

3.2 L'ACCUMULATION COMME ACTE DE SOUVERAINETÉ : PREDOMINANCE DE L'EXTRA-ECONOMIQUE

Les caractéristiques du système politique et de l'économie colombienne ont été l'objet d'analyses diverses⁹³. Nous nous en servons pour mettre en lumière certains aspects qui permettent de comprendre pourquoi la classe dominante se reproduit, dans une grande mesure, par des mécanismes politiques plutôt qu'économiques. Nous insisterons donc sur les conditions matérielles de la production et sur ses rapports sociaux particuliers, pour voir comment les nouvelles réalités sont, à la fois, en rupture et en continuité avec l'organisation sociale dont elles émergent.

3.2.1 Économie extravertie et régime répressif : les séquelles coloniales après l'indépendance

On ne saurait parler du modèle économique colombien sans faire mention des implications que la colonie espagnole eut sur cette société et son économie. Les institutions féodales importées par la métropole en territoire colombien, ainsi que celles créées sur la structure sociale existante, ont créé un mode de production servile

⁹³ Un autre aspect du système politique, aussi soulevé avec insistance par la littérature, est l'aspect partisan et idéologique. Pour les objectifs de la présente recherche, nous tenons à souligner le caractère central de la politique dans l'économie sans vouloir méconnaître ou infirmer d'autres analyses. Pour s'informer sur les analyses empiriques dans cette ligne de pensée, en plus des différents traités d'histoire économique et politique, on peut consulter les travaux de Guillén Martínez, Fernando. 2006 [1979]. *El poder político en Colombia*, quatrième édition, Collection La línea del horizonte, Santafé de Bogotá: Editorial Planeta; ainsi que l'œuvre de Jaime Jaramillo Uribe. les travaux des *Violentologues* (voir supra chap. 1), entre autres.

ou semi-féodale qui, tout en se transformant au cours des siècles, a résisté à d'autres modes de production dans lesquels il est imbriqué de nos jours. L'encomienda⁹⁴, la mita⁹⁵, la réserve autochtone ou *resguardo*⁹⁶ étaient pour la plupart des institutions purement féodales et devaient assurer que les autochtones habitent à l'intérieur de l'encomienda et qu'ils remplissent leurs obligations tributaires. À propos de ces tributs, Tirado Mejía (2001 [1998], p. 27) signale que :

Aux tributs que les autochtones devaient payer aux encomenderos, on donnait le nom de *demora*. Il comprenait le tribut pour l'encomendero, les pensions particulières, le cinquième pour le roi, la rétribution pour le curé doctrinaire et le salaire pour les corregidores. La *demora* était payée deux fois par année, le jour de San Juan et de Noël⁹⁷

Les institutions coloniales se sont développées et transformées, pendant trois siècles, suivant les impératifs de l'Espagne et les ambitions des conquérants. Or, les intérêts de l'Espagne et de ses représentants dans les colonies sont parfois divergents et font apparaître des contradictions : si au début de la période coloniale, les intérêts de l'Espagne se limitent principalement aux métaux précieux provenant du nouveau continent, à partir du XVIII^e siècle, l'Espagne voit dans les colonies un débouché pour ses manufactures et une source d'approvisionnement d'autres matières premières (Tirado Mejía, 2001 [1998]). Les contradictions dont nous faisons mention ont rapport, principalement, au traitement des autochtones et aux restrictions sur le

⁹⁴ Par l'encomienda, un conquistador recevait de la couronne un groupe d'indigènes pour les catéchiser dans la foi catholique. Les indigènes devaient fournir un tribut pour la couronne et prêter des services à l'encomendero qui disposait ainsi de la main-d'œuvre des autochtones. (Guillén Martínez, 2006 [1979])

⁹⁵ On distingue trois types de mita : l'agraire, la minière et d'ouvrage (manufacture textile). La mita était une unité de production, qui vinculait les indigènes au travail obligatoire en échange duquel ils recevaient un salaire qui devait être suffisant pour survenir à sa subsistance et pour payer le tribut de l'encomienda.

⁹⁶ Terres communautaires octroyées aux autochtones par la couronne.

⁹⁷ "A los tributos que tenían que pagar los indigenas encomenderos se les daba el nombre genérico de *demora*, la cual comprendía el tributo para el encomendero, las pensiones particulares, el quinto para el rey, el estipendio para el cura doctrinero y el sueldo para los corregidores. La *demora*, [se pagaba] dos veces al año, en el día de san Juan y en Navidad".

commerce et la production imposées aux colonies. Effectivement, alors que la couronne a intérêt à garantir la survie des autochtones, source de travail et de tributs, les *encomenderos* ne perdent rien à les exploiter jusqu'à la mort. De la même façon, l'Espagne monopolise le commerce et la production pour protéger son économie au détriment des intérêts des créoles, devenus l'élite des colonies. La transformation des institutions coloniales est aussi influencée par les intérêts des commerçants, qui contestent les restrictions au commerce sortant des colonies ainsi que les restrictions sur la production des colonies.

De plus, dans la mesure où le métissage et les travaux forcés font diminuer la population autochtone, seule à produire et à payer les tributs, les relations sociales doivent se réorganiser pour permettre la reproduction des colonisateurs espagnols. Les privilèges politiques et économiques que les *encomienderos* tirent du contrôle de la main-d'œuvre autochtone devient insuffisants dans une société largement exemptée du tribut. (Guillén Martínez (2006 [1979]), p. 102). Dans ces conditions, la source du pouvoir doit se déplacer et la propriété de la terre est enlevée aux autochtones : c'est la naissance des haciendas. Guillén (*idem.*, p. 122) conclut ainsi que « à partir de ce moment, c'est le titre légal sur la terre le garant de l'accès à la main-d'œuvre bon marché et la soumission des travailleurs »⁹⁸

Ces transformations, ainsi que le mouvement indépendantiste, comptent avec le concours de tous les bénéficiaires de la couronne, soit cette aristocratie créole dont font partie les *encomenderos* qui, pour la plupart deviennent propriétaires d'*haciendas*. Ils jouissent du pouvoir royal sur les terres ainsi que sur la population (autochtone et esclave notamment) et les ressources.

⁹⁸ « de ahí en adelante es el título legal sobre la tierra el que garantiza el uso barato de la mano de obra libre y la sumisión vital de los trabajadores »

Bien que l'indépendance définitive de la Colombie soit acquise en 1819⁹⁹, elle n'est pas suivie d'importants changements dans les structures sociale et économique instaurées par la métropole. L'indépendance ne change pas la logique profonde d'accumulation coloniale mais la transfère aux autorités républicaines qui sont, dans une large mesure, les latifundistes¹⁰⁰, les propriétaires d'esclaves et les commerçants créoles. Les intérêts de cette aristocratie ne sont pas affectés par les changements de l'indépendance, car ils en sont les protagonistes. C'est pour cela qu'historiens et économistes affirment que l'indépendance changea peu la structure de production et de domination (Kalmanovitz, 1999 [1985]). Dans les mots éloquentes du sociologue et historien Fals Borda (cité dans Tirado Mejía, 2001 [1998], p. 104): "El grito de Independencia, como se ha dicho tantas veces, no implicó un apartamiento radical de la forma de vida señorial: era mas que todo una operación de tipo formal, un cambio en el personal de guardia".

L'économie de la nouvelle république indépendante garde les principales caractéristiques héritées de la colonie, à savoir, une économie fragmentée dont les excédents sont commercialisés en premier lieu avec l'étranger. De plus, on compte aussi avec les exportations, principalement d'or, auxquelles s'ajoutent d'autres tout aussi importantes comme celles du tabac et de la quinine à partir du milieu du XIX^e siècle (Tirado, 2001) et du café vers la fin du même siècle. En général, l'agriculture et l'élevage sont extensifs et basés sur le grand latifundio. La géographie accidentée du pays et la précarité des voies de communication contribuent à installer cette structure où la propriété terrienne devient en elle-même un symbole de pouvoir. Les esclaves continuent à produire pour leurs maîtres et les paysans restent attachés aux *haciendas* en fonction de rapports sociaux dans lesquels l'accumulation extra-économique

⁹⁹ Une première déclaration contre les autorités représentant le roi eu lieu en 1810, mais cette déclaration respectait l'autorité du roi et visait la reconnaissance de la Gran Colombia comme un territoire de l'Espagne. De plus, l'Espagne reprend le pouvoir et n'est pas vaincue définitivement qu'en 1819.

¹⁰⁰ L'acception retenue du mot latifundiste dans ce travail fait référence au grand propriétaire terrien qui exploite sa propriété de façon extensive, se servant des paysans dont la dignité est souvent bafouée.

prédomine sur les rapports marchands. Ces rapports se prolongent, par exemple, par l'obligation faite aux paysans de payer un tribut, puis une rente en travail ou en argent, pour accéder à la terre, ou encore de payer des frais de « passage » pour l'utilisation de chemins qu'ils ont, dans bien des cas, eux-mêmes aidés à construire : toutes des relations sociales qui ont été qualifiées, avec précision, de « serviles ».

Quoi qu'il en soit, l'histoire de la Colombie et de son 'passage au capitalisme' entame après l'indépendance un long processus dans lequel plusieurs historiens ont cru voir apparaître, en différents moments, les caractéristiques du mode de production capitaliste. Il s'agit d'une tendance récurrente à la réification du capitalisme et donc à négliger ou à ne pas prendre en compte le contexte social dans lequel les modes de production prennent place. Ainsi ceux qui ont annoncé le capitalisme sont par la suite contredits par d'autres études qui constatent la persistance des rapports de production non-capitalistes. Même la révolution libérale du milieu des années 1800, qui représente un autre moment important dans l'histoire socio-économique de la Colombie, n'est pas parvenue à transformer les RSP, comme il ressort de l'analyse qui suit.

3.2.2 La Révolution du mi-siècle : persistance des rapports de production serviles.

Selon plusieurs études, les réformes 'libérales' (1848-1854) visent la transformation de ce qui reste de la société coloniale pour l'adapter « aux exigences du capitalisme ». Dans les mots de Tirado Mejía (2001 [1998], p. 104) "...sólo en 1849, cuando la burguesía comerciante, en unión de los artesanos y del pueblo rompió la estructura colonial, quebrantó a los terratenientes e implantó formas de producción capitalistas en el país, puede decirse que se logró la revolución".

Analysons les réformes libérales, dont fait mention Tirado Mejía, pour comprendre les alliances, issues des guerres, qui se tissent autant entre partis libéral et conservateur qu'entre industriels et latifundistes. Les dites réformes s'amorcent sous la présidence du général conservateur Mosquera¹⁰¹ (1845-1849) avec la diminution des barrières tarifaires.

Ces réformes, qui s'étendent sur dix ans, ont un impact significatif sur l'organisation sociale et sur les relations de production en place. Durant cette période, l'esclavage est aboli (1852), les biens de l'Église mis en vente et les Jésuites expulsés du pays. Les institutions coloniales des *resguardos* et des *ejidos*¹⁰² sont aussi supprimées mettant sur le marché les terres des autochtones et les terres incultes qui appartenaient à l'État. De plus, l'abolition de la dîme et du monopole du tabac et de l'aguardiente stimulent la production en libérant le commerce de ses entraves. L'ensemble de ces mesures donnent un nouveau élan à la libération de la main-d'œuvre autochtone et esclave, en même temps qu'il favorise une ré-concentration de la terre qui passe aux mains des militaires (pour les récompenser des services rendus à la patrie) et des politiciens libéraux. Remarquons dès maintenant que si les intérêts du parti libéral coïncident, à son début, avec ceux des esclaves, des manufacturiers et des commerçants, cette harmonie ne dure pas du fait de l'opposition entre les commerçants favorables au libre marché et les manufacturiers protégés par les barrières protectionnistes. Par la suite, l'identité idéologique du parti libéral, autant que celle du parti conservateur, se dissipe pour être remplacée par les intérêts convergents de la classe dominante bipartite (industrielle-latifundiste et commerciale), que nous appellerons aussi élite traditionnelle.

¹⁰¹ Bien qu'il puisse sembler contradictoire de voir un militaire conservateur mener des transformations libérales, il faut rappeler que les différences idéologiques entre les partis libéral et conservateur sont, dans une large mesure, nominales. Voir à ce sujet Sánchez (1998).

¹⁰² Terres communautaires désignées par la couronne au pâturage.

Ces réformes s'accompagnent d'une reconfiguration de la classe dominante : la séparation entre commerçants, industriels et latifundistes devient moins tranchée. Cette lecture de la réalité remet en question l'analyse la plus généralisée de l'histoire de ce pays, qui associe le parti libéral aux intérêts d'une bourgeoisie nationale industrielle, pro libre-marché et prônant la « laïcité » de l'État, et le parti conservateur à une classe dirigeante conservatrice et latifundiste, caractérisée par ses liens avec l'église.

En effet, comme nous l'avons vu, la première tentative de réforme agraire (1862), qui tâche de résoudre « el árduo e inmenso problema de la distribución equitativa de la propiedad »¹⁰³ par la vente des grandes propriétés terriennes de l'Église, ne fait que faire passer ces propriétés dans le giron des grands commerçants et des généraux libéraux (Tirado, 2001, p. 127-8). Ces phénomènes sociaux complexes, à caractère économique et politique, ont abouti à la formation d'une élite dominante composée par des latifundistes et des puissants industriels alliés aux investisseurs étrangers. Une fois passée la période révolutionnaire, les protagonistes de la révolution du milieu du XIX^e siècle laissent tomber les idéaux qui les inspiraient. Colmenares (1984, p.54) analyse ainsi leur changement de discours :

...Une fois la conscience bourgeoise suffisamment consolidée, à peine mentionnait-t-on avec indulgence les luttes engagées un peu inconsciemment par la jeunesse ...on cherchait à minimiser les différents. à évoquer d'un ton aimable et anodin les polémiques ardentes. En un mot, on cherchait à minimiser la victoire obtenue et à la transformer en une succession d'anecdotes agréables¹⁰⁴

¹⁰³ Rafael Nuñez, secrétaire de Finances en 1862, sous le gouvernement Tomás Cipriano de Mosquera dans son troisième mandat.

¹⁰⁴ "...cuando la conciencia burguesa se ha consolidado suficientemente, apenas se abocarán con tolerancia las luchas en que se comprometió la juventud un poco inconscientemente...quieren limarse las asperezas, recubrir de un tono amable y juguetón las polémicas ardentes. en una palabra, minimizar la victoria alcanzada y convertirla en una sucesión de anécdotas amenas"

Cette renonciation à la révolution que synthétise ainsi Colmenares, ne doit pas mener à des confusions : elle est le signe de la réussite de la révolution et non d'une quelconque repentance. La révolution du milieu du XIX^e siècle est, dans ses objectifs, semblable à toutes les révolutions et guerres civiles qui lui succéderont pendant ce siècle : elle ne cherche pas à ébranler l'ordre établi, mais plutôt à négocier l'inclusion d'une classe émergente dans le système. Dans les mots de Sánchez (1998, p. 20) :

L'enjeu de ces guerres n'était donc pas la prise du pouvoir, le changement du système ou la substitution d'une classe politique par une autre, comme dans les révolutions. Ce qui se jouait là c'était simplement la participation administrative et l'incorporation des forces, qui avaient été occasionnellement exclues de l'appareil institutionnel.

On compte 14 guerres civiles au XIX^e siècle. En les analysant, Sánchez trouve quatre motifs principaux pour ces guerres :

- les luttes entre centralistes et fédéralistes ;
- les modèles de développement ;
- la relation tripartite entre église, État et partis politiques ;
- la conduite des guerres.

Ce sont, certes, des aspects sur lesquelles les différents acteurs ont une vision différente, mais cette liste n'est pas exhaustive : on peut l'élargir en tenant compte d'autres questions locales conflictuelles. Néanmoins, on ne peut pas expliquer les guerres par l'existence de contradictions. Ce qu'il faut retenir, c'est que l'utilisation de la force n'est pas exercée de façon exclusive par le pouvoir central, parce que la souveraineté même de l'État est encore fragmentée. Ces guerres surgissent de la rivalité entre les seigneurs latifundistes qui détiennent leurs propres armées et leurs propres structures de pouvoir local et qui cherchent à s'accaparer le pouvoir central, le pouvoir politique à travers duquel ils se reproduisent économiquement et socialement.

Parallèlement, les guerres civiles du XIX^e siècle ont lieu dans un contexte où l'*hacienda*, qui n'est plus esclavagiste à proprement parler mais semi-servile, prend tout son essor avec la fin des *réerves* autochtones : expulsée de la terres, la main-d'œuvre autochtone est accaparée par les latifundistes. Les rapports sociaux qui entourent la production de l'*hacienda* sont en général très violents et les producteurs directs ne jouissent d'aucun droit. Les relations serviles de production de l'*hacienda* ne se limitent pas à la subjugation des autochtones, dont la démographie diminue ostensiblement, mais s'étendent aussi aux métisses et aux blancs pauvres, alors que la précarité de la main-d'œuvre contraint le propriétaire à fixer le travailleur à sa terre donnant ainsi naissance au métayage adjacent à l'*hacienda*. Il devient clair que la domination ne relève plus seulement de questions de race et que la propriété de la terre devient le vecteur central d'accession au pouvoir. A ce sujet, Bejarano (1983, p. 11) affirme que « todo parece indicar que al correr de finales del siglo, y durante el siglo XIX, las relaciones serviles en el campo se consolidaron aún mas ». C'est le cas de la structure économique de l'*hacienda* caféière dans les départements de Santander, Santander du Nord, Cundinamarca et Tolima (Kalmanovitz, 1999, p.166-230). Encore au début du XX^e siècle, l'exploitant qui loue une parcelle se transforme en quasi serf à cause des artifices des latifundistes, principalement l'endettement : connu comme *peonaje por deudas*, les relations qui en découlent sont semi-serviles¹⁰⁵. Les *arrendatarios* ou exploitants sont empêchés de produire des cultures commercialisables, telles que la quinine et le café, et ne reçoivent généralement pas de salaire ou sont payés dans une monnaie échangeable seulement dans les magasins que possède le latifundiste. L'essor et la prospérité de l'économie cafetière reposent en partie sur les faibles salaires ou l'absence totale de salaire (Bejarano, 1983). Urrutia est très clair: « es precisamente la baja de los salarios la que permite el gran desarrollo de la actividad cafetera » (cité dans Kalmanovitz, 1999, p. 183).

¹⁰⁵ Molano. (1987 [2006]) décrit le même système d'endettement mais cette fois, présente dans la région du Guaviare au milieu du XXI^e siècle.

Ces différents aspects de la production permettent de voir que le principal rapport existant entre les paysans et les seigneurs n'est pas un rapport économique (dans le sens d' « offre libre de travail »), mais un rapport de coercition exprimé par l'exercice du pouvoir politique et cela bien après la révolution de 1850.

Ces rapports d'exploitation semi-serviles et le mécanisme politique d'accumulation de capital qui les accompagne, servent de base à la vague d'industrialisation qui débute avec le XX^e siècle et imprègnent la société à un point tel que la Colombie d'aujourd'hui en reste encore marquée. Pour comprendre l'incidence des rapports extra-économiques dans le processus d'industrialisation, il est important de remarquer que l'accumulation de capital nécessaire au démarrage industriel, provient, dans une large mesure, de l'économie du café, grande génératrice de devises. De même, la dynamique sociale qui anime la première vague d'industrialisation, peut servir à comprendre le modèle de développement de la Colombie, encore une fois basé sur l'appropriation de la plus-value directe.

3.2.3 L'industrialisation : *Violencia* et politique en tant que mécanismes d'accumulation

La transformation du mode de production servile des *haciendas* et de la production minière du début du XX^e siècle-, ne se fait pas linéairement vers le capitalisme. Voyons comment se sont transformées ces relations sociales et pourquoi les *hacendados* choisissent l'appropriation de la plus-value absolue et la logique rentière, au lieu d'entreprendre des processus organisationnels qui leur permettraient de profiter de la plus-value relative, propre à la rationalité capitaliste et cela malgré la présence du marché, largement considéré dans la littérature sociopolitique comme le porteur du capitalisme.

Une fois passée la guerre des Mille Jours (1899-1902), la Colombie semble parvenir à stabiliser le système politique et social en évitant les guerres et cela jusqu'à *la Violencia* (1945). Pour certains auteurs, cette période est exceptionnelle. Angarita, soutient, par exemple, qu'entre 1930 et 1942, alors que le parti libéral était au pouvoir, l'État colombien réussit à exercer une fonction d'entité publique régulatrice et représentative des intérêts généraux. Il est vrai qu'après 1902 les actes de violence ne sont plus généralisés à l'ensemble du territoire, mais il ne faut pas pour autant en conclure qu'il s'agit là d'une vraie période de stabilité. Jusqu'à présent, les grands propriétaires terriens sont les seuls à contrôler le pouvoir de l'État. Si les guerres civiles du XIX^e siècle ne visent que l'inclusion dans la structure du pouvoir et ne cherchent pas à transformer celle-ci, les organisations sociales qui émergent dans les années 1920, elles, la remettent en question. À partir des années 1920, des secteurs importants de la société font irruption dans la vie politique par l'entremise des syndicats ouvriers et agricoles, des partis politiques comme le parti communiste et des mobilisations des mouvements autochtone et paysan, entre autres. L'élite dominante n'hésite pas à les réprimer dès le début, donnant lieu à un processus répressif supra-partisan qui permet, entre autres, la création des forces armées en tant qu'institution nationale. La professionnalisation des forces armées colombiennes commence en 1907, sous l'égide du président Rafael Reyes. Un autre facteur qui, paradoxalement, concourt à la stabilité de cette période est la guerre avec le Pérou. En 1932, les péruviens occupent la ville de Leticia dans l'Amazonie colombienne. Cette guerre, qui s'étend jusqu'en 1934, suscite un large sentiment de nationalisme et de patriotisme au nom de la défense de l'intégrité territoriale colombienne. Ce sentiment nationaliste réussit à minimiser l'importance des graves problèmes sociaux ainsi que des divisions à l'intérieur de l'élite dominante (Pizarro, 1987a).

Dans la période qui précède *la Violencia*, la répression du mouvement social et l'esprit nationaliste servent à consolider certaines institutions de l'État. C'est dans ce contexte que les gouvernements libéraux qui se succèdent à partir des années 1930 et

la force des secteurs industriels et financiers viennent encore élargir la classe dominante. *La Violencia* (voir supra chapitre II, p. 50-54) se caractérise par un sectarisme politique exacerbé qui sert à provoquer la terreur¹⁰⁶. Sa première phase est l'objet d'intenses débats politiques, notamment entre 1947 et 1949 (Pizarro, 1987b). Les libéraux majoritaires au parlement y dénoncent le rôle de la Police, au service du gouvernement conservateur d'Ospina Pérez (1946-1950), dans les assassinats politiques. Il faut rappeler, néanmoins, que la répression contre les mouvements sociaux et contre les paysans, en particulier, commence à s'intensifier sous la présidence de Lleras Camargo¹⁰⁷ (1945-1946) et qu'elle s'accroît encore après la mort de Jorge Eliecer Gaitán (1948). Ce sont les régions qui avaient montré les plus grands niveaux d'organisation sociale à partir des années 1920 qui font particulièrement l'objet de cette vague de violence. La répression contre les paysans donne naissance aux guérillas libérales qui émergent à partir de 1949 comme des mécanismes d'autodéfense face à *la Violencia* et représentent autant les partis interdits que les communautés paysannes. C'est pourquoi plusieurs auteurs affirment, avec raison, que *la Violencia* a supprimé les espaces de participation politique qui seront revendiqués dorénavant par la voie de la lutte armée (Pizarro, 2004 ; Sánchez, 1988).

En 1950, Laureano Gómez arrive à la présidence. Il est membre de l'Association Patriotique Économique Nationale (APEN) qui, en 1937, annonce sa décision de

¹⁰⁶ Sur l'aspect politique de *la Violencia* et plus largement sur l'appartenance partisane des « parties affrontées » dans cet épisode, il est important de rappeler que le bipartisme a été le recteur du système de partis en Colombie. Les partis libéral et conservateur ne représentent pas des allégeances de classe. Ils sont des partis multi-classistes dont participent, à différents degrés certes, autant le citoyen le plus pauvre que le plus riche entrepreneur. Cette réalité semblait mise en question avec l'apparition d'une grande quantité de petits partis liés aux intérêts du narcotraffic lors des élections de 2002. Néanmoins et sans que cela soit encore définitif, un retour dans les partis traditionnels semble s'être amorcé avec les élections de 2006.

¹⁰⁷ D'appartenance libérale, Alberto Lleras est reconnu par ses politiques antisyndicales. En 1945 il substitue Alfonso López Pumarejo pour compléter sa période présidentielle. López a dû renoncer par les pressions des élites des deux parties qui le qualifient de communiste. Lleras joue un rôle important pour balayer Rojas Pinilla du pouvoir en 1953 puis dévient le premier président sous le Front National entre 1958 et 1962.

« combattre pour récupérer le pouvoir ». Gómez représente les intérêts des grands latifundistes qui résistent à la réforme agraire libérale. Il représente aussi le secteur le plus conservateur de l'élite dominante, sympathisant du phalangisme espagnol. Malgré cela, Gómez entretient de bonnes relations avec les États-Unis qui 'aident' la Colombie en lui fournissant formation militaire et armement de façon soutenue à partir de 1951, date de la signature du Programme d'assistance militaire (PAM), (Pizarro, 1987b). Rappelons que, déjà en 1947, Jorge Eliecer Gaitán dénonce des livraisons illégales d'armes provenant des États-Unis, un événement que Pizarro raconte ainsi (1987a) :

Le 13 septembre 1947 Gaitán revela au Sénat que le gouvernement avait importé clandestinement, dans des avions étatsuniens, des armes de la zone du Canal de Panamá et qu'il les avait stocké dans le parc militaire de l'ambassade des États-Unis en Colombie violant la loi qui interdisait l'importation d'armes par des organismes autres que le Ministère de guerre [...] avec des preuves irréfutables, il dénonça l'importation illégale d'une cargaison de gaz pour une valeur de \$465.000 reçus par l'attaché militaire de l'ambassade des États-Unis¹⁰⁸

Lorsque l'attitude radicale de Gómez menace les intérêts du bloc dominant, la décision est prise de le renverser et la candidature du Général actif Rojas Pinilla fait consensus. En 1953, autant le parti conservateur que le parti libéral deviennent alors les protagonistes du dernier coup d'État militaire en Colombie. La 'dictature' de Rojas dure trois ans et compte avec l'appui presque unanime de l'élite dominante. Mais cet appui disparaît lorsque le Général, mû par son ambition de garder le pouvoir, commence à se conduire de façon autonome et à prendre des mesures populistes en vue d'élargir sa base sociale. L'élite du pays forme alors dans le « Front Civil » (terme utilisé par opposition au gouvernement militaire) et utilise la grève générale pour obliger le Général Rojas à céder le pouvoir à une junte militaire et à

¹⁰⁸ "El 13 de septiembre de 1947, Gaitán reveló en el Senado que el gobierno había importado clandestinamente, en aviones estadounidenses, armas de la Zona del Canal de Panamá, y que las había almacenado en el parque militar de la Embajada de los Estados Unidos en Colombia, violando normas legales que prohibían su importación por organismos distintos al Ministerio de Guerra [...] con documentos incontrovertibles denunció la importación ilegal de un cargamento de gases por un valor de \$465.000, que recibió el agregado militar de la embajada de los Estados Unidos".

quitter le pays. La grève est reconduite jusqu'à ce que la junte militaire, mise en place par Rojas, reconnaisse publiquement son caractère transitoire et s'engage à mettre en place les mécanismes permettant un prompt retour à un gouvernement civil.

L'élite, qui avait amené Rojas au pouvoir puis qui le renverse par la grève, apparaît comme la responsable du rétablissement de la démocratie (Pizarro, 1988). De plus, en formant un gouvernement de coalition, la classe dominante devient un acteur de la paix. *La Violencia* se termine donc sans qu'aucune concession sociale n'ait été faite et alors que les militaires bénéficient d'une impunité totale (Pizarro, 1988). La classe dominante met alors en place la formule du Front National : pour les 16 ans suivants (1958-1974), le pouvoir, à tous les niveaux, est administré conjointement et équitablement par les libéraux et les conservateurs qui s'échangent par ailleurs la présidence à tour de rôle. Par cette formule, l'alliance traditionnelle arrive à se renouveler et à s'institutionnaliser encore une fois.

Les deux partis traditionnels, qui s'opposèrent si violemment pendant *la Violencia*, ont ainsi réussi le tour de force de « rétablir autant la paix que la démocratie ». Cette transition de *la Violencia* au Front National est difficile à comprendre si l'on n'observe que le comportement de la 'classe politique' et qu'on fait abstraction du comportement 'des hommes d'affaires'. Au niveau économique, les libéraux et les conservateurs se partagent les postes dans les institutions et dans les corporations ainsi que les profits et cela, même pendant *la Violencia*. Les contradictions qui servent à déclencher *la Violencia* trouvent un espace de conciliation dans le Front National. Au niveau économique il s'agit d'entreprendre le processus d'industrialisation envisagé par le secteur 'libéral' de la classe dominante mais ce processus ne doit surtout pas se faire aux frais des latifundistes qui ont démontré leur pouvoir politico-militaire. La formule choisie coïncide avec la tendance latino-américaine d'industrialisation par substitution des importations.

En réalité, les politiciens font la guerre pour prendre le contrôle de l'administration de l'État. Ce faisant, ils visent des intérêts bien au-delà des valeurs partisans ou corporatistes : le pouvoir politique est le point d'intersection des intérêts partisans et économiques car l'organisation sociale fait qu'est nécessaire à la reproduction de la classe dominante. Cette logique sociale, conditionnée après *la Violencia* par un rapport de force peu favorable aux secteurs libéraux de l'élite, permet une nouvelle configuration du bloc dominant. Pour Sarmiento (2007), ce bloc social prend sa forme actuelle dès les années 1970:

Le régime actuel d'accumulation est financier-terrien. Il est soutenu par la spéculation, la rente et le capital transnational. La bourgeoisie colombienne ne s'est jamais dissociée du pouvoir seigneurial. à partir du gouvernement de Lopez Michelsen (1974-1978), les politiques économiques ont favorisé le secteur financier (à la place du modèle substitutif des importations), dont les poches se sont remplies de l'argent du narcotrafic (Lopez légitime le blanchissement d'argent pour la première fois par le « sinistre guichet » du Banco de la Republica) et du négoce rentable du financement des importations. Aujourd'hui, le secteur financier représente presque un quart de l'économie colombienne, quand au milieu du XX^e siècle il participait seulement de 7% du PIB¹⁰⁹

Comme dans le passé, il ne représente pas uniquement les intérêts de l'un ou de l'autre des secteurs de l'élite mais il leur permet de trouver des compromis en tenant compte aussi des facteurs externes comme les enjeux géopolitiques des grandes puissances. Ce bloc dominant comprend les conservateurs, les libéraux, les grands propriétaires terriens, les industriels, les commerçants et le secteur financier et favorise sans hésiter les intérêts économiques et politiques transnationaux dont l'élite

¹⁰⁹ “El actual régimen de acumulación es financiero-terratieniente. sustentado en la especulación, el rentismo y el capital transnacional. La burguesía colombiana nunca se desligó del poder señorial. Desde el gobierno de López Michelsen (1974-1978). las políticas económicas han sido favorables al sector financiero (en reemplazo del modelo sustitutivo de importaciones), cuyos bolsillos se han llenado con los dineros provenientes del narcotráfico (López legitima el primer lavado de dólares mediante la “ventanilla siniestra” del Banco de la República) y del rentable negocio de financiar importaciones. Hoy día, el sector financiero representa casi una cuarta parte de la economía colombiana. cuando a mediados del siglo XX sólo participaba con el 7 por ciento del PIB”

locale bénéfique directement¹¹⁰. Gilhodes (1974, p. 75) illustre bien cette situation dans son livre *Politique et violence. La question agraire en Colombie 1958-1971*, quand il affirme que:

Pendant la Violence qui se déclenche après 1948 et surtout après 1949, ce sont les éléments les plus belligérants des deux partis qui prennent le dessus momentanément. Cependant, conservateurs et libéraux modérés continuent à coexister au sein d'organismes économiques (Banque de la République, Association des industriels, SAC, Fédération des planteurs de café, etc.).

En effet, malgré que les différences partisans entre libéraux et conservateurs aient profondément marqué l'histoire et restent irréconciliables dans l'imaginaire de la société colombienne, les faits montrent qu'au cours de l'existence des deux partis, les alliances entre leurs dirigeants sont monnaie courante. Les leaders libéraux et conservateurs ne se retrouvent pas dans les institutions et les corporations économiques par hasard, mais bien parce que ces espaces administratifs sont essentiels pour leur reproduction. La politique et l'économie, loin d'être des réalités différentes, constituent deux aspects de la même réalité sociale, une réalité qui, au début du XX^e siècle, lie les *haciendas* et les métayers par le processus de l'industrie naissante dans les villes. Dans cette articulation, le marché, presque inexistant, joue un rôle moins important que les corporations de producteurs *agraires* dont font partie aussi les *industriels*. Si les corporations de producteurs agraires prennent une place si importante, c'est autant parce que les propriétaires agraires ont un grand pouvoir politique que parce qu'au niveau économique le prix du café joue en leur faveur. La production du café commence dans les années 1840. Elle accroît l'importance du secteur agraire et permet l'acquisition de devises juste avant que les crises internationales (première guerre mondiale, crise de 1929 et deuxième guerre

¹¹⁰ Silva-Colmenares signale que le processus de substitution des importations fut suivi par un processus de substitution de propriétaires : déjà en 1945, les entreprises étrangères principalement étatsuniennes exercent un large contrôle sur l'industrie nationale. Il affirme que «...la penetración del capital extranjero asume todas las formas: empresas de propiedad exclusiva, compartidas o en asociación, empréstitos y suministro de tecnología ».

mondiale) créent les conditions nécessaires au développement de l'industrie nationale. Ainsi, le secteur agraire fortifié par l'économie caféière, dans laquelle cohabitent la production intensive (des paysans) et extensive (des grands latifundistes), devient le support de la production industrielle qui s'amorce via la substitution des importations¹¹¹. Cette substitution commence par les aliments et les boissons, deux secteurs qui appartiennent directement au secteur agraire, ce qui explique, en partie, que l'industrie naissante ait des liens étroits avec les latifundistes agro-exportateurs, voire que les industriels eux-mêmes sont des latifundistes produisant des matières premières telles que le café, le chocolat, la canne à sucre, le maïs, le bétail, le riz, la banane. En effet, pour l'économie colombienne, comme pour d'autres économies du continent, les producteurs agraires, les industriels ainsi que les grands commerçants, font partie du même bloc dominant¹¹². Gilhodes (1974, p. 141) donne des exemples éclairants :

Tout n'est pas tension et rupture entre grands agrariens et capitaines d'industrie, les liens personnels ou familiaux tissent un réseau complexe de relations. Au début de ce siècle Pedro Nel Ospina ou José Domingo Dávila avaient à la fois des intérêts dans des entreprises industrielles ou financières de première importance et dans l'agriculture. Cette compénétration s'est considérablement accentuée. Cela tient à des raisons diverses qui vont de l'évasion fiscale ou le placement de garantie contre l'inflation à la recherche de la consécration quasi nobiliaire que confère la possession des grands domaines. Cela tient dans d'autres cas à la complémentarité de diverses activités. Les fils de Manuel Mejía, « Mr. Coffe », comptent parmi les grands propriétaires fonciers du pays mais sont aussi des banquiers avisés et des industriels importants. Les fils d'Oliverio Lara font partie, certes, de l'élite des éleveurs du pays mais ils sont aussi propriétaires d'usines d'assemblage automobile, commerçants...

Analysons un seul des espaces d'articulation des différents secteurs de l'élite dominante : les corporations économiques. On peut différencier les corporations agraires, industrielles et financières. Parmi les premières, la Sociedad de Agricultores

¹¹¹ Cela dit, il faut garder à l'esprit que le démarrage industriel en Colombie survient en parallèle avec la *Guerra de los mil días* (1900) et non, comme il est communément accepté, dans le contexte de la Première Guerre mondiale. Voir Silva-Colmenares. 1992 [1977] et Kalmanovitz. 1999 [1985].

¹¹² Sur ce phénomène dans la société chilienne voir le livre *Landlords and Capitalists. The Dominant Class of Chile*; Zeitlin et Ratcliff. 1988

de Colombia (SAC) est sans doute d'une grande importance. Fondée en 1872, elle représente sans ambiguïté les intérêts des latifundistes (caféiculteurs et éleveurs dans un premier moment) et détient encore aujourd'hui un pouvoir énorme. Dès le début, elle compte avec l'appui des deux partis et influence directement les décisions de l'exécutif en matière économique, autant par son travail de lobby que par la présence de ses représentants dans toutes des institutions de l'État. Gilhodes (1974, p.33) rappelle que la SAC est représentée « ès qualités dans les directions de toutes sortes d'organismes (23 en 1964) aussi importants que la Banque de la République, l'Institut de réforme agraire, la Caisse de crédit agricole, les Chemins de fer nationaux... ».

D'autres corporations, aussi très influentes dans les administrations nationales et régionales de l'État sont Asocaña, pour les producteurs de la canne à sucre, la Fédération de riziculteurs, la Fédération de cultivateurs de cacao, la Fédération des éleveurs et l'association des producteurs laitiers (ANALAC). À travers ces corporations, les agro-industriels ne manquent pas d'occasions de se servir de l'État et reçoivent de celui-ci le pouvoir de décider des politiques économiques dans leurs secteurs. Ce fut le cas de la Fédération des éleveurs (FEDEGAN), (Silva-Colmenares, 1992, p. 44) qui, dans les années 1940, gère les politiques d'exportation, puis postérieurement de la Fédération de producteurs de café (FEDECAFE) qui gère le Fonds national du café.

Ce qu'il faut retenir de cette réalité est que, s'il est vrai que l'économie colombienne se transforme dans sa rentabilité et dans sa productivité, elle ne le fait pas dans le sens proprement capitaliste du terme : le pouvoir politique personnalisé reste nécessaire pour faire avancer la production. Ici, le pouvoir des entrepreneurs n'est pas basé sur leur capacité à établir des liens d'exploitation économique avec les producteurs directs ni sur leur capacité concurrentielle, mais sur leur capacité à disposer du pouvoir politique pour accroître le surplus direct et s'approprier les ressources de l'État. Il est donc compréhensible que, parallèlement à *la Violencia*, le gouvernement

prenne, afin de stimuler l'industrialisation, des mesures économiques favorables aux grands propriétaires, comme celles qui suivent, citées par Kalmanovitz (1999 [1985], 342)

« ... le crédit subventionné dont le volume a doublé entre 1940 et 1945 et s'est multiplié par cinq pour l'élevage, ainsi que la croissance des dépenses publiques qui sont passées de 9 à 70 millions avec des réalisations aussi importantes que la reconversion des terres en Armero, une des premières régions à cultiver le coton... De plus, on a offert un financement bon marché aux importations de machinerie à partir de 1945 et une assistance technique et une protection douanière après 1948 limitant encore la concurrence étrangère contre la production de la propriété terrienne »¹¹³

Une des conséquences du comportement particulier du bloc dominant, est que l'industrialisation colombienne se fait par l'entremise d'une politique protectionniste et monopoliste conforme aux intérêts des agroindustriels qui détiennent le pouvoir¹¹⁴. D'ailleurs, bien qu'effectivement des progrès aient été réalisés au niveau de l'utilisation de machinerie dans la production et donc de la productivité, la croissance économique, à certains moments, est difficilement explicable par des facteurs économiques. Pendant *la Violencia*, l'industrialisation se développe à "un ritmo de crecimiento antes nunca visto del 11.5% anual como promedio entre 1945 y 1950" (Tirado, 2001)¹¹⁵. Angarita (2000) rappelle à ce sujet que

¹¹³ "... el crédito subsidiado cuyo volumen se duplicó entre 1940 y 1945 y se multiplicó por cinco para la ganadería, como también el aumento del gasto público que se elevó de \$ 9 a 70 millones e incluyó obras tan importantes como la readecuación de tierras en Armero, una de las primeras regiones que saltaría al cultivo comercial de algodón... Además, se brindó financiación barata para la importación de maquinaria a partir de 1945 y asesoría técnica y protección arancelaria de 1948 en adelante, restringiendo aún más la competencia extranjera contra la producción de la propiedad terrateniente"

¹¹⁴ Bejarano (2001) mentionne d'autres facteurs qui favorisent le monopole dans le processus d'industrialisation colombien tels que la composition et la taille du marché national, ainsi que la dépendance des devises pour l'importation des biens de capital.

¹¹⁵ Dans le même texte. Tirado souligne qu'« En diciembre 5 de 1949, cuando el país se desangraba en medio de la *Violencia*, el Presidente de la Asociación Nacional de Industriales declaraba para el periódico El Colombiano de Medellín: "La situación de Colombia en este momento es la mejor que se haya contemplado hasta hoy".

« Alors que la productivité et les revenus des entrepreneurs augmentaient, les salaires réels baissaient dans ce secteur de 11% entre 1948 et 1954, une politique basée sur la répression et la persécution des organisations syndicales. Une conséquence de cela est que les salaires qui représentait la moitié du produit national en 1945 n'en représentent plus que 38% en 1954 »¹¹⁶

Au même moment, les grands propriétaires fonciers, qui font la promotion de la guerre entre les paysans libéraux et les conservateurs, en sortent gagnants, la valeur et la taille de leurs terres augmentant notablement. Les périodes de violence ont été si rentables pour l'économie que la transformation de ce mécanisme d'accumulation semble non seulement inutile mais aussi illogique. Comme par le passé, les grands propriétaires lèvent des armées privées ou parfois utilisent la police locale ou l'armée nationale à leur guise. Ils ne remettent pas en question le monopole de la force de l'État car celui n'existe pas. La force et la souveraineté, demeurent encore fragmentées, et donc ne répondent pas à un pouvoir central et impersonnel. Au contraire, la classe dominante exerce le pouvoir à travers l'État et ses institutions¹¹⁷. L'articulation des pouvoirs locaux et de la dynamique nationale se fait par l'entremise du système électoral du caciquisme et du clientélisme.

En résumé, cette fragmentation de la souveraineté n'est pas nouvelle. Elle apparaît lorsque la souveraineté de la couronne espagnole et ses représentants est remplacée par les créoles. Cent cinquante ans après, en 1956, une fois *la Violencia* terminée,

¹¹⁶ “Mientras que la productividad y los ingresos empresariales aumentaban, los salarios reales en este sector caían en un 11% entre 1948 y 1954, política basada en la represión y persecución a la organización sindical. Reflejo de ello es que los salarios pasan de representar la mitad del producto nacional en 1945 al orden del 38% en 1954”.

¹¹⁷ Dans le livre *De las violencias a la Violencia*, Daniel Pécaut expose la thèse de la dissolution progressive de l'État. Cela serait le résultat de la présence, à l'intérieur de la classe dominante, de différentes conceptions du rôle de l'État, certains allant jusqu'à remettre en question l'importance de le construire car il peut être remplacé par les corporations.

l'élite traditionnelle continue à gouverner et les structures économiques, politiques et sociales qui ont participé, émergé, et profité de *la Violencia* restent intactes.

Dans son livre *Guerre et politique en Colombie*, Sánchez (1998) se demande: « L'ordre hiérarchique de l'hacienda s'est-il substitué à la structure militaire ou l'ordre militaire s'est-il substitué à la structure des haciendas? » Il répond en soulignant que ces deux structures ne sont pas 'antinomiques' mais profondément liées. Nous renchérissons pour affirmer que cet ordre hiérarchique est aussi étroitement lié à la structure politique de la société colombienne.

Depuis l'apparition des partis libéral et conservateur (1849), le vote des paysans pauvres et sans terre est lié aux intérêts économiques et politiques de *l'hacendado*, intérêts qui sont protégés par les caciques. Cette structure verticale de fonctionnement de la politique peut difficilement s'étudier en l'isolant de l'économique. Le cacique, en contrôlant la structure de participation « démocratique », à partir des candidatures sénatoriales et par la pression et la corruption, parvient à recevoir les appuis nécessaires pour être élu démocratiquement, représentant les intérêts d'un groupe très restreint. L'opposition politique ou militaire à cet ordre de choses est réprimée sans relâche par les pouvoirs locaux et par la faible structure de pouvoir national. En réalité, la répression de l'opposition sociale a été un facteur important dans l'unification de la classe dominante.

Nous avons identifié la permanence et l'importance du pouvoir politique dans la production et dans l'accumulation de richesse en Colombie aujourd'hui. Ce pouvoir politique se matérialise par les mécanismes extra-économiques (décisions juridiques et exécutives) que la classe dominante utilise pour s'enrichir. Au niveau de la

production industrielle, le protectionnisme *privilégiateur* est le mécanisme juridico-politique utilisé pour augmenter les profits sans avoir à augmenter la productivité. C'est le résultat d'un complexe processus déclenché à partir de la colonisation. Les relations sociales existantes en Colombie aujourd'hui sont le résultat de la convergence et du chevauchement des différents modes de production et d'exploitation (coloniale, esclavagiste et féodal) au moment où le capitalisme, en émergeant, commence à influencer toutes les sociétés de façon globale. Reprenons Teschke (2005, p. 8-9) dans cette analyse si juste pour la compréhension des réalités complexes de la Colombie :

“...whether and what form of capitalism was introduced, and what form of state was created, depended crucially on the conjunction of the timing and form of geopolitical pressure and the specific political strategies that state-classes were able to design, activate and implement in the face of domestic class resistance. In this respect, the claim that existing, and therefore precapitalist, state-classes or ruling classes restructured the state from within seems to be counter-intuitive, since this restructuration would have undermined the very social bases of their economic reproduction and political domination. It is questionable whether these precapitalist ruling classes would have committed collective class suicide in the face of national emergencies as a result of outside pressure by surrendering their formidable powers of extra-economic coercion. I suggest that this clash of external imperatives and internal responses, formulated against the background of nationally pre-existing and distinct class constellations holds the key for understanding the diversity of the transitions to capitalism.”

Si nous acceptons le fait que les régimes politiques ne sont pas des entités inamovibles et que, bien au contraire, ils reflètent l'organisation et le rapport des forces d'une société particulière et à un moment particulier, nous pouvons conceptualiser le rôle de l'autoritarisme, du conservatisme et du libéralisme en Colombie. Qu'ont en commun ces régimes politiques ? Ils se sont forgés à l'intérieur d'une société dans laquelle les deux moments du processus productif (soit la contrainte qui force le producteur direct à la production et le mécanisme qui permet l'appropriation de son travail par autrui), sont exercés par un même groupe social, c'est-à-dire une classe dominante qui est en même temps, la classe dirigeante et la classe détentrice des moyens de production et de subsistance.

CONCLUSION

La Colombie a en commun avec d'autres sociétés du Tiers-monde son sous-développement et sa violence, mais elle est épargnée par l'instabilité politique et cela malgré les scandales quotidiens et la persistance de l'action armée. Comment comprendre donc ce paradoxe qui fait du conflit permanent un élément de « stabilité » ? Après analyse, on peut distinguer parmi les acteurs de la violence politique ceux qui s'opposent au statu quo et ceux qui le défendent et veulent y participer¹¹⁸. Cette analyse est loin d'être réductrice : au contraire, elle sert à constater des aspects essentiels de l'histoire colombienne. Ainsi, les guerres qui ont suivi l'indépendance avaient pour but de contrôler l'État et se sont soldées par l'élargissement de la classe dominante. De même, au début du XIX^e siècle, dans des circonstances particulières, l'armée nationale est apparue au service de la classe dominante, ce qui n'a pas entraîné la disparition des armées privées. Celles-ci encore aujourd'hui s'allient à l'armée nationale pour garantir la reproduction de la structure sociale, mise en question par les mouvements sociaux et les insurgés armés.

À propos du phénomène actuel de la violence, il est courant d'entendre que le paramilitarisme est apparu en réaction aux guérillas. Pourtant les paramilitaires sont apparus avant les guérillas, vers la fin des années 1940 et ce sont au contraire ces dernières qui ont été créées par les paysans pour se défendre des *pajaros* de la *Violencia* qui étaient les paramilitaires. Un autre cliché est celui qui associe la

¹¹⁸ La question de la légitimité de la violence n'a pas été traitée dans cette recherche. Sur le sujet voir *Rébellion o terrorismo* (Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo, 2005)

guérilla au narcotrafic allant même jusqu'à affirmer que les narcodollars sont le combustible de la guérilla. Bien que celles-ci, notamment les FARC, perçoivent de l'argent provenant du narcotrafic, il ne faut pas perdre de vue que ces organisations existaient avant que n'apparaisse le narcotrafic dans le spectre du conflit. Si l'argent du narcotrafic leur donne les moyens de poursuivre, voire de développer leur lutte armée, l'origine et l'essence de leurs revendications restent donc ailleurs et ont peu à voir avec l'argent du narcotrafic.

Les lectures a-historiques du conflit mentionnées ci-haut, servent à légitimer les politiques de guerre et de paix [plus éphémères] des différents gouvernements et expliquent, par exemple, le fait que le gouvernement actuel ait déclaré une guerre sans merci à la guérilla alors qu'il a traité les paramilitaires avec générosité au cours des récentes négociations de paix. Les concessions faites aux paramilitaires se légitiment aussi par un discours qui cible les aspirations de paix des colombiens, nonobstant, il faut savoir que la « démobilisation » paramilitaire ne peut que reconduire le cycle de la violence : la politique d'impunité et de légalisation de la richesse véhiculé par ces concessions est littéralement un appel au crime.

Il ne fait pas de doute qu'avec la « démobilisation » un nouveau cycle d'enrichissement, basé sur l'autoritarisme narco-paramilitaire se termine. On pourrait croire que l'actuel scandale de la parapolitique, particulièrement les poursuites judiciaires contre des politiciens qui se sont servis du paramilitarisme pour maintenir et accroître leur pouvoir, représente un changement dans la conception de l'État et l'administration de justice. Nous sommes persuadés que ce scandale ne sert qu'à donner de la situation actuelle une image de chose jugée et, ce faisant, qu'à légitimer l'incorporation des acquis narco-paramilitaires dans la vie normale de la société colombienne.

Les parallèles sont faciles à faire avec l'époque de *la Violencia* (à partir de 1945) et du Front National (1957) qui lui a succédé : le paramilitarisme, la terreur, le déplacement paysan... autant de faits qui semblent se répéter aujourd'hui. C'est pour cette raison que, quand nous avons entrepris de comprendre le phénomène narco-paramilitaire, force nous a été faite d'enquêter aussi sur la quasi-permanence de la violence dans la société colombienne.

Nous avons postulé que la compréhension de la violence est étroitement associée à la compréhension du mode de production, plus particulièrement du modèle violent de développement économique et des rapports sociaux que lui son propres. Une hypothèse qui n'a rien d'étonnant si l'on sait qu'en Colombie les grands projets économiques coïncident géographiquement avec les groupes armés¹¹⁹. L'élément le plus original de notre hypothèse de recherche a été de postuler l'utilisation de la violence comme mécanisme de reproduction de la classe dominante et non pas comme simple mécanisme de subsistance des groupes délinquants agissant en marge de la loi et de l'establishment.

C'est ainsi que nous avons entrepris de comprendre la violence. Nous avons commencé par la délimiter : la violence que nous avons cherchée à saisir n'est pas la délinquance commune pratiquée par les voleurs ou celle sociopolitique exercée par la guérilla mais *la violence politico-institutionnelle*. Elle a été entendue ici comme l'utilisation de la contrainte physique et de l'appareil juridique (législatif et punitif) en vue de la reproduction du pouvoir politique de la classe dominante.

Nous avons démontré, d'abord autour du phénomène paramilitaire et narco-paramilitaire (chapitre II) et ensuite à travers d'autres moments de l'histoire de la

¹¹⁹ Juste à titre d'exemple, le syndicat des travailleurs de l'industrie minière (SINTRAMINERCOL) a fait une étude sur les projets d'exploitation minière et a démontré que la présence de ces projets coïncide avec la présence des groupes paramilitaires (Sintraminercol, 2003).

société colombienne (chapitre III), que cette violence émane des sphères du pouvoir. La violence fait partie des divers mécanismes extra-économiques d'accumulation de richesse utilisés par la classe dominante. Les dits mécanismes se sont transformés au cours du temps et leur parcours s'étend du système colonial au latifundio et à la criminalité : dans toute l'histoire de la Colombie, l'utilisation des mécanismes d'accumulation extra-économique est constante et prédominante. L'analyse que nous avons faite de la société colombienne tient compte des facteurs internes (RSP) et externes (géopolitiques) qui ont façonné la violence et le modèle de développement.

Le paramilitarisme comme mécanisme extra-économique d'accumulation

L'utilisation historique d'armées privées est renforcée par la géopolitique de la guerre froide sous l'influence de laquelle l'État impulse la création de groupes paramilitaires dès le milieu des années 1960. Ces groupes ont pour objectif de défendre le statu quo et d'affronter le communisme. Depuis lors, le paramilitarisme a été entretenu légalement ou par voie de fait, par des grands propriétaires, des transnationales, des agroindustriels, etc. en même temps qu'il défend leurs intérêts à travers le crime. Bref, au niveau idéologique, le paramilitarisme est un projet politique antisubversif, créé et institutionnalisé par la bourgeoisie, qui obéit à une idéologie réactionnaire et de droite. Au niveau économique, il est un mécanisme extra-économique d'appropriation de richesse au même titre que les politiques économiques rentières de protection et de financiarisation de l'économie.

À partir de la fin des années 1970, les histoires du narcotrafic et du paramilitarisme s'entrecroisent à plusieurs reprises pour donner forme à des actes de violence contre une population non armée et très vulnérable socialement. Comment se sont rencontrés le paramilitarisme et le narcotrafic? Nous avons vu que le narcotrafic en Colombie trouve ses racines dans l'économie souterraine déjà présente dans les années 1970

(Castillo, 1996 ; Arango et *al.*, 2005). Avec la demande croissante et la rentabilité de la cocaïne, la Colombie se transforme, durant les années 1980, en premier producteur mondial de cocaïne et en principal fournisseur de ce produit pour le marché états-unien (Toumi, 1999). S'ensuivent la formation de grands cartels puis le narco-terrorisme, destiné à infléchir la politique d'extradition des narcotrafiquants aux États-Unis. Parallèlement, le narcotrafic recourt à la création de groupes paramilitaires pour se protéger de la guérilla marxiste et de ses tentatives d'extorsion (Rensselaer, 1992). Finalement, les coups assénés par les gouvernements colombien et états-unien obligent les grands cartels à se diviser en multiples petits cartels, tout en dessinant une nouvelle stratégie: développer des appuis parmi la classe politique. C'est ainsi que le narcotrafic rejoint le paramilitarisme et donne naissance au narco-paramilitarisme qui prend vite le contrôle armé, économique et politique du pays.

La violence narco-paramilitaire, tout comme d'autres formes de violence en Colombie, ne résulte pas des intérêts étrangers -bien réels-, ni d'une guerre fratricide ou d'une sorte de violence généralisée qui opposerait les uns contre les autres : elle est intrinsèque à la reproduction de la classe dominante; elle est une expression des rapports sociaux dominés par une élite qui ne renonce pas à l'utilisation du pouvoir politique comme méthode d'accumulation de richesse et de reproduction de la domination, dans un contexte géopolitique qui favorise cette pratique répressive.

Articulation des mécanismes d'accumulation

Comment s'articulent donc *l'accumulation extra-économique* et *l'accumulation économique* ou les modes de production *non-capitalistes* et la production capitaliste ? Nous avons analysé les principales caractéristiques de la production et les dynamiques politiques au moment de

- l'Indépendance ;
- de la Révolution du milieu du XIX^e siècle ;
- de *la Violencia* ;
- du narco-paramilitarisme

Après d'avoir constaté les continuités, les transformations et les faibles éléments de rupture entre les mécanismes d'accumulation particulièrement ceux qui sont extra-économiques, nous avons conclu que ces derniers peuvent être juridico-politiques et militaires. Les premiers s'expriment par des politiques, des lois et des décrets qui donnent à la classe dominante le pouvoir et les ressources de l'État, tandis que les seconds correspondent à des luttes à l'intérieur de la classe dominante ou servent à préserver le statu quo. La violence politique institutionnelle fait partie de ces mécanismes militaires d'accumulation : elle cherche à préserver le statu quo. En s'enchevêtrant, les mécanismes juridico-politiques et militaires d'appropriation de richesse sont restés dominants par rapport aux mécanismes économiques d'accumulation de capital.

En tenant compte des réflexions ouvertes par le matérialisme historique, nous avons postulé que dans une société capitaliste le profit qui permet l'accumulation est créé par des transactions commerciales et des processus productifs portant sur les biens (dont la main-d'œuvre), c'est-à-dire par des transactions économiques. Dans les sociétés *non*-capitalistes, l'accumulation extra-économique se fait par des actes de pouvoir (juridiques et militaires) nécessaires pour s'approprier les biens et la force de travail des classes dominées et pour influencer les rapports de forces à l'intérieur de la classe dominante.

La méthode comparative, propre à la sociologie historique¹²⁰, utilisée dans notre analyse a eu comme objectif de mettre en parallèle les caractéristiques des modes de production *précapitalistes* et celles de l'économie colombienne contemporaine. En ce qui a trait au cadre théorique, cette recherche s'est inspirée de deux débats qui pourraient bien être subsidiaires : *the Brenner's debat* (la transition de féodalisme au capitalisme) et celui de l'articulation des modes de production. Nous les avons présentés pour construire notre cadre théorique.

Le grand intérêt de ces débats, et du marxisme politique en particulier, réside dans le fait qu'ils nous permettent de comprendre les particularités de l'organisation sociale et le contexte dans lequel se passent la domination et la résistance en Colombie. Ces particularités sont bien différentes de celles présentes dans les pays capitalistes. Ainsi l'opposition politique légale et le travail des ONG des droits de la personne sont vus comme une menace pour l'État et les syndicalistes assassinés se comptent par dizaines. Cela vient du mécanisme que la classe dominante utilise pour s'enrichir : il n'y a pas eu de vraie rupture entre les mécanismes d'exploitation des modes de production non capitalistes et ceux capitalistes, au contraire il y a eu articulation.

La résistance pour la défense de la vie, de la dignité et du territoire étant une résistance fondamentalement politique, elle oppose les rapports sociaux de domination hérités du colonialisme et du féodalisme espagnol, du colonialisme capitaliste anglais, du colonialisme impérialiste étasunien, ainsi que du plus récent colonialisme, celui des entreprises transnationales. Elle confronte ces modes de production tels qu'ils ont été importés et les variantes qu'ils ont développées, tel que le mode de production criminel.

¹²⁰ Dufour et Lapointe (2007) définissent la « comparaison diachronique » comme étant une comparaison verticale entre des périodes différentes : comparaison de cas n'appartenant pas au même contexte historique, ou à la même période historique : par exemple, la persécution à l'endroit des femmes au moyen âge et au XIX^e siècle » p. 326

L'accumulation extra-économique ne doit pas être comprise comme une « accumulation primitive » sur la route vers le capitalisme car elle n'a jamais réussi à transformer les relations de production. En Colombie, la reproduction du modèle de développement économique et les structures sociales qu'il a forgées ont déclenché à maintes reprises un mécanisme d'élargissement de la classe dominante qui finit par admettre dans son sein ses anciens serviteurs. L'ascension sociale des membres de cette « classe émergente » n'est pas basée sur leur 'esprit' capitaliste mais sur la logique d'accumulation extra-économique de la classe dominante. Le capitalisme existant¹²¹ en Colombie est articulé aux mécanismes d'accumulation extra-économique et cette articulation n'est pas temporaire mais stable. Il nous offre un exemple autant de la résistance des modes de production non capitalistes que de la flexibilité du capitalisme.

Finalement, en Colombie, il n'existe pas un seul mode de production, mais bien une articulation solide de différents modes de production qui a permis le développement d'un mode de production criminel. Nous espérons que cette recherche contribuera à identifier les écueils qui dérivent de l'application du concept abstrait et souvent ambigu de capitalisme, à une réalité empirique particulière.

¹²¹ Donnons à ce terme la signification qu'il a prise au tour du débat entre le socialisme théorique et le socialisme qui a existé dans les pays de l'ancienne URSS.

BIBLIOGRAPHIE

- Arcanos, équipe de recherche. 2007. "Paramilitares y políticos. Informe especial de cómo los paramilitares ganaron varias guerras, cambiaron el mapa político del país y entraron en un proceso de negociación con el gobierno del presidente Uribe". *Publication de la Corporation Nuevo Arco iris*, Bogotá. 36 p. et documents de support adjoints en CD.
- Arango, Carlos A., Martha Misas A. et Enrique López E. 2005. « Economía subterránea en Colombia 1976-2003: una medición a partir de la demanda de efectivo », *Borradores económicos*, Publié sur le site Web du Banco de la República.
- Angarita, Carlos E. 2000. "Aproximación a algunos factores de poder y violencia en Colombia (1948-1997)". In *Estado, poder y derechos humanos en Colombia*, pp. 215-298. Bogotá: Editorial Códice, Corporación René García.
- Banco de la República. 2007. "Informe de la Junta directiva al Congreso de la República". En ligne: <http://www.banrep.gov.co/> 130 p.
- 1992. *Colombia: reseña de su estructura económica*. Bogotá: Imprenta del Banco de la República, pris sur Internet dans le site de la Bibliothèque Luis Angel Arango, 108 p.
- Bejarano, Jesús Antonio. 1983. "Campesinado, luchas agrarias e historia social: notas para un balance historiográfico". In *Anuario colombiano de historia social y de la cultura*, Volumen 11, p. 251-410, Bogotá, Colombia.
- 1994. *Historia económica y desarrollo. La historiografía económica sobre los siglos XIX y XX en Colombia*. Santafé de Bogotá, Colombia: CEREC, 280 p.
 - 1997. "Guía de perplejos: Una mirada a la historiografía colombiana". In *Anuario colombiano de historia social y de la cultura*, Volumen 24, p. 282 à 329, Bogotá, Colombia.
 - 2001. "Industrialización y política económica". In *Colombia Hoy*, sous la direction de Melo González Jorge O., édition digital Biblioteca Luis Angel Arango.
 - 2003 [1997]. "Violence, security and economic growth". In *Colombian economic journal*, Vol. 1, No. 1, publié par la première fois in *Colombia: inseguridad, violencia*

y desempeño económico en las áreas rurales, p. 58-116, Bogotá: Fonade, Universidad Externado de Colombia,

Bergquist, Charles. 1992. 'The Labor Movement (1930-46) and the Violence', in Bergquist et al, eds, *The Violence in Colombia: the Contemporary Crisis in Historical Perspective*, p. 195-230, Wilmington.

Darío Betancourt, Martha García. 1994. "Contrabandistas, marimberos y mafiosos. Historia social de la mafia colombiana (1965-1992)". Editorial TM, Bogotá.

Brenner Robert. 1976. "Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe" In *Past and present*, février.

- 1977. "The Origins of Capitalist Development: a Critique of Neo-Smithian Marxism", *New Left Review*, no 104, p. 25-92

- 1997. « Property Relations and the Growth of Agricultural Productivity in Late Medieval and Early Modern Europe », *Economic Development and Agricultural Productivity*, ed. A Bhaduri et R. Skarstein, p. 9-41, Londres, Elgar.

Camacho Guizado, Álvaro. 1997. *Nuevas Visiones sobre la Violencia en Colombia*, Bogotá: Fescol-Iepri.

Camacho Guizado, Álvaro, Andrés López R., Francisco E. Toumi. 1999. *Las drogas: una Guerra fallida. Visiones críticas*. Santafé de Bogotá: Tercer mundo editores en coedición con el Instituto de estudios políticos y relaciones internacionales –IEPRI- de la Universidad Nacional de Colombia. 206 p.

Cárdenas M. 1993. "Crecimiento y convergencia en Colombia: 1950-89", *Planeación y Desarrollo*, XXIV, DNP, Bogotá.

Cardona Sosa, Lina et Carlos Medina. 2006. *Migration as a Safety Net and Effects of Remittances on Household Consumption: The Case of Colombia*, in Collection Borradores de economía, no. 414. Santafé de Bogotá: Banco de la República. Subgerencia de Estudios Económicos.

Cardoso, Fernando and Enzo Faletto. 1979. *Dependency and Development in Latin America*. Berkeley, Los Angeles et London: University of California Press. (Expanded and amended version of *Dependencia y desarrollo en América Latina*, 1971). Translated by Marjory Mattingly U., 227 p.

- Castillo, Fabio. 1996. *Los jinetes de la cocaína*. Santafé de Bogotá. Editorial La Oveja Negra. En ligne : www.derechos.org/nizkor/colombia
- CEPAL.2006. Estudio económico de América Latina y el Caribe, 2005-2006. CEPAL: publicaciones. Sur le site Internet de la CEPAL. En ligne : <http://www.eclac.org/>
- Charentenay, Pierre de. 1981. “Bourgeoisie nouvelle en Colombie”, in *Cahiers des Amériques latines*, No. 5, printemps. Institut d’Études Sociales : Paris, p. 46-66
- Chilcote, Ronald H. 1984. *Theories of Development and Underdevelopment*. Boulder and London: Westview Press.
- CINEP. 2004. “Deuda con la humanidad. Paramilitarismo de Estado en Colombia, 1988-2003”. In collection *Noche y niebla*, Bogotá: Banco de datos de violencia política. 493 p. En ligne: www.nocheyniebla.org
- CNUCED. 2004. *Beyond Conventional Wisdom in Development Policy: An Intellectual History of UNCTAD 1964-2004*, Genève.
- Colmenares, German. 1984. *Partidos políticos y clases sociales en Colombia*. Bogotá: Ediciones Los Comuneros, 219 p.
- Comisión de Estudios sobre la Violencia. Sánchez, Gonzalo (Coor.) 1987. *Colombia. Violencia y Democracia*, Colciencias, IEPRI-Universidad Nacional, Bogotá, Colombia. Autres membres de la comisión furent Jaime Arocha, Alvaro Camacho, Dario Fajardo, Alvaro Guzmán, Luis Alberto Andrade, Carlos Eduardo Jaramillo, Carlos Miguel Ortiz, Santiago Peláez y Eduardo Pizarro.
- Comisión interamericana de derechos humanos, CIDH. 1999. Tercer informe sobre la situación de derechos humanos en Colombia. New York: CIDH
- Conninell, George C. 1990. “Defense of History: A Marxist Critique of Marxist Theory” et « Conclusion ». In *Rethinking the French Revolution*, p. 77-103 et 179-207. Londres et New York: Editions Verso.
- Corporación Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo. 2001. *Terrorismo o rebelión?*. Bogotá: Panamericana, formas e impresiones s.a., 520 p.
- Cox, Robert. 1987. *Production, power and world order. Social forces in making of history*. New York, Columbia University Press, 500 p.
- DANE. 2007. Encuesta continua de hogares. Empleo. Bogotá. En ligne: <http://www.dane.gov.co/>

- Deas, Malcom y María Victoria Llorente (comp). 1999. *Reconocer la guerra para construir la paz*. Bogotá: Uniandes-Cerec-Norma
- Diamond, Larry; Hartlyn, et al, 1999. "Colombia: The politics of Violence and Democratic Transformation". In *Democracy in developing countries*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers
- Duchesne, Ricardo. 2001. "Robert Brenner in political accumulation and the transition to capitalism". *Review of radical political economics*, No. 33, New Brunswick, Canada. P. 79-98
- Dufour, Frédérick, « Débats sur la transition du féodalisme au capitalisme en Europe » En ligne : www.philo.uqam.ca
- Dufour, Frédérick et Thierry Lapointe. 2007. « La sociologie historique néwéberienne : l'effritement de la distinction entre la politique comparée et l'étude des relations internationales ». In *Théories des relations internationales: contestations et résistances*. Macleod, Alex et Dan O'Meara (dir.). Montréal: Athéna Éditions, coédition CEPES.
- Duncan, Gustavo. 2004. "Del campo a la ciudad en Colombia. La infiltración urbana de los señores de la guerra". En ligne : www.econpapers.org, Bogotá. P. 85
- Echeverry, Juan C. 2002. "Economía y conflicto: nos parecemos al resto del mundo? In *Economía, crimen y conflicto*, Martínez Ortiz, Astrid (Édit.), Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, Facultad de ciencias económicas.
- Echeverry, Juan C. y Zeinab Pastow (1996). "Porqué la justicia no responde al crimen: el caso de la cocaína en Colombia". In *Corrupción, crimen y justicia. Una perspectiva económica*, Cárdenas, M y R Steiner (editores), Santafé de Bogotá: TM Editores, LACEA
- Estrada Álvarez, Jairo (Coordinateur). 2008. "Capitalismo criminal. Ensayos críticos". Universidad Nacional de Colombia. Facultad de derecho, ciencias políticas y sociales. Santa Fe de Bogotá.
- Fajardo M., Darío. 2002. *Para sembrar la paz hay que aflojar la tierra. Comunidades, tierras y territorios en la construcción de un país*. Bogotá: Universidad nacional de Colombia. Instituto de estudios ambientales.

- Frank, André G. 1967. *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, New York, 1967, and *Latin America: Underdevelopment and Revolution*, New York et Londres: Monthly Review Press.
- Galtung, Johan. 1969. "Violence, Peace and Peace Research". *Journal of Peace Research*, vol. 6, No.3, p.167-191
- García, Antonio. 1970. *Dinámica de las reformas agrarias en América Latina*, Bogotá: Editorial La Oveja Negra.
- Gilhodes, Pierre. 1974. *Politique et violence. La question agraire en Colombie 1958-1971*, Collection Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques. Paris : Presse de la fondation nationale des sciences politiques.
- Giraldo, Javier. Desde los márgenes. En ligne: www.javiergiraldo.org
- Godelier, Maurice. 1973. "Préface", in *Sur les sociétés précapitalistes*. Textes choisis de Marx, Engels, Lénine, Centre d'études et de recherches marxistes, p. 15-142. Paris: Éditions sociales.
- Gómez, Mario. 2002. "Economía y violencia en Colombia". In *Economía, crimen y conflicto*, Martínez Ortiz, Astrid (Édit.), Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, Facultad de ciencias económicas.
- Guillén Martínez, Fernando. 2006 [1979]. *El poder político en Colombia*. Quatrième édition, Colección La línea del horizonte, Santafé de Bogotá: Editorial Planeta.
- Gutiérrez, Francisco. 2001. "Inequidad y violencia política: una precisión sobre las cuentas y los cuentos". *Análisis político* No. 43, Bogotá: Instituto de estudios políticos y relaciones internacionales, IEPRE, Universidad Nacional de Colombia.
- Guzmán Ocampo, German (coord.), Orlando Fals et Eduardo Umaña Luna. 1962. *La Violencia en Colombia*. Bogotá : Tercer mundo editores.
- Hayek, Friedrich, 1981, « La discipline des règles abstraites et les réactions affectives de la société tribale » dans *Droit, législation et liberté. Volume 2. Le mirage de la justice sociale*, Paris, PUF : 161-184.
- Hilton, R.H. 1981. "Introduction". In *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, Aston, T. H. et C.H.E. Philpin, (eds.), Cambridge: Cambridge University Press. p. 12-63.

- Huhle, Rainer. 1993. *La violación de los Derechos Humanos: ¿Privilegio de los Estados?* centro de derechos humanos de Nuremberg. En ligne <http://www.derechos.org/koaga/iv/1/huhle.html>
- Jaramillo Uribe, Jaime Eduardo. 1969. *Ensayos sobre historia social colombiana*, Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- 1979. "Producción campesina y capitalismo". *Revista colombiana de sociología*
 - 1988. Estado, sociedad y campesinado. Bogotá: prensa de la Universidad Nacional de Colombia.
- Kalmanovitz, Salomón. 1999 [1985]. *Economía y nación. Una breve historia de Colombia*, cuarta reimpresión de la cuarta edición, Santafé de Bogotá: Editores Tercer mundo S.A.
- 1999. *Las instituciones colombianas en el siglo XX*. Collection Borradores de economía, no. 131. Santafé de Bogotá: Banco de la República. Subgerencia de Estudios Económicos.
 - 2000. "El modelo antiliberal colombiano". Escrito para el seminario de la Universidad de los Andes *Hacia la construcción del modelo de desarrollo económico y social para Colombia*.
 - 2001. "El desarrollo histórico del campo colombiano". *Colombia Hoy*, Melo González, Jorge Orlando (dir.), Bogotá: Ediciones Banco de la República
- Kalmanovitz, Salomón et Enrique López. 2006. *La agricultura colombiana en el siglo XX*, Bogota: Fondo de cultura económica.
- Krauthausen, C. y Sarmiento, LF. 1993. *Cocaína & Co.*, Santafé de Bogotá: Tercer Mundo Editores e Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales.
- Leal Buitrago, Francisco. 1989. "El sistema político del clientelismo". *Análisis político* No. 8, Bogotá: Instituto de estudios políticos y relaciones internacionales, IEPRE, Universidad Nacional de Colombia, p. 4 à 35
- Letourneau, Jocelyn. 1985. "L'itinéraire d'un débat". *Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 19, No. 1, p. 141-170
- Machado, Absalón. 2002. "Capítulo 6. Visiones y concepciones sobre el problema agrario en Colombia". In *De la estructura agraria al sistema agroindustrial*, Santafé de Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

- 1988. *La cuestión agraria en Colombia a fines del milenio*, El Áncora Editores, Bogotá, Colombia.
- Martínez Ortiz, Astrid (Édit.). 2002. *Economía, crimen y conflicto*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, Facultad de ciencias económicas.
- Marx, Karl. 1969 [1867] *Le Capital : critique de l'économie politique*, livre I, Paris: Garnier-Flammarion.
- 1974 [1857-1858]. *Grundrisse: Fondements de la critique de l'économie politique* (Ébauche de 1857-1858). Paris: Éditions Anthropos, 205 p.
- Médina G, Carlos. 2001. "La economía de guerra paramilitar". Bogotá, 25 p.
- 2007. *FARC-EP: notas para una historia política, 1958-2006*, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de ciencias humanas.
- *Elementos para una historia de las ideas políticas del ELN*, tomos unos y dos, Bogotá: Rodríguez Quito Editores.
- Melo González, Jorge Orlando (dir.) 2001. *Colombia Hoy*. Bogotá: Ediciones Banco de la República
- Molano, Alfredo. 2006 [1987]. *Selva adentro. Una historia oral de la colonización del Guaviare*, Colombia: Editorial Nomos.
- Mondragón, Héctor. 2002. "Colombia: o mercado de tierras o reforma agraria", LРАН, ANUC., 58 p.
- Montenegro, Armando, Carlos Posada et Gabriel Piraquive. 2002. *Violencia, criminalidad y justicia: otra mirada desde la economía*, Coyuntura económica. Vol. XXX, No. 2, juin, Bogotá.
- Montenegro, Armando et Carlos Posada. 1994. *Criminalidad en Colombia*. In Collection Borradores de economía, no. 4, Santafé de Bogotá: Banco de la República, Subgerencia de Estudios Económicos.
- Office of the President of the Republic. 1989. *The fight against the drug traffic in Colombia*. Bogotá D.E.: Imprenta nacional de Colombia.
- Ocampo, José Antonio. 2004. *Entre las reformas y el conflicto. Economía y Política en Colombia*. Grupo Editorial Norma, Bogotá.

- 1988. *El sector comercio en Colombia: estructura y comportamiento*. Bogotá: Fenalco, Fedesarrollo. 250 p.

- Ocampo, José A. (comp.), “Historia económica de Colombia”. In *La consolidación del capitalismo moderno*, Colección, Biblioteca Familiar, Presidencia de la República, Santa fé de Bogotá, 1996

- Ocampo José A. et María A. Parra, “The terms of trade for commodities in the twenty century”. *CEPAL Review*, No. 79, April 2003

- Ortiz Sarmiento, Carlos Miguel. 1991. “Violencia política de los ochenta: elementos para una reflexión histórica”. *Anuario colombiano de historia social y de la cultura*, Volumen 18-19, p. 245

- 1990. *La violence en Colombie. Racines historiques et sociales*. Collection Recherches et documents Amérique latine. Paris : Éditions l’Harmattant. 310 p.

- Palacios, Marco. 1995. *Entre la legitimidad y la violencia: Colombia 1875-1994*. Series colección Vitral. Santafé de Bogotá: Grupo Editorial Norma, 386 p.

- Pécaut, Daniel. 2006. “Les FARC: longévité, puissance militaire, carences politiques”. *Herodote, revue de géographie et de géopolitique*. P. 9 à 40

- 1994. « Violence et politique : quatre éléments de réflexion à propos de la Colombie », *Cultures & Conflits*, 13-14

- 2002. « Guerre, processus de paix, politisation politique ». *Problèmes d’Amérique Latine*, No. 44, Printemps : p 9-35

- 1990. « La Colombie dans la tempête ». *Problèmes d’Amérique Latine*, No. 98, p 35

- Pérez, Bernardo. 2007. “El paramilitarismo en Cundinamarca y Bogotá, 1997–2006”. In *Parapolitica, la ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos*. Serie Conflicto y territorio. Romero, Mauricio (Editeur). Bogotá: Cerec, Corporación Nuevo Arco Iris, 400 p.

- Piccoli, Guido. 2005. *El sistema del pájaro. Colombia, paramilitarismo y conflicto social*, Collection Textos de aquí y ahora, Ediciones Instituto Latinoamericano de servicios legales alternativos, Bogotá.

- Pizarro Leongoméz, Eduardo. 2004. *Una democracia asediada: balance y perspectivas del conflicto armado en Colombia*. Colección vitral, Bogotá: Grupo editorial norma. 364 p.
- 1987 a. "La profesionalización militar en Colombia (1907-1940). *Análisis político*, No. 1, mayo-agosto, Bogotá: IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, p. 28-56
 - 1987 b. "La profesionalización militar en Colombia II: el periodo de la Violencia. *Análisis político*, No. 2, septiembre-diciembre, Bogotá: IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, p. 8-40
 - 1988. "La profesionalización militar en Colombia III: los regimenes militares (1953-1958). *Análisis político*, No. 3, enero-abril, Bogotá: IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, p. 4-38
- Posada C., Eduardo. 2001. *Guerra civil ? El lenguaje del conflicto en Colombia*. Bogotá: Alfaomega, Ideas para la Paz.
- Prebisch, Raúl. 1988. "Cinq étapes de ma réflexion sur le développement". In *Les pionniers du développement*, Gérald M Mier et Dudley Seer (Edit.). Paris : economica
- 1985. "UNCTAD: Two decades after". In *UNCTAD and the South-North dialogue. The first twenty years*, Pergamon Press.
 - 1981. "The Latin American Periphery in the Global System of Capitalism". *CEPAL Review*, No. 13, avril.
 - 1976. "A critique of peripheral capitalism". *CEPAL Review*, First half of 1976, Santiago de Chile.
 - 1980. "Towards a theory of change", p. 180, *CEPAL Review*, No. 10, April
- Rey, Pierre-Philippe. 1973. *Les alliances de classes. Sur l'articulation des modes de production » suivi de « matérialisme historique et luttés de classes*. Paris: François Maspero, 212 p.
- 1969. « Articulation des modes de dépendance et des modes de reproduction dans deux sociétés lignagères (Punu et Kunyi du Congo-Brazzaville) ». *Cahiers d'études africaines*, vol. 9, no. 35, p. 415-440
- Rensselaer, W. Lee. 1992. *El laberinto Blanco de la Cocaína*, Bogotá: CEREC

- Rensselaer, W. Lee et Francisco Thoumi. 1998. "El nexo entre las organizaciones criminales y la política en Colombia", in: *Ensayo y Error, Revista de pensamiento crítico contemporáneo*, Año 3, N° 4, abril, Bogotá.
- Rocha, Ricardo. (2000). *La economía colombiana tras 25 años de narcotráfico*. Programa de las Naciones Unidas para la Fiscalización internacional de las drogas, UNDCP y Siglo del Hombre Editores. Bogotá
- 1997. "Aspectos económicos de las drogas ilegales" chap. 2 dans *Drogas ilegales en Colombia: su impacto económico, político y social*. PNUD
- Roldán, Roque. 2005. "Importancia de los territorios colectivos de indígenas y afroamericanos en el desarrollo rural". *Revista Futuros No. 11*, Vol. 3, p.136-161
- Rosenberg, Justin. 1996. "Isaac Deutscher and the Lost History of international Relations". *New Left Review*, 215, p. 3-15
- 1994. "Secret Origins of State. A Critique of the Realist Theory of International Relations". In *The Empire of Civil Society*. Verso, London-New Cork, p. 59-90
- Rubio, Mauricio. 1999. *Crimen e impunidad. Precisiones sobre la violencia*, Bogotá: Tercer-Mundo Editores-CEDE.
- Sáenz Rovner, Eduardo. 1997. "Elites, Estado y política económica en Colombia, durante el segundo tercio del siglo XX". *Análisis político*, No. 32 Bogotá: IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, p. 69- 86
- Salazar, Alonso. 2002. *No nacimos pa' semilla: la cultura de las bandas juveniles de Medellín*. Colombia: Planeta
- Sánchez Gómez, Gonzalo and Dany Meertens. 1994. *Bandoleros, Gamonales y Campesinos; El Caso de la Violencia en Colombia*. Bogotá : El Áncora Editores, IEPRI-Universidad Nacional de Colombia.
- 1999. "Reseña: la violencia en Colombia". *Revista Credencial*, No. 110
- Sánchez. Gonzalo. 1998. *Guerre et politique en Colombia*. Collection « Recherches et documents Amériques latines ». Paris, Montreal: Editions L'Harmattan
- Sarmiento, Libardo et Daniel Libreros. 2007. "Guerra, estrategia de acumulación capitalista en Colombia". *CEPA: atreverse a pensar y luchar es empezar a vencer*, juillet – septembre 2007, Bogotá: Impresión Gatoneiro, p. 17-30

- Sarmiento, Libardo. 2007. "Paradoja entre crecimiento y desempleo. La rumba de la economía colombiana". En ligne www.voltairenet.org
- Semana, magazine hebdomadaire. En ligne : www.semana.com
- Sintraminercol. 2003. *La gran minería en Colombia: Las Ganancias Del Exterminio*. En ligne : http://www.pasc.ca/IMG/pdf/sintraminercol_es.pdf
- Silva-Colmenares Julio. 1992 [1977]. *Los verdaderos dueños del país. Oligarquía y monopolios en Colombia*. Santafé de Bogotá: Editorial Colombia Nueva Ltda., Fondo Editorial Suramericana, Onceava edición, 405 p.
- 2004. *El gran capital en Colombia. Proyección al siglo XXI*. Bogotá D.C., Colombia: Editorial Planeta, 287 p.
- Sunkel, Osvaldo. 2006. « En busca del desarrollo perdido ». In *Problemas de desarrollo. Revista latinoamericana de economía*, Vol. 37, No. 147, p. 13-45
- Teschke, Benno, 2006. "Debating 'The Myth of 1648': State Formation, the Interstate System and the Emergence of Capitalism in Europe", *International Politics*, 43, p. 531-573
- 2005. « Bourgeois Revolution, State Formation and the Absence of the International ». *Historical Materialism*, volume 13:2 (3-26), www.brill.nl
 - 2002, "Theorizing the Westphalian System of States: International Relations from Absolutism to Capitalism". *European Journal of International Relations*, 8 (1), p. 5-48
- The Office of National Drug Control Policy. 2006. *Coca Estimates for Colombia*. En ligne: <http://www.whitehousedrugpolicy.gov/NEWS/press06/041406.html>
- Tirado Mejía, Alvaro. 2001 [1998]. *Introducción a la historia económica de Colombia*, Bogotá: El Áncora Editores, 312 p.
- 2001. "Colombia: siglo y medio de bipartidismo". In *Colombia Hoy*, sous la direction de Melo González Jorge O., Bogotá: édition digital Biblioteca Luis Angel Arango.
- Urrutia, Miguel. 1969. *Historia del sindicalismo en Colombia*, Universidad de los Andes, Bogotá.

- Urrutia, Miguel, Adriana Pontón et Carlos Esteban Posada. 2002. *El crecimiento económico colombiano en el siglo XX*, Bogotá: FCE y Banco de la República.
- United Nations. 2006. *Colombia. Coca cultivation survey 2006*. Office on drugs and crime. Sur le site Internet de l'ONU
- Vallejo, Fernando. *La Virgen de los sicarios*. Colombia: Alfaguara, 1998 [1984].
- Velez, Hugo. 1975. *Dos ensayos a cerca del desarrollo capitalista en la agricultura colombiana*, Medellín: Editorial ocho de junio.
- Wallerstein, Immanuel. 1980, *The Modern World-System. Mercantilism and Consolidation of the European World-Economy, 1600-1750*, San Diego, Toronto: Academic Press.
- Waldmann, Peter. 1997. "Cotidianización de la violencia: el ejemplo de Colombia". *Análisis político*, No. 32 Bogotá: IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, p. 33-51
- Wood, Ellen Meiksins. 2002, *The Origins of Capitalism. A Longer View*. Londres et New York, Verso, 213 p.
- 1984. "Marxism and the Course of History". *New Left Review*, 1/147, September-October, p. 95-107.
 - 1981. "The Separation of the Economic and the Political Capitalism". *New Left Review*, 1/127, May- June, p. 66-95.
- Zeitlin, Maurice. 1984. *The Civil Wars in Chile (or the bourgeois revolutions that never were)*, Princeton (New Jersey): Princeton University Press, 237 p.
- Zeitlin, Maurice and Richard Ratcliff. 1988. *Landlords and Capitalists. The Dominant Class of Chile*, Princeton: Princeton U.P.
- 1975. "Research methods for the analysis of the international structure of dominant classes: the case of landlords and capitalists in Chile". *Latin American Research Review*, Vol. 10, No. 3, p. 5-61, Texas: University of Texas press.